Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale" n. 242 del 6 settembre 1977

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA ROMA - Martedì, 6 settembre 1977 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - TELEFONO 6540139
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 8508

LEGGE 8 agosto 1977, n. **674.**

Ratifica ed esecuzione del quinto accordo sullo stagno, adottato a Ginevra il 21 giugno 1975.

LEGGI E DECRETI

LEGGE 8 agosto 1977, n. **674.**

Ratifica ed esecuzione del quinto accordo sullo stagno, adottato a Ginevra il 21 giugno 1975.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare il quinto accordo internazionale sullo stagno, con allegati, adottato a Ginevra il 21 giugno 1975.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 49 dell'accordo stesso.

Art. 3.

La spesa derivante dall'esecuzione della presente legge è valutata in annue lire 19 milioni, a decorrere dal 1° luglio 1976.

Al complessivo onere di L. 28.500.000, relativo al periodo 1° luglio 1976-31 dicembre 1977, si provvede:

quanto a L. 14.500.000 con riduzione dello stanziamento di cui al capitolo 6856 dello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro per l'anno finanziario 1976;

quanto a L. 14.000.000 con riduzione dello stanziamento di cui al medesimo capitolo 6856 dello stato di previsione del citato Ministero del tesoro per l'anno finanziario 1977.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato a provvedere, con propri decreti, alle occorrenti variazioni di bilancio.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 8 agosto 1977

LEONE

ANDREOTTI — FORLANI — STAMMATI — DONAT-CATTIN — OSSOLA

Visto, *il Guardasigilli*: BONIFACIO

CINQUIEME ACCORD INTERNATIONAL SUR L'ETAIN

PREAMBULE

Les pays participants, reconnaissant :

a) L'aide appréciable que les accords de produits peuvent apporter à la croissance économique, notamment dans les pays en voie de développement producteurs, en contribuant à assurer la stabilité des prix et le développement régulier des recettes d'exportation et des marchés de matières premières,

b) La communauté et l'interdépendance des intérêts des pays producteurs et des pays consommateurs et la valeur d'une coopération suivie entre eux pour atteindre les buts et les principes des Nations Unies et de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et pour résoudre les problèmes relatifs a l'étain au moyen d'un accord international de produit, vu le rôle que l'Accord international sur l'étain peut jouer dans l'instauration d'un nouvel ordre economique international,

c) L'importance exceptionnelle de l'étain pour de nombreux pays dont l'économie dépend largement de l'existence de conditions favorables et équitables pour la production, la consommation ou le commerce de l'étain,

d) La nécessité de protéger et de stimuler la prospérité et l'expansion de l'industrie de l'étain, notamment dans les pays en voie de développement producteurs et d'assurer des approvisionnements en étain suffisants pour sauvegarder les intérêts des consommateurs,

e) L'importance, pour les pays producteurs d'étain, de maintenir et d'accroître leur pouvoir d'achat a l'importation, et

f) L'intérêt qu'il y a a accroître l'efficacité dans l'utilisation de l'étain tant dans les pays en voie de développement que dans les pays industrialisés, afin d'aider a la conservation des ressources mondiales d'étain,

Sont convenus de ce qui suit :

CHAPITRE PREMIER : OBJET

ARTICLE PREMIER.

(*Objet*).

Le présent Accord a pour objet :

a) D'établir un équilibre entre la production et la consommation mondiales d'étain et d'atténuer les difficultés graves qu'un excédent ou une pénurie d'étain, anticipés ou effectifs, pourraient créer;

b) D'empêcher des fluctuations excessives du prix de l'étain et des recettes d'exportation que l'étain procure;

c) De prendre des dispositions qui contribuent à accroître les recettes que les pays producteurs, notamment les pays en voie de développement, retirent de leurs exportations d'étain, de manière à procurer à ces pays les ressources nécessaires à l'accélération de leur croissance économique et de leur développement social, tout en tenant compte des intérêts des consommateurs·

d) D'assurer des conditions permettant d'obtenir un rythme dynamique et croissant de la production d'étain sur la base de recettes rémunératrices pour les producteurs, qui contribuent à garantir un approvisionnement suffisant à des prix equitables pour les consommateurs et à assurer un équilibre à long terme entre la production et la consommation;

e) D'empêcher un chômage ou un sous-emploi étendu et d'autres difficultés graves qu'un déséquilibre entre l'offre et la demande d'étain pourrait créer;

f) De favoriser l'extension des usages de l'étain et l'amélioration du traitement sur place, en particulier dans les pays en voie de développement producteurs;

g) Quand une pénurie d'étain se produit ou risque de se produire, de prendre des mesures en vue d'assurer un accroissement de la production d'étain et une répartition équitable de l'étain metal afin d'atténuer les graves difficultés que les pays consommateurs pourraient rencontrer;

h) Quand un excédent d'étain se produit ou risque de se produire, de prendre des mesures pour atténuer les graves difficultés que les pays producteurs pourraient rencontrer;

i) De considérer la liquidation, par des gouvernements, des stocks d'étain constitués à des fins non commerciales et de prendre des mesures permettant d'éviter toutes les incertitudes et difficultés qui risquent de se produire;

j) De prendre constamment en considération la nécessité de mettre en valeur et d'exploiter de nouveaux gisements d'étain et grâce, entre autres, aux moyens d'assistance technique et financière de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations du système des Nations Unies, de promouvoir les méthodes les plus efficaces d'extraction, de concentration et de traitement des minerais d'étain;

k) De promouvoir le développement du marché de l'étain dans les pays en voie de développement producteurs afin de leur permettre de jouer un rôle plus important dans la commercialisation de l'étain; et

l) De poursuivre l'oeuvre entreprise par le Conseil international de l'étain au titre du quatrième Accord international sur l'étain (dénommé ci-après quatrième Accord) et de ceux qui l'ont precedé.

CHAPITRE II : DEFINITIONS

ARTICLE 2.

(*Définitions*).

Aux fins du present Accord, il faut entendre par :

ETAIN, l'étain metal ou tout autre etain raffiné, ou l'étain contenu dans des concentrés ou dans du minerai d'étain extrait de son gisement naturel. Aux fins de cette définition, le « minerai » est réputé ne pas comprendre *a*) la matière extraite du gisement a une fin autre que son traitement et *b*) la matière qui a été éliminée en cours de traitement;

ETAIN MÉTAL, l'étain raffiné de bonne qualité marchande ne titrant pas moins de 99,75 %;

STOCK REGULATEUR, le stock régulateur constitué et geré conformément aux dispositions du chapitre X du présent Accord;

ETAIN MÉTAL DETENU, les avoirs en étain métal du stock regulateur, y compris l'étain métal acheté pour le stock régulateur, mais non encore reçu, et a l'exclusion du métal vendu par le Directeur du stock régulateur, mais non encore livré;

TONNE, la tonne métrique, soit 1 000 kilogrammes;

PÉRIODE DE CONTRÔLE, une période que le Conseil a déclarée telle et pour laquelle un tonnage total d'exportations autorisées a eté fixé;

TRIMESTRE, un trimestre commençant le 1er janvier, le 1er avril, le 1er juillet ou le 1er octobre;

EXPORTATIONS NETTES, la quantité exportée dans les circonstances enoncees à la partie I de l'annexe *C* du présent Accord, moins la quantité importée déterminée conformément à la partie II de ladite annexe;

PAYS PARTICIPANT, un pays dont le gouvernement a ratifié, approuvé ou accepté le présent Accord, ou y a adhéré, ou a notifié son intention de ratifier, d'approuver ou d'accepter le présent Accord, ou d'y adhérer, ou un territoire ou des territoires dont la participation séparee est devenue effective conformément aux dispositions de l'article 53, ou, selon le contexte, le gouvernement de ce pays ou de ce territoire ou de ces territoires eux-mêmes, ou une organisation visée à l'article 54;

PAYS PRODUCTEUR, un pays participant que le Conseil a déclaré, avec le consentement de ce pays, être un pays producteur;

PAYS CONSOMMATEUR, un pays participant que le Conseil a déclaré, avec le consentement de ce pays, être un pays consommateur;

PAYS CONTRIBUANT, un pays participant qui détient des contributions dans le stock régulateur;

MAJORITÉ SIMPLE, celle qui est réunie quand une motion est appuyée par la majorité des suffrages exprimés par les pays participants;

MAJORITÉ RÉPARTIE SIMPLE, celle qui est réunie quand une motion est appuyée à la fois par la majorité des suffrages exprimés par les pays producteurs et la majorité des suffrages exprimés par les pays consommateurs;

MAJORITÉ RÉPARTIE DES DEUX TIERS, celle qui est réunie quand une motion est appuyée à la fois par la majorité des deux tiers des suffrages exprimés par les pays producteurs et par la majorité des deux tiers des suffrages exprimés par les pays consommateurs;

ENTRÉE EN VIGUEUR, sauf dans le cas où l'expression est autrement précisée, l'entrée en vigueur initiale du présent Accord, qu'elle soit provisoire, aux termes de l'article 50, ou définitive, aux termes de l'article 49;

EXERCICE FINANCIER, une période d'un an commençant le 1er juillet et se terminant le 30 juin de l'année suivante;

UNE SESSION peut comporter une ou plusieurs seances du Conseil.

LE CONSEIL INTERNATIONAL DE L'ÉTAIN: DISPOSITIONS CONSTITUTIONNELLES

CHAPITRE III : MEMBRES DU CONSEIL

ARTICLE 3.

(*Le Conseil*).

a) Le Conseil international de l'étain (dénommé ci-après le Conseil), institué aux termes des précédents Accords internationaux sur l'étain, continuera d'exister, avec la composition, les pouvoirs et les fonctions prévus par le cinquième Accord international sur l'étain, pour assurer la mise en oeuvre des dispositions dudit Accord.

b) A moins qu'il n'en décide autrement, le Conseil a son siège a Londres.

ARTICLE 4.

(*Participation au Conseil*).

a) Le Conseil est composé de tous les pays participants.

b) *i*) Chaque pays participant est représenté au Conseil par un délégué, et chaque pays peut désigner des délégués suppléants et des conseillers pour assister aux sessions du Conseil;

ii) Un délégué suppléant est habilité à agir et a voter au nom du délégué en l'absence de celui-ci ou en d'autres circonstances spéciales.

c) Chaque pays participant constitue un seul membre du Conseil, sauf exception prévue à l'article 53.

ARTICLE 5.

(*Catégories de participants*).

a) Chaque membre du Conseil est déclaré par le Conseil, avec le consentement du pays intéressé, être un pays producteur ou un pays consommateur, le plus tôt possible apres que le Conseil a été avisé par le Secrétaire géneral de l'Organisation des Nations Unies que ce membre a déposé son instrument de ratification, d'approbation, d'acceptation ou d'adhésion conformément à l'article 48 ou à l'article 52, ou la notification de son intention de ratifier, d'approuver ou d'accepter le présent Accord, ou d'y adhérer, conformément à l'article 50 ou a l'article 52.

b) Le classement en pays producteurs et en pays consommateurs se fait respectivement sur la base de la production minière intérieure et de la consommation d'étain métal, étant entendu que :

i) Le classement d'un pays producteur qui est un consommateur important d'étain métal provenant de sa production minière intérieure se fait, avec le consentement de ce pays, sur la base de ses exportations d'étain;

ii) Le classement d'un pays consommateur dont la production minière intérieure représente une proportion importante de l'étain qu'il consomme se fait, avec le consentement de ce pays, sur la base de ses importations d'étain.

c) Dans son instrument de ratification, d'approbation, d'acceptation ou d'adhésion ou dans la notification de son intention de ratifier, d'approuver ou d'accepter l'Accord, ou d'y adhérer, chaque gouvernement peut faire connaître a quelle catégorie de pays participants il estime devoir appartenir.

d) A la première session ordinaire qu'il tiendra apres l'entrée en vigueur du present Accord, le Conseil prendra les décisions nécessaires à l'application du présent article à la majorité des suffrages exprimés par les pays participants figurant dans l'annexe *A* et à la majorité des suffrages exprimes par les pays participants figurant dans l'annexe *B*, le décompte etant fait séparément et les droits de vote étant tels qu'ils sont indiqués aux annexes *A* et *B* du présent Accord, etant entendu qu'à cet effet les dispositions de l'article 13 ne sont pas appliquées.

ARTICLE 6.

(*Changement de catégorie*).

a) Quand la situation d'un pays participant est passée de celle de pays consommateur à celle de pays producteur, ou vice versa, le Conseil, a la demande de ce pays, ou de sa propre initiative avec le consentement dudit pays, prend en considération cette nouvelle situation et détermine le tonnage ou le pourcentage qui serait applicable aux fins des annexes pertinentes du présent Accord.

b) Le Conseil fixe la date a laquelle entreront en vigueur le tonnage ou le pourcentage, ou l'un et l'autre, qu'il a arrêtés conformément au paragraphe *a*) du présent article.

c) A partir de la date fixée par le Conseil en vertu du paragraphe *b*) du présent article, le pays participant intéressé cesse de jouir des droits et privilèges ou d'être tenu aux obligations que le présent Accord reconnaît ou impose aux pays de la catégorie à laquelle ce pays appartenait auparavant, a l'exception des obligations financières ou autres non satisfaites auxquelles il était tenu dans sa catégorie antérieure, et il jouit des droits et privilèges et est tenu à toutes les obligations que le présent Accord reconnaît ou impose aux pays de la catégorie a laquelle ce pays appartient désormais, étant entendu que :

i) Si, par suite d'un changement de catégorie, un pays producteur devient un pays consommateur, il n'en conserve pas moins le droit de participer, à la fin du présent Accord, à la liquidation du stock régulateur conformément aux dispositions des articles 25 et 26; et

ii) Si, par suite d'un changement de catégorie, un pays consommateur devient un pays producteur, les conditions imposées par le Conseil audit pays seront aussi équitables pour ledit pays que pour les autres pays producteurs qui participent déjà au présent Accord.

CHAPITRE IV : POUVOIRS ET FONCTIONS

ARTICLE 7.

(Pouvoirs et fonctions du Conseil).

Le Conseil :

a) A tous pouvoirs et accomplit toutes tâches nécessaires à l'administration et à l'exécution du présent Accord.

b) Reçoit du Président exécutif, chaque fois qu'il le demande, tous renseignements concernant les actifs et les opérations du stock régulateur qu'il estime nécessaires pour remplir ses fonctions conformément au présent Accord.

c) Peut demander aux pays participants de fournir toutes données disponibles concernant la production d'étain, les coûts de production de l'étain, le niveau de la production d'étain, la consommation d'étain, le commerce international et les stocks d'étain, ainsi que tous autres renseignements nécessaires a l'administration satisfaisante du présent Accord qui ne soient pas incompatibles avec les dispositions de l'article 44 relatives a la sécurité nationale, et les pays doivent mettre tout en oeuvre pour fournir les renseignements ainsi demandés.

d) A le pouvoir d'emprunter pour les besoins du compte administratif établi par l'article 16 ou pour les besoins du compte du stock régulateur comme prévu à l'article 24.

e) Publie après la fin de chaque exercice financier un rapport sur son activité au cours dudit exercice.

f) Publie après la fin de chaque trimestre, mais au plus tôt trois mois après la fin de ce trimestre sauf décision contraire du Conseil, un état indiquant le tonnage d'étain métal détenu à la fin dudit trimestre.

g) Prend toutes dispositions utiles aux fins de consultations et de coopération avec :

i) L'Organisation des Nations Unies, ses organes competents — in particulier la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement — les institutions spécialisées, d'autres organisations du système des Nations Unies et les organismes intergouvernementaux appropriés; et

ii) Les pays non participants qui sont Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres de ses institutions spécialisées ou qui étaient parties aux précédents Accords internationaux sur l'étain.

ARTICLE 8.

(*Procédures du Conseil*).

Le Conseil :

a) Etablit son reglement intérieur.

b) Peut prendre toute mesure qu'il juge necessaire pour conseiller le Président exécutif quand le Conseil n'est pas en session.

c) Peut instituer les comités qu'il juge nécessaires pour l'aider dans l'exercice de ses fonctions et peut fixer leur mandat; sauf décision contraire du Conseil, ces comités peuvent établir leur propre reglement intérieur.

d) *i*) Peut a tout moment, a la majorité repartie des deux tiers, déléguer a tout comité ceux des pouvoirs du Conseil qui ne necessitent qu'une majorité repartie simple, a l'exception des pouvoirs concernant :

— la fixation des contributions visee a l'article 19;

— le prix plancher et le prix plafond visés aux articles 27 et 31;

— la détermination du contrôle des exportations vise aux articles 32, 33, 34, 35 et 36;

— les mesures à prendre en cas de penurie d'étain visees a l'article 40:

ii) A la majorité repartie des deux tiers, fixe le mandat de tout comité et en désigne les membres;

iii) Peut, a tout moment, à la majorité simple, révoquer toute délégation de pouvoirs a tout comité ou l'institution de ce comité.

ARTICLE 9.

(*Statistiques et études*).

Le Conseil :

a) Procède, au moins une fois par trimestre, a une estimation de la production et de la consommation probables d'étain au cours du trimestre ou des trimestres suivants en vue de juger de la position statistique globale concernant l'étain pendant la periode considérée et, a cet égard, peut tenir compte de tous autres facteurs pertinents

b) Prend les dispositions nécessaires à l'étude suivie des coûts de production de l'étain, du niveau de la production d'étain, des tendances des prix, des tendances du marché et des problèmes a court et à long terme de l'industrie mondiale de l'étain; à cette fin, il entreprend ou fait exécuter les études relatives aux problèmes de l'industrie de l'étain qui lui semblent utiles.

c) Se tient au courant des nouvelles utilisations de l'étain et de la mise au point de produits de remplacement susceptibles d'être substitués a l'étain dans ses usages traditionnels.

d) Encourage des relations plus etroites avec les organisations qui se consacrent à la recherche concernant l'exploration efficace de la production, de la transformation et de l'utilisation de l'étain ou ces activités elles-mêmes, ainsi qu'une participation plus large auxdites organisations.

e) Procède a une étude d'autres moyens destinés à compléter ou à remplacer les modes actuels de financement du stock régulateur.

CHAPITRE V : ORGANISATION ET ADMINISTRATION

Article 10.

(Président exécutif et Vice-Président du Conseil).

a) Le Conseil, à la majorité répartie des deux tiers et par bulletin écrit, désigne un Président executif indépendant, qui peut avoir la nationalité d'un des pays participants. La désignation du Président executif figurera a l'ordre du jour de la premiere session ordinaire que le Conseil tiendra après l'entrée en vigueur du présent Accord.

b) Ne pourra être désigné Président exécutif quiconque aura exercé des fonctions actives dans l'industrie ou le commerce de l'étain pendant les cinq années précédant la désignation; le Président exécutif doit de plus satisfaire aux conditions énoncées à l'article 12.

c) Les dispositions du paragraphe *b*) du present article ne font pas obstacle à la désignation d'un membre du personnel du Conseil comme Président exécutif.

d) Le Conseil fixe la durée du mandat du Président exécutif, ainsi que les conditions dans lesquelles il exerce ses fonctions.

e) Le Président exécutif preside les sessions et séances du Conseil; il ne participe pas au vote.

f) Le Conseil élit annuellement deux Vice-Présidents, choisis l'un parmi les délégués des pays producteurs, l'autre parmi les délégués des pays consommateurs. Les deux Vice-Présidents sont dénommés respectivement premier Vice-Président et second Vice-Président. Le premier Vice-Président est choisi alternativement parmi les pays producteurs et parmi les pays consommateurs.

g) En cas de démission ou d'incapacité permanente du Président exécutif, le Conseil désigne un nouveau Président executif conformément a la procédure prévue au paragraphe *a*) du present article. Dans

l'attente de cette désignation, ou pendant les absences temporaires du Président executif, le premier Vice-Président, ou, au besoin, le second Vice-Président, le remplace, en ayant pour seule fonction de présider les sessions et séances, à moins que le Conseil n'en décide autrement. Le Conseil devra aussi prévoir dans son règlement intérieur la désignation d'un chef intérimaire du service administratif responsable de l'administration et de l'exécution du present Accord, conformément à l'article 12, pendant l'absence temporaire du Président exécutif ou dans l'attente de la désignation d'un nouveau Président exécutif en application du présent paragraphe.

h) Quand un Vice-Président exerce les fonctions de Président exécutif, il ne participe pas au vote; le droit de vote du pays qu'il représente peut être exercé conformément aux dispositions de l'alinéa *u*) du paragraphe *b*) de l'article 4 et du paragraphe *c*) de l'article 14.

ARTICLE 11.

(*Sessions du Conseil*).

a) Le Conseil tient quatre sessions ordinaires par an. Le Conseil peut egalement, si necessaire, tenir des sessions extraordinaires.

b) Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies convoquera a Londres la première session ordinaire du Conseil en vertu du présent Accord. Cette session s'ouvrira dans les huit jours qui suivront la date d'entrée en vigueur du présent Accord.

c) Le Président exécutif ou, en cas d'empêchement de celui-ci, le Chef intérimaire du service administratif, après avoir consulté le premier Vice-Président, et en son nom, convoque une session du Conseil si un pays participant en fait la demande ou que les dispositions de l'Accord l'exigent. Le Président exécutif peut en outre, de sa propre initiative, convoquer une session du Conseil.

d) Sauf décision contraire du Conseil, les sessions se tiennent au siège du Conseil. Elles se tiennent avec préavis d'au moins sept jours, sauf en cas de sessions convoquées conformément à l'article 31.

e) A chaque session ou séance du Conseil, le *quorum* est reputé atteint quand les délégués présents détiennent les deux tiers du total des voix de tous les pays producteurs et les deux tiers du total des voix de tous les pays consommateurs. Si, lors d'une session quelconque du Conseil, le *quorum* défini ci-dessus n'est pas atteint, une nouvelle session est convoquée après un délai d'au moins sept jours; au cours de cette nouvelle session, le *quorum* sera réputé atteint si les délégués présents détiennent ensemble plus de 1 000 voix.

ARTICLE 12.

(*Le personnel du Conseil*).

a) Le Président exécutif désigné conformément à l'article 10 est responsable devant le Conseil de l'administration et de l'exécution du présent Accord, conformément aux décisions prises par le Conseil.

b) Le Président exécutif est en outre responsable de la direction des services administratifs et du personnel.

c) Le Conseil nomme un Directeur du stock regulateur (dénommé ci-après le Directeur) et un Secrétaire, et il fixe les conditions d'emploi et les fonctions de ces deux fonctionnaires.

d) Le Conseil donne des instructions au Président executif quant a la façon dont le Directeur du stock regulateur doit s'acquitter des responsabilités énoncées dans le présent Accord.

e) Le Président executif est assisté par le personnel que le Conseil estime necessaire. Tout le personnel, y compris le Directeur et le Secrétaire du Conseil, est responsable devant le Président exécutif. Le mode d'engagement et les conditions d'emploi du personnel doivent être approuvés par le Conseil.

f) Ni le Président exécutif, ni les membres du personnel ne doivent avoir d'intérêts financiers dans l'industrie, le commerce et le transport de l'étain, dans les activités publicitaires concernant l'étain ou dans toute autre activité se rapportant à l'étain.

g) Dans l'exercice de leurs fonctions, ni le Président executif, ni les membres du personnel ne doivent solliciter ni accepter d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucune personne ou autorité autre que le Conseil ou toute personne agissant au nom du Conseil conformément aux dispositions du présent Accord. Ils s'abstiennent de toute action qui puisse porter atteinte a leur position de fonctionnaires internationaux qui ne sont responsables que devant le Conseil. Chaque pays participant s'engage a respecter le caractère exclusivement international des responsabilités du Président executif et des membres du personnel et a ne pas chercher à les influencer dans l'exercice de leurs responsabilités.

h) Ni le Président exécutif, ni le Directeur, ni le Secrétaire du Conseil, ni aucun autre membre du personnel du Conseil ne peuvent divulguer d'information concernant l'exécution ou l'administration du présent Accord, a l'exception de ce que le Conseil peut autoriser ou de ce qui leur est necessaire pour s'acquitter dûment de leurs obligations aux termes du présent Accord.

CHAPITRE VI : REPARTITION DES VOIX ET PROCEDURE DE VOTE AU CONSEIL

ARTICLE 13.

(*Pourcentages et voix*).

a) Les pays producteurs détiennent ensemble 1 000 voix. Chaque pays producteur reçoit un nombre initial de cinq voix; le reste est divisé entre les pays producteurs en proportion aussi voisine que possible du pourcentage de chaque pays producteur tel qu'il est indiqué dans l'annexe *A* ou fixé autrement en conformité du présent article.

b) Les pays consommateurs détiennent ensemble 1 000 voix. Chaque pays consommateur reçoit un nombre initial de cinq voix, ou, s'il y a

plus de 30 pays consommateurs, le plus grand nombre entier tel que le nombre initial total de voix ne dépasse pas 150; le reste est divisé entre les pays consommateurs en proportion aussi voisine que possible du pourcentage de chaque pays consommateur tel qu'il est indiqué dans l'annexe *B* ou fixé autrement en conformité du present article.

c) Aucun pays participant ne peut avoir plus de 450 voix.

d) Il n'y a pas de fraction de voix.

e) Si, du fait qu'un ou plusieurs des gouvernements des pays figurant a l'annexe *A* ou a l'annexe *B* n'ont pas ratifié, approuvé ou accepté le présent Accord, ou n'y ont pas adhéré, ou notifié leur intention de le ratifier, de l'approuver, de l'accepter ou d'y adhérer, ou du fait qu'un pays participant a changé de catégorie en application de l'article 6, ou du fait du retrait d'un pays participant, ou par application de l'une quelconque des dispositions du présent Accord, le total des pourcentages des pays producteurs ou des pays consommateurs devient inférieur a 100, ou si le total de leurs voix respectives devient inférieur a 1 000, la différence des pourcentages et des voix est repartie entre les autres pays producteurs ou consommateurs, selon le cas, en proportion aussi voisine que possible des pourcentages déjà détenus, de manière que les totaux respectifs des pourcentages des pays producteurs et des pays consommateurs soient, l'un et l'autre, 100, et les totaux respectifs de leurs voix, l'un et l'autre, 1 000.

f) *i*) Si, avant l'entrée en vigueur du présent Accord, le gouvernement d'un pays ne figurant pas dans l'annexe *A* ou *B* a ratifié, approuve ou accepté le présent Accord, ou y a adhéré, ou notifié son intention de le ratifier, de l'approuver, de l'accepter, ou d'y adhérer, ou

ii) Si, apres l'entrée en vigueur du présent Accord, le gouvernement d'un pays non encore pays participant le ratifie, l'accepte, l'approuve ou y adhère, ou notifie son intention de le ratifier, de l'approuver, de l'accepter, ou d'y adhérer, ou si le changement de catégorie d'un pays participant par application de l'article 6 a été approuve,

le Conseil détermine un pourcentage pour ce pays et ajuste le pourcentage des autres pays participants en proportion de leurs pourcentages antérieurs de maniere que les totaux respectifs des pays producteurs et des pays consommateurs soient, l'un et l'autre, 100, et les totaux respectifs de leurs voix, l'un et l'autre, 1 000. Sauf le cas prévu au paragraphe *i*) du present article, un pourcentage fixé en application du présent paragraphe prend effet a la date fixée par le Conseil aux fins du présent article comme s'il s'agissait de l'un des pourcentages indiqués, selon le cas, dans l'annexe *A* ou dans l'annexe *B*.

g) *i*) Le Conseil revoit les pourcentages des pays producteurs figurant dans l'annexe A et les ajuste conformément aux règles de l'annexe *F*. Sauf lors du premier ajustement, qui sera opere a la première session ordinaire du Conseil, le pourcentage d'un pays producteur ne sera pas reduit, pendant une période quelconque de 12 mois, de plus d'un dixième de sa valeur au début de cette periode;

ii) Dans toute décision qu'il propose de prendre conformément aux règles de l'annexe *F*, le Conseil tient dûment compte de toute situation qu'un pays producteur quelconque a déclaré être exceptionnelle,

et il peut, à la majorité répartie des deux tiers, renoncer à la stricte application desdites règles ou les modifier;

iii) Le Conseil peut, de temps à autre, a la majorité repartie des deux tiers, revoir les règles de l'annexe *F*, et cette révision prend effet comme si elle était incorporée dans ladite annexe;

iv) Les pourcentages résultant de la procédure enoncée dans le présent paragraphe sont publiés et prennent effet à compter du premier jour du trimestre qui suit la date de la décision prise par le Conseil; ils remplacent les pourcentages indiqués dans l'annexe A.

h) A sa première session ordinaire, le Conseil révisera l'annexe B, et il publiera l'annexe revisée, qui s'appliquera immédiatement aux fins du présent article; par la suite, au cours de sessions tenues pendant le deuxième trimestre de chaque année civile, le Conseil reverra les chiffres de la consommation d'étain de chaque pays consommateur pendant chacune des trois années civiles precédentes et publiera les pourcentages révisés qui reviennent a chaque pays consommateur et qui seront la moyenne desdits chiffres de consommation; ces pourcentages s'appliqueront aux fins du present article a compter du 1er juillet suivant, comme s'il s'agissait des pourcentages indiqués dans l'annexe *B*.

i) Quand, par application du paragraphe *f*) du présent article, les pourcentages des pays producteurs ont été proportionnellement ajustés pendant une période de contrôle déclarée par le Conseil en application de l'article 33, le Conseil publie le plus tôt possible le tableau révisé des pourcentages, qui entrera en vigueur, aux fins de l'article 33, avec effet a compter du premier jour du trimestre suivant la période au cours de laquelle la décision de réviser les pourcentages a été prise.

ARTICLE 14.

(*Procédure de vote du Conseil*).

a) Le vote émis par chaque membre du Conseil exprime le nombre de voix qu'il détient au Conseil. En votant, un délégué ne peut scinder ses voix. Un délégué qui s abstient est considéré comme n'ayant pas voté.

b) Sauf disposition contraire, les décisions du Conseil sont prises à la majorité répartie simple.

c) Tout membre peut, dans les formes qui seront approuvees par le Conseil, autoriser tout autre membre à representer ses intérêts et à exercer ses droits de vote lors d'une session ou séance du Conseil.

CHAPITRE VII : PRIVILEGES ET IMMUNITES

ARTICLE 15.

(*Privilèges et immunités*).

a) Il est accordé au Conseil, dans chaque pays participant, toutes facilités de change nécessaires à l'exercice des fonctions qui lui incombent en vertu du present Accord.

b) Le Conseil possède la personnalité juridique. Il a en particulier la capacité de conclure des contrats, d'acquérir et d'aliéner des biens meubles et immeubles, ainsi que d'ester en justice.

c) Dans chaque pays participant, le Conseil bénéficie, pour autant que la législation en vigueur dans ce pays le permette, des exonérations fiscales sur ses avoirs, revenus et autres biens, qui peuvent être nécessaires a l'exercice des fonctions lui incombant en vertù du present Accord.

d) Le statut, les privilèges et les immunités du Conseil sur le territoire du Royaume-Uni continueront de faire l'objet de la Convention d'établissement signée a Londres, le 9 février 1972, entre le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Conseil international de l'étain.

DISPOSITIONS FINANCIERES

CHAPITRE VIII : COMPTES ET VERIFICATION DES COMPTES

ARTICLE 16.

(*Comptes financiers*).

a) *i*) Pour l'administration et l'exécution du présent Accord, il est tenu deux comptes : le compte administratif et le compte du stock régulateur.

ii) Les dépenses administratives du Conseil, y compris la rémunération du Président exécutif, du Directeur, du Secrétaire et du personnel, sont imputées au compte administratif.

iii) Toute dépense qui provient uniquement de transactions ou d'opérations du stock régulateur, y compris les dépenses découlant des emprunts, de l'entreposage, des commissions et assurances, est imputée par le Directeur au compte du stock regulateur.

iv) L'imputation au compte du stock régulateur de toute autre catégorie de dépenses est déterminée par le Président exécutif.

b) Le Conseil n'est pas responsable des dépenses effectuées par les délégués au Conseil ou par leurs suppléants et conseillers.

ARTICLE 17.

(*Contribution en espèces - monnaies de paiement*).

Les versements en especes des pays participants au compte administratif en vertu des articles 19 et 58, les versements en espèces des pays contribuants au compte du stock régulateur en vertu des articles 21, 22 et 23, les versements en espèces du compte administratif aux pays participants en vertu de l'article 58 et les versements en espèces

du compte du stock régulateur aux pays contribuants en vertu des articles 21, 22, 23 et 25 sont évalués en livres sterling et faits en livres sterling ou, au choix du pays intéressé, leur contre-valeur peut être versée, au taux de change a la date du paiement, dans toute monnaie librement convertible en livres sterling sur le marché des changes de Londres.

ARTICLE 18.

(*Vérification des comptes*).

a) Le Conseil nomme des vérificateurs aux comptes qui sont chargés de vérifier ses livres de comptes.

b) Le Conseil publie, aussitôt que possible après la clôture de chaque exercice financier, le compte administratif et le compte du stock régulateur vérifiés par des vérificateurs indépendants, étant entendu que les comptes du stock régulateur ne seront publiés que passé un délai de trois mois après la clôture de l'exercice financier auquel ils se rapportent.

CHAPITRE IX : LE COMPTE ADMINISTRATIF

ARTICLE 19.

(*Le budget*).

a) Le Conseil, a la première session ordinaire qu'il tiendra après l'entrée en vigueur du présent Accord, approuvera le budget de contribution et de dépenses correspondant au compte administratif pour la période qui s'écoulera entre la date de l'entrée en vigueur du présent Accord et la fin du premier exercice financier. Par la suite, il approuve un budget annuel analogue pour chaque exercice financier. Si, à un moment quelconque au cours d'un exercice financier, le solde demeurant dans le compte administratif paraît, en raison de circonstances imprévues qui se sont produites ou risquent de se produire, ne pas devoir suffire pour faire face aux dépenses administratives du Conseil, celui-ci peut approuver le budget supplémentaire nécessaire pour le reste dudit exercice.

b) Sur la base des budgets mentionnés au paragraphe *a*) du présent article, le Conseil fixe en livres sterling la contribution au compte administratif de chaque pays participant, qui est tenu de verser la totalité de sa contribution au Conseil dès qu'il est avisé du chiffre fixé. Les pays participants détenant 21 voix ou plus à la date de la fixation de leur contribution paient chacun 1 % du budget total et les pays participants détenant 20 voix ou moins à la date de la fixation de leur contribution paient chacun les trois dixièmes de 1 % du budget total. Pour la part du budget qui n'est pas financée à l'aide des paiements susmentionnés, chaque pays participant verse, pour chaque voix qu'il détient à la date de la fixation de sa contribution, un deux millièmes du montant total requis.

c) Tout pays participant qui, dans les six mois suivant la date à laquelle il a été avisé du montant de sa contribution au compte admi-

nistratif, n'a pas réglé celle-ci, peut être privé de son droit de vote par le Conseil. Si ledit pays ne s'est pas acquitté de sa contribution dans les 12 mois qui suivent la date de l'avis, il peut être privé par le Conseil de tout autre droit qu'il possède en vertu de l'Accord, étant entendu que, une fois reçu le montant de la contribution due, le Conseil rétablira le pays intéressé dans l'exercice des droits dont il aurait été privé aux termes du présent paragraphe.

CHAPITRE X : LE COMPTE DU STOCK REGULATEUR

ARTICLE 20.

(Constitution du stock régulateur).

a) Un stock régulateur sera constitué, dont le montant total sera composé de contributions versées par les pays producteurs conformément aux dispositions de l'article 21 et de contributions versées par les pays consommateurs conformément aux dispositions de l'article 22.

b) Les ressources du stock régulateur peuvent être complétées au moyen d'emprunts contractés sur le marché des capitaux et par des dispositions comme celles qui sont stipulées à l'article 24.

c) Aux fins du présent article, toute fraction d'une contribution versée en espèces est réputée équivalente à la quantité d'étain métal qui aurait pu être achetée au prix plancher existant à la date à laquelle cette fraction a été appelée, conformément aux dispositions de l'article 21, ou versée à titre de contribution en application de l'article 22.

ARTICLE 21.

(Contributions des pays producteurs).

a) *i*) Les pays producteurs versent au stock régulateur des contributions soit en espèces, soit en étain métal, soit l'un et l'autre à la fois, pour l'équivalent de 20 000 tonnes d'étain métal, l'équivalent de 7 500 tonnes de cette contribution étant exigible à la date d'entrée en vigueur du présent Accord;

ii) Le Conseil décide quelle part de la contribution initiale et des contributions ultérieures sera due en espèces et quelle part en étain métal;

iii) Sous réserve des dispositions de l'alinéa *iv*), les contributions initiales seront versées à la date de la première session ordinaire du Conseil au titre du présent Accord;

iv) Les pays producteurs paient la partie en espèces de toute contribution due à la date fixée par le Conseil et livrent la partie due en étain métal dans les trois mois qui suivent cette décision;

v) Nonobstant les dispositions de l'alinéa *iii*), le Conseil peut, à tout moment, fixer la date ou les dates auxquelles tout ou partie du solde de la contribution globale doit être versé, ainsi que le montant des versements. Le Conseil peut toutefois autoriser le Président exécutif à demander ces versements avec quatorze jours au moins de préavis;

vi) Si, à un moment quelconque, le Conseil détient, dans le compte du stock régulateur, des avoirs en espèces d'un montant total supérieur à la somme des contributions initiales exigées aux termes de l'alinéa *i*) et de toutes contributions additionnelles reçues aux termes de l'article 22, le Conseil peut autoriser le remboursement de ces excédents aux pays producteurs au prorata des contributions qu'ils auront faites en vertu du présent article. A la demande d'un pays producteur, le montant du remboursement auquel il a droit peut être maintenu dans le stock régulateur. Les soldes restant a payer sur les contributions globales dues aux termes de l'alinéa *i*) seront augmentés du montant de ces reversements, mais non du montant de tout remboursement autorisé, mais maintenu dans le stock régulateur.

b) Les contributions dues aux termes du paragraphe *a*) du present article peuvent, si le pays contribuant intéressé y consent, être effectuées par le transfert d'étain métal du stock regulateur constitué en vertu du quatrième Accord.

c) Les contributions visées au paragraphe *a*) du present article sont reparties entre les pays producteurs selon les pourcentages indiqués a l'annexe *A*, apres examen et ajustement lors de la premiere session ordinaire du Conseil, conformément au paragraphe *g*) de l'article 13.

d) *i*) Si, lors de l'entrée en vigueur du présent Accord ou ultérieurement, un pays figurant dans l'annexe *A* dépose un instrument de ratification, d'approbation ou d'acceptation de l'Accord, ou un instrument d'adhésion a celui-ci, ou déclare son intention de ratifier, d'approuver ou d'accepter l'Accord ou d'y adhérer, ou si un pays consommateur a changé de catégorie pour devenir un pays producteur conformement a l'article 6, la contribution de ce pays est déterminée par le Conseil suivant le pourcentage indiqué pour ce pays a l'annexe *A*;

ii) Les contributions fixées conformément aux dispositions de l'alinea *i*) seront effectuées à la date du dépôt de l'instrument ou a la date fixée par le Conseil aux termes du paragraphe *b*) de l'article 6;

iii) A cet égard, le Conseil peut décider que des remboursements, dont le total ne sera pas supérieur au montant de toute contribution reçue en vertu de l'alinéa *i*), seront faits aux autres pays producteurs ou pays consommateurs. Si le Conseil décide que ces remboursements doivent être faits en totalité ou en partie en étain métal, il peut y mettre les conditions qu'il estime nécessaires. A la demande d'un pays producteur, le remboursement auquel il a droit peut être maintenu dans le stock régulateur.

e) *i*) Au cours d'une periode de contrôle des exportations, un pays producteur qui, en vue de verser une contribution au titre du present article, désirerait exporter des quantités d'étain prélevées sur des stocks situés dans les limites de son territoire, peut demander au Conseil l'autorisation d'exporter les quantités désirées en supplément du tonnage des exportations autorisées qui lui aurait eté alloué en vertu de l'article 34;

ii) Le Conseil examine toute demande ainsi formulée et peut l'approuver aux conditions qu'il juge necessaire d'imposer. Si ces conditions sont remplies et si le Conseil a reçu les preuves qu'il estime nécessaires pour etablir l'identité du métal ou des concentrés exportés

avec l'étain metal livré au stock regulateur, les dispositions des paragraphes *b*) et *d*) de l'article 34 et du paragraphe *a*) de l'article 36 ne sont pas applicables auxdites exportations.

f) Les contributions en étain métal peuvent être acceptées par le Directeur dans les entrepôts officiellement agréés par la Bourse des metaux de Londres ou en tel ou tels emplacements déterminés par le Conseil. Les qualités d'étain ainsi livrées sont des qualités enregistrées aupres de la Bourse des metaux de Londres et reconnues par elle.

Article 22.

(*Contributions additionnelles*).

a) Les pays consommateurs peuvent, à des conditions arrêtées par le Conseil, verser au stock regulateur des contributions soit en espèces, soit en étain métal, soit l'un et l'autre à la fois, jusqu'à concurrence d'un montant additionnel équivalant a 20 000 tonnes d'étain métal. Nonobstant les conditions qui auront été imposées en application du present paragraphe, le Conseil peut rembourser au pays qui a verse une contribution au stock régulateur en application du présent paragraphe la totalité ou une partie de cette contribution. S'il le fait en etain métal, en totalité ou en partie, le Conseil peut y mettre les conditions qu'il juge nécessaires.

b) Tout pays invité a la Conférence des Nations Unies sur l'étain, 1975, peut verser au stock régulateur des contributions soit en espèces, soit en étain métal, soit l'un et l'autre à la fois, sous réserve de l'accord du Conseil et a des conditions touchant notamment les modalités de remboursement. Ces contributions viennent en supplément des contributions visees au paragraphe *a*) de l'article 21 et au paragraphe *a*) du présent article.

c) Le Président executif avise les pays participants de la réception de toute contribution reçue conformément aux paragraphes *a*) et *b*) du présent article et avise également tous les pays non participants qui ont verse une contribution conformément au paragraphe *b*) du présent article de la réception de toute contribution analogue.

d) A l'expiration d'un délai de 30 mois civils apres l'entrée en vigueur du present Accord, le Conseil fera le point des résultats obtenus concernant les contributions additionnelles visées aux paragraphes *a*) et *b*) du présent article et il pourra décider qu'une conference de négociation sera convoquee dans les six mois suivant la date de la décision du Conseil afin d'amender le present Accord, en totalité ou en partie, par un protocole ou tout autre instrument international approprié. S'il prend cette décision, le Conseil demandera au Secrétaire general de l'Organisation des Nations Unies de convoquer ladite conférence de negociation.

Article 23.

(*Pénalités se rapportant aux contributions*).

a) Le Conseil détermine les pénalités à appliquer aux pays qui auront manqué aux obligations qui leur incombent aux termes de l'alinea *v*) du paragraphe *a*) de l'article 21.

b) Si un pays producteur manque aux obligations qui lui incombent aux termes de l'article 21, le Conseil peut le priver de tout ou partie des droits et privilèges que le présent Accord lui confère, et il peut également requérir les autres pays producteurs de combler le *déficit*, soit en espèces, soit en étain métal, soit l'un et l'autre à la fois.

c) Si une partie du *déficit* doit être comblée en étain métal, les pays producteurs qui comblent ce *déficit* sont autorisées à exporter les quantités requises en supplément du tonnage des exportations autorisées qui leur aurait été alloué en vertu de l'article 34. Si le Conseil a reçu les preuves qu'il estime nécessaires pour établir l'identité du métal ou des concentrés exportés avec l'étain métal livré au stock régulateur, les dispositions des paragraphes *b*) et *d*) de l'article 34 et du paragraphe *a*) de l'article 36 ne sont pas applicables auxdites exportations.

d) Le Conseil peut, à tout moment et aux conditions qu'il détermine :

i) Déclarer qu'il a été remédié au manquement;

ii) Rétablir le pays intéressé dans ses droits et privilèges; et

iii) Rembourser aux autres pays producteurs la contribution supplémentaire qu'ils ont faite conformément au paragraphe *b*) du présent article, avec un intérêt dont le taux sera fixé par le Conseil, compte tenu des taux d'intérêt pratiqués sur le plan international, étant entendu que, pour la part de la contribution supplémentaire faite en étain métal, l'intérêt est calculé sur la base d'un prix approprié de l'étain métal à la date de la décision prise par le Conseil en application du paragraphe *b*) du présent article, sur un marché reconnu convenu par le Conseil. Si ces remboursements, ou une partie d'entre eux, sont effectués en étain métal, le Conseil peut y mettre les conditions qu'il juge nécessaires.

ARTICLE 24.

(*Emprunts contractés pour le stock régulateur*).

a) Le Conseil peut, pour les besoins du stock régulateur, et sous la garantie des warrants d'étain détenus par ledit stock, emprunter telle ou telles sommes qu'il juge nécessaires, étant entendu que le montant maximal de ces emprunts, ainsi que les modalités et conditions auxquelles ils sont consentis, auront été approuvés à la majorité des suffrages exprimés par les pays consommateurs et à la totalité des suffrages exprimés par les pays producteurs.

b) Le Conseil peut, à la majorité répartie des deux tiers, prendre toutes autres dispositions qu'il juge convenable en vue de contracter des emprunts pour les besoins du stock régulateur ou pour compléter les ressources de celui-ci.

c) Sans préjudice des dispositions du paragraphe *d*) du présent article, toutes les charges résultant de ces emprunts et dispositions sont imputées sur le compte du stock régulateur, mais le Conseil peut décider que des pays participants qui ne versent pas de contribution peuvent participer au paiement de ces charges. Le Président exécutif fait

rapport régulièrement au Conseil au sujet de l'application du present paragraphe. L'application du present paragraphe est envisagée par rapport aux dispositions du paragraphe *d*) de l'article 22.

d) Aucune obligation ne sera imposée à un pays participant en application du présent article sans le consentement de ce pays.

e) Au cas ou des ressources financières seraient mises directement a la disposition du Conseil, le Conseil peut, à la majorité répartie des deux tiers, décider de modifier les montants stipulés au paragraphe *a*) de l'article 21 et au paragraphe *a*) de l'article 22.

CHAPITRE XI : LIQUIDATION DU STOCK REGULATEUR

ARTICLE 25.

(Procédure de liquidation).

a) Toutes les opérations du stock régulateur prévues aux articles 28, 29, 30, 31 ou au paragraphe *b*) de l'article 26 cesseront à la date a laquelle le présent Accord prendra fin. Le Directeur ne procedera plus ensuite à de nouveaux achats d'étain métal, et il ne pourra vendre de l'étain métal que si les dispositions des paragraphes *b*), *c*) ou *i*) du présent article l'y autorisent.

b) A moins que le Conseil ne substitue d'autres dispositions à celles du présent article, le Directeur prendra, pour la liquidation du stock régulateur, les mesures prévues aux paragraphes *c*), *d*), *e*), *f*), *g*), *h*), *i*) et *j*) du présent article.

c) Aussitôt que possible après la date a laquelle le present Accord prendra fin, le Directeur dressera un état estimatif de toutes les dépenses découlant de la liquidation du stock régulateur conformément aux dispositions du présent article et réservera, par prélèvement sur le solde du compte du stock régulateur, la somme qu'il juge suffisante pour couvrir ces dépenses. Si le solde du compte du stock regulateur ne suffit par pour couvrir ces dépenses, le Directeur vendra la quantité d'étain métal nécessaire pour se procurer les fonds supplémentaires dont il a besoin.

d) Sous reserve des conditions enoncées dans le présent Accord et conformément a celles-ci, la part de chaque pays contribuant au stock régulateur lui sera remboursée.

e) *i*) La part de chaque pays contribuant sera établie conformément au paragraphe *f*) du present article;

ii) A la demande de tous les pays contribuants, le Conseil devra modifier le paragraphe *f*) du présent article.

f) Pour établir la part de chaque pays contribuant dans le stock régulateur, le Directeur procédera comme suit :

i) Les contributions au stock régulateur de chaque pays contribuant, a l'exclusion de toute contribution ou partie de contribution qui a été faite conformément a l'article 22 et qui a été remboursée confor-

mément au même article, seront évaluées; à cet effet, la valeur d'une contribution ou partie de contribution effectuée en metal par un pays contribuant sera calculée au prix plancher pratiqué à la date a laquelle cette contribution a eté appelee et sera ajoutée aux contributions totales versées en especes par ledit pays;

ii) La valeur de tout l'étain métal détenu par le Directeur a la date à laquelle le présent Accord prendra fin sera calculée sur la base d'un prix approprié de l'étain metal à cette date sur un marché reconnu convenu par le Conseil; après mise en reserve de la somme prevue au paragraphe *c*) du présent article, le montant de cette valeur sera ajouté au total des espèces détenues par lui, a la même date;

iii) Si le total calculé conformément a l'alinéa *ii*) est supérieur à la somme totale de toutes les contributions versées au stock regulateur par tous les pays contribuants, calculée conformément a l'alinéa *i*), l'excédent sera réparti entre les pays contribuants en proportion des contributions totales versées au stock régulateur par chacun d'eux, multipliées par le nombre de jours pendant lesquels elles etaient restées a la disposition du Directeur jusqu'à la fin du présent Accord. A cet effet, les contributions en étain métal seront évaluées conformément aux dispositions de l'alinéa *i*), et chaque contribution individuelle, en metal ou en especes, sera multipliée par le nombre de jours pendant lesquels elle est restée à la disposition du Directeur. Pour calculer le nombre de jours pendant lesquels une contribution est restée a la disposition du Directeur, il ne sera tenu compte ni du jour où la contribution a été reçue par lui, ni du jour où le présent Accord prend fin. Le montant de l'excedent ainsi attribue a chaque pays contribuant sera ajouté au total des contributions dudit pays, calculé conformément a l'alinéa *i*). Dans la répartition dudit excédent, une contribution d'un pays qui a été privé de ses droits ne sera pas considérée comme ayant été a la disposition du Directeur pendant la période de privation;

iv) Si le total calculé conformément à l'alinéa *ii*) est inférieur a la somme totale de toutes les contributions versees au stock régulateur par tous les pays contribuants, le *déficit* sera reparti entre les pays contribuants en proportion de leurs contributions totales. Le montant du *déficit* mis a la charge de chaque pays contribuant sera déduit du total des contributions dudit pays; lesdites contributions seront calculées conformément a l'alinéa *i*);

v) Le résultat des calculs ci-dessus sera, pour chaque pays contribuant, considéré comme la part de ce pays dans le stock regulateur.

g) Sous réserve des dispositions du paragraphe *c*) du présent article, chaque pays contribuant recevra la part qui lui revient des fonds et de l'étain métal disponibles pour répartition conformément au paragraphe *f*), étant entendu que, si un pays contribuant a eté déchu, conformément aux articles 19, 23, 36, 45, 46 ou 56, d'une partie ou de la totalité de ses droits à participer au produit de la liquidation, sa part dans le remboursement sera réduite proportionnellement, et le reliquat resultant sera réparti entre les autres pays contribuants en proportion de leur part dans le stock régulateur.

h) Le rapport entre l'étain métal et les espèces attribués conformément aux dispositions des paragraphes *d*), *e*) et *g*) du présent article sera le même pour chacun des pays contribuants.

i) Chaque pays contribuant recevra les espèces qui lui sont attribuées conformément à la procédure énoncée au paragraphe *f*), c'est-à-dire que, selon le cas :

i) Soit l'étain métal attribué a chaque pays participant pourra lui être transféré en livraisons dont le Conseil fixera le nombre et la periodicité dans un laps de temps qui ne saurait en aucun cas dépasser vingt-quatre mois; ou

ii) Soit, a l'option du pays contribuant, la quantité d'étain correspondant a telle ou telle de ces livraisons pourra être vendue, et le produit net de la vente versé audit pays.

j) Quand la totalité de l'étain métal aura été liquidée conformément aux dispositions du paragraphe *i*) du present article, le Directeur répartira entre les pays contribuants, suivant les proportions attribuées à chacun d'eux conformément au paragraphe *c*) du présent article, le solde éventuel de la somme mise en reserve conformément aux paragraphes *e*) et *f*) du present article.

ARTICLE 26.

(*Liquidation du stock régulateur et contrôle des exportations*).

a) Quand il fixe, conformément aux dispositions de l'article 32, le tonnage total des exportations autorisées pour une periode de contrôle quelconque, le Conseil décide, compte tenu de l'examen effectué en vue du renouvellement eventuel du présent Accord, conformément au paragraphe *c*) de l'article 57, s'il est nécessaire de reduire le tonnage d'étain métal détenu à cette date dans le stock régulateur. Dans ce cas, le tonnage total des exportations autorisées pourra être fixé au niveau, inférieur au chiffre auquel le Conseil aurait, en d'autres circonstances, arrêté le tonnage total des exportations autorisées pour ladite periode, que le Conseil décidera.

b) Dans le cadre des instructions du Conseil, le Directeur pourra prelever sur le stock régulateur, pour les vendre a un prix quelconque, mais qui ne sera pas inférieur au prix plancher, des quantités d'étain métal égales aux quantités dont le Conseil aura reduit, conformément aux dispositions du paragraphe *a*) du présent article, les tonnages totaux des exportations autorisées.

DISPOSITIONS ECONOMIQUES

CHAPITRE XII : PRIX PLANCHER ET PRIX PLAFOND

ARTICLE 27.

(*Prix plancher et prix plafond*).

a) Aux fins du present Accord, il est institué, pour l'étain métal, un prix plancher et un prix plafond qui seront exprimés en dollars

malaisiens ou en toute autre monnaie que le Conseil pourra décider. La marge entre le prix plancher et le prix plafond sera divisée en trois tranches.

b) Les prix plancher et plafond initiaux et les tranches entre ces deux prix seront ceux qui étaient en vigueur sous le quatrième Accord a la date d'expiration dudit Accord.

c) Le Conseil pourra, a n'importe quelle session, fixer l'étendue de l'une quelconque des tranches mentionnées au paragraphe *a*) du présent article.

d) *i*) A la première session ordinaire qu'il tiendra après l'entrée en vigueur du présent Accord et, sur la base d'études continues, à tout moment par la suite, ou conformément aux dispositions de l'article 31, le Conseil examinera si le prix plancher et le prix plafond sont tels qu'ils permettent d'atteindre les objectifs de l'Accord, et il pourra alors réviser l'un ou l'autre de ces prix ou les deux. Si le Conseil ne fixe pas de nouveaux prix plancher et plafond à sa première session ordinaire apres l'entrée en vigueur du présent Accord, les prix plancher et plafond et les tranches entre ces prix resteront les mêmes que ceux qui seront en vigueur à l'expiration du quatrième Accord;

ii) Ce faisant, le Conseil tiendra compte de l'évolution a court terme et des tendances a moyen terme de la production d'étain, des coûts de production de l'étain et du niveau de la production et de la consommation de l'étain, de la capacité existante de production minière, de l'incidence des prix en vigueur sur le maintien d'une capacité de production minière suffisante dans l'avenir et de tout autre facteur pertinent influençant les mouvements du prix de l'étain.

e) Le Conseil publiera, aussitôt que possible, les prix plancher ou plafond révisés, y compris les prix provisoires ou révisés fixés conformément à l'article 31, ainsi que toute révision de la division de la marge.

CHAPITRE XIII : DIRECTION DES OPERATIONS DU STOCK REGULATEUR

Article 28.

(*Fonctionnement du stock régulateur*).

a) Conformément à l'article 12 et dans le cadre des dispositions du présent Accord et des instructions du Conseil, le Directeur est responsable devant le Président exécutif du fonctionnement du stock régulateur.

b) Aux fins du présent article, le prix du marché de l'étain est le cours de l'étain sur le marché reconnu par le Conseil a l'expiration du quatrième Accord ou tout autre prix que le Conseil peut décider à tout moment.

c) Si le prix du marché de l'étain :

i) est égal ou supérieur au prix plafond, le Directeur, sauf instructions du Conseil d'opérer autrement et sous reserve des articles 29 et 31, offrira en vente, au prix du marché, sur les marchés reconnus l'étain dont il dispose, jusqu'à ce que le prix du marché de l'étain descende au-dessous du prix plafond ou jusqu'à ce que l'étain dont il dispose soit épuisé;

ii) est situé dans la tranche superieure de la marge qui sépare le prix plancher du prix plafond, le Directeur peut effectuer sur les marchés reconnus des opérations au prix du marché s'il le faut pour empêcher le prix du marché de monter trop brutalement, a condition que ces opérations se soldent par des ventes nettes d'étain,

iii) est situé dans la tranche médiane de la marge qui separe le prix plancher du prix plafond, le Directeur ne peut effectuer d'opérations qu'avec une autorisation spéciale du Conseil;

iv) est situé dans la tranche inférieure de la marge qui sépare le prix plancher du prix plafond, le Directeur peut effectuer sur les marchés reconnus des opérations au prix du marché pour empêcher le prix du marché de baisser trop brutalement, a condition que ces operations se soldent par des achats nets d'étain;

v) est égal ou inférieur au prix plancher, le Directeur, s'il dispose des fonds nécessaires, fait, sauf instructions du Conseil d'opérer autrement et sous réserve des dispositions des articles 29 et 31, des offres d'achat sur les marchés reconnus au prix plancher jusqu'à ce que le prix du marché de l'étain soit superieur au prix plancher ou jusqu'à ce que les fonds dont il dispose soient epuisés.

d) Aux fins du présent article, les marchés reconnus sont réputés être le marché de l'étain des Détroits de Penang, la Bourse des metaux de Londres et/ou tout autre marché que le Conseil peut reconnaître de temps a autre aux fins du fonctionnement du stock régulateur.

e) Le Directeur ne peut, aux termes du paragraphe *c*) du present article, faire d'opérations a terme qui ne seraient pas liquidées avant la date à laquelle le présent Accord prend fin ou avant toute autre date apres la fin du present Accord, selon que le Conseil en décidera

ARTICLE 29.

(Limitation ou suspension des opérations du stock régulateur)

a) Nonobstant les dispositions des alinéas *ii*) et *iv*) du paragraphe *c*) de l'article 28, le Conseil peut limiter ou suspendre les operations a terme sur l'étain quand il l'estime nécessaire pour atteindre les objectifs du present Accord

b) Nonobstant les dispositions des alinéas *i*) et *v*) du paragraphe *c*) de l'article 28, le Conseil, s'il est reuni en session, peut limiter ou suspendre les opérations du stock regulateur s'il estime que l'accomplissement des obligations imposees au Directeur par lesdits alinéas ne permettrait pas d'atteindre les objectifs du présent Accord

c) Quand le Conseil n'est pas en session, le Président exécutif détient le pouvoir de limiter ou suspendre les opérations en vertu du paragraphe *b*) du présent article.

d) Le Président exécutif peut, à tout moment, révoquer la limitation ou la suspension décidée en vertu du paragraphe *c*) du présent article.

e) Le Président exécutif, immédiatement après avoir décidé de limiter ou suspendre les opérations du stock régulateur en vertu du paragraphe *c*) du présent article, convoque une session du Conseil à l'effet d'examiner cette décision. Cette session se tient dans un délai de quatorze jours à compter de la date de la limitation ou de la suspension.

f) Le Conseil peut confirmer ou révoquer toute limitation ou suspension décidée en vertu du paragraphe *c*) du présent article. Si le Conseil ne prend pas de décision, les opérations du stock régulateur reprennent ou continuent sans limitation, conformément aux dispositions de l'article 28.

g) Tant qu'une limitation ou une suspension des opérations du stock régulateur, décidée en vertu du présent article, demeure en vigueur, le Conseil doit réexaminer cette décision á des intervalles ne dépassant pas six semaines. Si, au cours d'une session organisée à cette fin, le Conseil ne se prononce pas pour le maintien de la limitation ou de la suspension, les opérations du stock régulateur reprennent.

Article 30.

(*Autres opérations du stock régulateur*).

a) Le Conseil peut autoriser le Directeur à acheter de l'étain provenant d'un stock gouvernemental non commercial ou à vendre de l'étain à un tel stock ou pour le compte de celui-ci. Le Conseil peut également autoriser le Directeur à acheter de l'étain aux pays contribuant au stock régulateur du quatrième Accord sur leur part de la liquidation du stock régulateur conformément audit Accord. Les dispositions du paragraphe *c*) de l'article 28 ne sont pas applicables à l'achat ou à la vente d'étain pour lesquels une autorisation a été donnée conformément aux dispositions du présent paragraphe.

b) Nonobstant les dispositions des articles 28 et 29, le Conseil peut autoriser le Directeur, si celui-ci ne dispose pas de fonds suffisants pour faire face aux dépenses d'exécution résultant de ses opérations, à vendre au prix courant les quantités d'étain nécessaires pour couvrir ces dépenses.

Article 31.

(*Le stock régulateur et les modifications des taux de change*).

a) Le Président exécutif peut, de sa propre initiative, ou doit, à la demande d'un pays participant, convoquer le Conseil immédiatement en vue de revoir les prix plancher et plafond s'il estime ou si le pays participant estime, selon le cas, que des modifications des taux de change rendent cette révision nécessaire Les sessions visées dans le présent paragraphe peuvent être convoquées avec un préavis de moins de sept jours.

b) Dans les circonstances prévues au paragraphe *a*) du présent article, le Président exécutif peut, en attendant la session du Conseil mentionnée audit paragraphe, limiter ou suspendre provisoirement les opérations du stock régulateur si cette limitation ou suspension lui paraît nécessaire pour empêcher que le Directeur n'achète ou ne vende de l'étain en quantités qui risquent de porter préjudice à réalisation des fins de l'Accord.

c) Une limitation ou une suspension des opérations du stock régulateur en application du présent article peut être confirmée, amendée ou révoquée par le Conseil. Si le Conseil ne prend pas de décision, les opérations du stock régulateur reprennent, si elles ont été limitées ou suspendues.

d) Dans un délai de trente jours à compter de sa décision de confirmer, amender ou révoquer une limitation ou une suspension des opérations du stock régulateur en application du présent article, le Conseil examine la fixation de prix plancher et plafond provisoires et peut fixer ces prix. Si le Conseil ne fixe pas de prix plancher et plafond provisoires en application du présent paragraphe, les prix plancher et plafond existants restent en vigueur, sous réserve des dispositions du paragraphe *f*) du présent article.

e) Dans un délai de quatre-vingt-dix jours à compter de la date à laquelle il a fixé les prix plancher et plafond provisoires, le Conseil les reconsidère et peut fixer de nouveaux prix plancher et plafond. Si le Conseil ne fixe pas de nouveaux prix plancher et plafond en application du présent paragraphe, les prix plancher et plafond provisoires restent en vigueur.

f) Si le Conseil ne fixe pas de prix plancher et plafond provisoires conformément aux dispositions du paragraphe *d*) du présent article, il peut, au cours de toute session ultérieure, déterminer ce que devront être les prix plancher et plafond.

g) Les opérations du stock régulateur reprennent conformément aux dispositions de l'article 28 sur la base des prix plancher et plafond qui auront été fixés conformément aux dispositions des paragraphes *d*), *e*) ou *f*) du présent article, selon le cas.

CHAPITRE XIV : CONTROLE DES EXPORTATIONS

ARTICLE 32.

(*Détermination du contrôle des exportations*).

a) Le Conseil peut, de temps à autre, déterminer les quantités d'étain qui peuvent être exportées par les pays producteurs conformément au présent article et peut déclarer une période de contrôle, et il fixe par la même décision le tonnage total des exportations autorisées pour cette période de contrôle. En déterminant ledit tonnage, le Conseil tient compte des estimations de production et de consommation faites en application du paragraphe *a*) de l'article 9, des quantités de métal et d'espèces détenues dans le stock régulateur, du volume, de la disponibilité et de l'évolution probable des autres stocks d'étain, du com-

merce de l'étain, du prix courant de l'étain metal et de tous autres facteurs pertinents.

b) Le Conseil doit aussi adapter l'offre a la demande de maniere a maintenir le prix de l'étain metal entre le prix plancher et le prix plafond Le Conseil s'efforce aussi de garder disponibles dans le stock regulateur des quantités suffisantes d'étain métal et d'espèces pour rectifier tout écart qui pourrait se produire entre l'offre et la demande.

c) La limitation des exportations en vertu du present Accord pendant chaque période de contrôle est subordonnée a une décision du Conseil, et aucune limitation des exportations n'est appliquée pendant une période quelconque a moins que le Conseil n'ait déclaré cette periode comme période de contrôle et n'ait fixe pour elle un tonnage total d'exportations autorisées.

d) Le Conseil peut déclarer des périodes de contrôle et fixer des tonnages totaux d'exportations autorisées, nonobstant la limitation ou la suspension des opérations du stock régulateur conformément aux dispositions des articles 29 ou 31

e) Un tonnage total d'exportation autorisées fixé précédemment en application du paragraphe *a*) du present article peut être augmenté, mais non diminué, par le Conseil au cours de la periode de contrôle à laquelle il se rapporte.

f) Quand le Conseil, conformément aux dispositions du paragraphe *a*) du présent article, a déclaré une période de contrôle et fixé le tonnage total des exportations autorisées pour ladite periode, il peut en même temps prier tout pays qui exploite sur son territoire ou ses territoires des mines d'étain d'appliquer pendant ladite periode, aux exportations d'étain qu'il effectuera sur sa production, une limitation dont l'ampleur sera fixée d'un commun accord entre le Conseil et le pays intéressé. Le Conseil peut également avoir des consultations avec les pays consommateurs d'étain en vue d'accroître l'efficacité du contrôle des approvisionnements d'étain sur les marchés internationaux.

ARTICLE 33.

(*Périodes de contrôle*)

a) Les periodes de contrôle correspondent a des trimestres, etant entendu que, chaque fois que la limitation des exportations est établie pour la premiere fois au cours de la durée d'application du present Accord ou est retablie apres un intervalle au cours duquel il n'y a pas eu de limitation des exportations, le Conseil peut déclarer période de contrôle toute période qui ne soit pas superieure a cinq mois ni inférieure a deux mois, se terminant le 31 mars le 30 juin, le 30 septembre ou le 31 décembre.

b) Le Conseil ne déclare une periode de contrôle que s'il estime que le tonnage du stock regulateur sera probablement, au début de ladite période, de 10 000 tonnes au moins d'étain métal, sauf que :

i) Si une periode de contrôle est déclarée pour la première fois après un intervalle au cours duquel aucune limitation des exportations n'était en vigueur le tonnage adopté aux fins du present paragraphe est de 5.000 tonnes, et que

ii) Le Conseil, a la majorité répartie des deux tiers, peut, pour toute période de contrôle, réviser les quantités requises de 10 000 ou 5 000 tonnes, selon le cas, pour tenir compte de la capacité totale du stock régulateur a ce moment-là.

c) Un tonnage total d'exportations autorisées devenu effectif ne cesse pas de l'être pendant la durée de la période de contrôle a laquelle il se rapporte pour le seul motif que les avoirs du stock régulateur sont devenus inférieurs au tonnage minimal d'étain metal prevu au paragraphe *b*) du présent article ou à tout autre tonnage qui lui aurait eté substitué conformément audit paragraphe.

d) Le Conseil peut annuler une période de contrôle déclarée avant son entrée en vigueur ou y mettre fin pendant qu'elle est en cours. Cette période ne sera pas réputée période de contrôle aux fins du paragraphe *f*) de l'article 32 et des alinéas *ii*), *iii*) et *iv*) du paragraphe *a*) de l'article 36.

e) Nonobstant les dispositions du présent article, si, en vertu du quatrième Accord, un tonnage total d'exportations autorisées a été fixé pour le dernier trimestre de la periode d'application dudit Accord et est encore en vigueur au moment de la fin de cet Accord :

i) Une période de contrôle commençant a la date d'entrée en vigueur du present Accord sera réputée avoir eté déclarée en vertu du présent Accord; et

ii) Le tonnage total des exportations autorisées pour ladite periode de contrôle sera au même niveau trimestriel que celui qui a eté fixé en vertu du quatrième Accord pour le dernier trimestre de la période d'application dudit Accord, à moins que et jusqu'à ce que ledit tonnage soit modifié par le Conseil conformément aux dispositions de l'article 32 :

étant entendu que, si, au moment de la première session ordinaire que le Conseil tiendra conformément au présent Accord, le tonnage détenu dans le stock régulateur est inférieur a 10 000 tonnes, le Conseil examinera la situation à sa première session ordinaire et que, si la décision de prolonger la periode de contrôle n'est pas acquise, la période en question cessera d'être periode de contrôle.

ARTICLE 34.

(*Répartition du tonnage total des exportations autorisées*).

a) Le tonnage total des exportations autorisées pour une periode de contrôle quelconque est reparti entre les pays producteurs en proportion du chiffre de leur production ou de leurs exportations, selon le cas, pour les quatre derniers trimestres consecutifs qui ont precédé la période de contrôle et qui n'ont pas été déclarés période de contrôle. Dans la repartition du tonnage total des exportations autorisées effectuée conformément au present paragraphe, le Conseil tient dûment compte de toute circonstance visée a la regle 6 de l'annexe *F*, ou de toute circonstance qualifiée d'exceptionnelle par un pays producteur en application de la règle 9 de l'annexe *F*, et il peut, avec le consentement des autres pays producteurs, utiliser pour le pays intéressé le chiffre de sa production ou de ses exportations, selon le cas, pour une autre période déterminée par le Conseil.

b) *i*) Nonobstant les dispositions du paragraphe *a*) du présent article, le Conseil peut, avec l'assentiment d'un pays producteur, reduire la part dudit pays dans le tonnage total des exportations autorisées et redistribuer le montant de la réduction entre les autres pays producteurs en proportion des pourcentages de ces pays ou, si les circonstances l'exigent, d'une autre maniere;

ii) La quantité d'étain déterminée selon les dispositions de l'alinéa *i*) pour tout pays producteur pendant une periode quelconque de contrôle est, aux fins du present article, reputée constituer le tonnage des exportations autorisées pour ce pays pendant ladite periode de contrôle.

c) Chaque pays producteur prend les mesures qui peuvent se reveler nécessaires pour faire respecter les dispositions du present article et en assurer l'application de façon que ses exportations correspondent aussi exactement que possible au tonnage de ses exportations autorisées pendant toute période de contrôle.

d) *i*) Si un pays producteur estime qu'il ne sera probablement pas à même d'exporter, pendant une periode quelconque de contrôle, la quantité d'étain que le tonnage de ses exportations autorisées lui permet d'exporter au cours de ladite periode de contrôle, il est tenu de faire au Conseil une déclaration a cet effet, le plus tôt possible et, au plus tard, dans les deux mois de l'année civile qui suivent la date a laquelle ledit tonnage est devenu effectif;

ii) Si le Conseil a reçu une telle déclaration ou s'il estime qu'un pays producteur ne sera probablement pas a même d'exporter, pendant une periode quelconque de contrôle, la quantité d'étain que le tonnage de ses exportations autorisées lui permet d'exporter, le Conseil peut prendre les mesures qui, a son avis, assureront l'exportation effective du tonnage total requis des exportations autorisées.

e) Aux fins du présent article, le Conseil peut décider que les exportations d'étain d'un pays producteur comprennent l'étain contenu dans une matière quelconque provenant de la production miniere dudit pays.

ARTICLE 35.

(*Point d'exportation*).

L'étain est reputé avoir été exporté si, pour un pays mentionné a l'annexe *C*, les formalités indiquées dans ladite annexe en regard du nom du pays considéré ont eté remplies, etant entendu que :

i) Le Conseil peut de temps a autre réviser l'annexe *C* avec le consentement du pays intéressé, et cette révision prend effet comme si elle etait incorporée a ladite annexe;

ii) Si un pays producteur exporte de l'étain dans des conditions autres que celles qui sont prévues à l'annexe *C*, le Conseil décide si cet étain est réputé avoir été exporté aux fins du present Accord et, dans l'affirmative, fixe la date a laquelle cette exportation sera réputée avoir eu lieu.

ARTICLE 36.

(Pénalités se rapportant au contrôle des exportations).

a) i) Les exportations nettes d'étain de chaque pays producteur pendant chaque période de contrôle sont limitées, sauf disposition contraire du présent Accord, au tonnage des exportations autorisées dudit pays pendant ladite période de contrôle;

ii) Si, nonobstant les dispositions de l'alinéa *i)*, les exportations nettes d'étain d'un pays producteur pendant une période de contrôle dépassent de plus de cinq pour cent son tonnage d'exportations autorisees pour ladite période de contrôle, le Conseil peut exiger que ce pays apporte au stock regulateur une contribution supplémentaire ne dépassant pas la quantité dont ses exportations dépassent son tonnage d'exportations autorisées. Cette contribution se fait, au choix du Conseil, soit en etain metal, soit en espèces, ou partie en etain métal et partie en especes dans les proportions décidées par le Conseil, et avant la date ou les dates que le Conseil fixe. La partie de la contribution qui est eventuellement versée en espèces est calculée au prix plancher en vigueur à la date de la décision du Conseil. La partie de la contribution qui est eventuellement versée en étain metal est comprise dans le tonnage des exportations autorisées de ce pays pour la période de contrôle au cours de laquelle ladite contribution est faite et ne vient pas en supplément dudit tonnage;

iii) Si, nonobstant les dispositions de l'alinéa *i)*, le total des exportations nettes d'un pays producteur, pendant quatre périodes de contrôle successives, y compris, s'il y a lieu, la période de contrôle visee a l'alinéa *ii)*, dépasse de plus de un pour cent le total de ses exportations autorisées pour lesdites périodes, le tonnage des exportations autorisées de ce pays peut, pendant chacune des quatre périodes de contrôle subséquentes, être réduit d'un quart du tonnage total exporté en excès ou, si le Conseil en décide ainsi, de toute fraction supérieure a un quart, mais ne dépassant pas la moitié. Cette réduction prend effet pendant et à partir de la période de contrôle qui suit celle au cours de laquelle le Conseil a pris la décision;

iv) Si, apres lesdites quatre périodes de contrôle successives au cours desquelles le total des exportations nettes d'étain d'un pays a été supérieur au tonnage de ses exportations autorisées comme mentionné a l'alinéa *iii)*, le total des exportations nettes d'étain dudit pays pendant quatre autres périodes de contrôle successives quelconques, qui ne comprendront aucune des périodes de contrôle visees a l'alinéa *iii)*, dépasse le total des tonnages d'exportations autorisées pour lesdites quatre periodes de contrôle, le Conseil peut, outre la reduction imposée au tonnage des exportations autorisées dudit pays conformément aux dispositions de l'alinéa *iii)*, déclarer ledit pays déchu d'une partie de ses droits à participer a la liquidation du stock régulateur, cette partie ne pouvant, la première fois, dépasser la moitié des droits de participation en question. Le Conseil peut, a tout moment et aux conditions qu'il détermine, restituer audit pays la partie de ses droits qui lui a eté retirée;

v) Il incombe au pays producteur qui a exporté une quantité d'étain supérieure a son tonnage d'exportations autorisées et au ton-

nage autorisé par d'autres dispositions du présent article de prendre le plus tôt possible toutes dispositions utiles pour corriger son infraction a l'Accord. Le fait de n'avoir pas pris lesdites dispositions ou tout retard à cet égard est pris en considération par le Conseil quand il décide des mesures a prendre en application du présent paragraphe.

b) Aux fins des alinéas *ii*), *iii*) et *iv*) du paragraphe *a*) du présent article, toutes periodes de contrôle pour lesquelles des tonnages totaux d'exportations autorisées ont été fixés, tous tonnages qui ont été exportés en excès de ces tonnages d'exportations autorisées et toutes pénalités imposées en vertu de l'article 33 du quatrième Accord seront, à partir de la date d'entrée en vigueur du présent Accord, réputés avoir eté fixés, exportés ou imposés en vertu du présent article.

ARTICLE 37.

(*Exportations spéciales*).

a) A tout moment apres avoir déclaré une periode de contrôle, le Conseil peut, à la majorité répartie des deux tiers, autoriser l'exportation (ci-après dénommée exportation spéciale) d'une quantité déterminée d'étain en supplément du tonnage mentionné au paragraphe *a*) de l'article 34, à condition qu'il considère :

i) que l'exportation speciale envisagée est destinée a être versée a un stock gouvernemental, et

ii) que l'exportation speciale envisagee ne sera vraisemblablement pas employée à des fins commerciales ou industrielles pendant la durée d'application du présent Accord.

b) Le Conseil peut, à la majorité répartie des deux tiers, soumettre les exportations spéciales aux conditions qu'il estime nécessaires.

c) Si les conditions prévues à l'article 39 et les conditions imposées par le Conseil en vertu du paragraphe *b*) du présent article sont remplies, il n'est pas tenu compte des exportations spéciales quand les dispositions des paragraphes *b*) et *d*) de l'article 34 et du paragraphe *a*) de l'article 36 sont appliquées.

d) Le Conseil peut, à la majorité répartie des deux tiers, modifier a tout moment les conditions énoncées au paragraphe *a*) du présent article, étant entendu que cette modification ne doit porter préjudice a aucune opération effectuée par un pays en vertu d'une autorisation reçue ni aux conditions déjà imposées au titre du paragraphe *b*) du présent article.

ARTICLE 38.

(*Dépôts spéciaux*).

a) Un pays producteur peut à tout moment, si le Conseil y consent, effectuer des dépôts spéciaux d'étain metal auprès du Directeur. Un dépôt spécial n'est pas considéré comme faisant partie du stock régulateur et n'est pas à la disposition du Directeur.

b) Un pays producteur qui a informé le Conseil de son intention d'effectuer un dépôt spécial d'étain métal en provenance de son territoire est autorisé, pour autant qu'il apporte telles preuves que le Conseil peut estimer nécessaires pour établir l'identité du métal ou des concentrés à convertir en étain métal faisant l'objet du dépôt spécial, a exporter ledit métal ou lesdits concentrés en supplément du tonnage des exportations autorisées qui lui a été alloué aux termes de l'article 34 et, sous reserve que ledit pays producteur se soit conformé aux dispositions de l'article 39, les dispositions des paragraphes *b*) et *d*) de l'article 34 et du paragraphe *a*) de l'article 36 ne sont pas applicables auxdites exportations.

c) Le Directeur n'accepte de dépôt spécial qu'à tel ou tels lieux qui lui conviennent.

d) Le Président exécutif avise les pays participants de la réception de ces dépôts speciaux, mais au plus tôt trois mois après la date de reception.

e) Un pays producteur qui a effectué un dépôt spécial en étain metal peut retirer tout ou partie de ce dépôt afin d'atteindre tout ou partie de son tonnage d'exportations autorisées pour une période quelconque de contrôle. Dans ce cas, le tonnage retiré du dépôt spécial est considéré comme ayant eté exporté aux fins de l'article 33 pendant la période de contrôle au cours de laquelle le retrait a été effectué.

f) Au cours de tout trimestre qui n'a pas été déclaré période de contrôle, un dépôt spécial reste à la disposition du pays qui l'a effectué, sous la seule réserve des dispositions du paragraphe *h*) de l'article 39

g) Tous les frais découlant d'un dépôt spécial incombent au pays qui l'a effectué et ne sont pas a la charge du Conseil.

ARTICLE 39.

(*Stocks dans les pays producteurs*).

a) *i*) Les stocks d'étain dans un pays producteur qui n'ont pas été exportés au sens de la définition que l'annexe *C* donne pour ce pays ne peuvent a aucun moment, pendant une période de contrôle, dépasser le tonnage indiqué en regard du nom de ce pays à l'annexe *D*;

ii) Ces stocks ne comprennent pas l'étain en cours de transport entre la mine et le point d'exportation comme défini à l'annexe *C*;

iii) Le Conseil peut modifier l'annexe *D*, mais si, ce faisant, il a augmenté le tonnage qui figure dans l'annexe *D* en regard du nom d'un pays déterminé, il peut imposer des conditions concernant notamment la période et l'exportation ultérieure de ces quantités additionnelles.

b) Toute augmentation de la proportion autorisée aux termes du paragraphe *a*) de l'article 36 du quatrième Accord et toujours en vigueur à la fin dudit Accord, ainsi que toutes conditions imposées à ce sujet, sera réputée avoir été autorisée ou imposée par le présent Accord, sauf décision contraire prise par le Conseil dans les six mois qui suivront l'entrée en vigueur du present Accord

c) Tout dépôt spécial effectué conformément aux dispositions de l'article 38 est déduit du montant des stocks qui, en vertu du présent article, peuvent être détenus pendant une période de contrôle dans le pays producteur intéressé.

d) *i*) Si, dans tout pays producteur mentionné à l'annexe *E*, le minerai d'étain est nécessairement extrait de son gisement naturel en même temps que les autres minéraux cités dans ladite annexe, et, au cas où, en conséquence, la limitation des stocks prescrite au paragraphe *a*) du présent article limiterait sans raison valable l'extraction de ces autres minéraux, des stocks supplémentaires de concentrés d'étain peuvent être détenus dans ledit pays, pour autant que le gouvernement de ce pays certifie que l'étain en question a été extrait exclusivement en association avec ces autres minéraux et qu'il est effectivement gardé dans ce pays, étant entendu qu'à aucun moment le rapport entre ledit stock supplémentaire et le tonnage des autres minéraux extraits ne dépassera la proportion indiquée à l'annexe *E*;

ii) Sauf consentement du Conseil, l'exportation de ces stocks supplémentaires ne peut commencer qu'après la liquidation de tout l'étain métal du stock régulateur; par la suite, ces stocks ne peuvent être exportés qu'à raison soit d'un quarantième de l'ensemble, soit de deux cent cinquante tonnes, selon que l'un ou l'autre de ces chiffres est le plus élevé, par trimestre.

e) Les pays figurant dans l'annexe *D* ou dans l'annexe *E* établissent, en consultation avec le Conseil, les règles applicables au maintien, à la protection et au contrôle de tout stock supplémentaire dont la constitution aurait été approuvée conformément au présent article.

f) Le Conseil peut, avec le consentement du pays producteur intéressé, modifier les annexes *D* et *E*.

g) Chaque pays producteur adresse au Conseil, à des intervalles déterminés par ce dernier, des rapports concernant les stocks d'étain détenus sur son territoire qui n'ont pas eté exportés au sens de la définition que l'annexe *C* donne pour ce pays. Ces rapports ne comprennent pas l'étain en cours de transport entre la mine et le point d'exportation comme défini à l'annexe *C*. Ils indiquent séparément les stocks détenus en vertu des dispositions du paragraphe *d*) du présent article.

h) Tout pays qui détient des dépôts spéciaux en vertu de l'article 38 ou qui est autorisé à augmenter ses tonnages en application des dispositions du paragraphe *a*) du présent article communiquera au Conseil, au plus tard douze mois avant la fin du présent Accord, les mesures qu'il envisage de prendre pour écouler ces dépôts spéciaux et exporter tout ou partie de ces tonnages accrus, mais non compris les stocks supplémentaires dont l'exportation est régie par les dispositions du paragraphe *d*) du présent article, et il consultera le Conseil pour rechercher le meilleur moyen d'effectuer l'exportation sans désorganiser, dans la mesure du possible, le marché de l'étain et conformément aux dispositions concernant la liquidation du stock régulateur en vertu de l'article 26. Le pays producteur en question tiendra dûment compte des recommandations du Conseil.

CHAPITRE XV : PENURIE D'ETAIN

ARTICLE 40.

(Mesures à prendre en cas de pénurie d'étain).

a) Si, à un moment quelconque où le prix se trouve dans la tranche superieure ou au-dessus, le Conseil estime qu'il y a ou qu'il risque d'y avoir une grave pénurie d'étain, le Conseil :

i) peut, en application du paragraphe *a)* de l'article 32 et du paragraphe *d)* de l'article 33, mettre fin au contrôle des exportations éventuellement en vigueur et recommander le niveau que les stocks ne devraient pas dépasser; et

ii) recommande aux pays participants de prendre toutes mesures possibles pour assurer une augmentation aussi rapide que possible des tonnages d'étain qu'ils peuvent rendre disponibles.

b) Le Conseil fixe le laps de temps pendant lequel les mesures prescrites dans le présent article resteront en vigueur; ces laps de temps correspondent a des trimestres étant entendu que, quand les mesures considérées sont appliquées pour la première fois au titre du présent Accord ou le sont à nouveau après un intervalle au cours duquel il n'y a pas eu de pénurie reconnue, le Conseil peut déclarer période d'applicabilité desdites mesures toute période qui ne soit pas supérieure à cinq mois ni inférieure à un mois, se terminant le 31 mars, le 30 juin, le 30 septembre ou le 31 décembre.

c) Le Conseil peut annuler les mesures prises en application du présent article avant leur entrée en vigueur ou les révoquer en cours d'exécution ou les proroger de trimestre en trimestre.

d) Eu égard aux estimations de la production et la consommation faites par le Conseil aux termes du paragraphe *a)* de l'article 9, et compte tenu des quantités d'étain métal et d'espèces détenues dans le stock régulateur, ainsi que de tous autres facteurs pertinents, en particulier le degré d'utilisation de la capacité de production, la disponibilité d'autres stocks d'étain et la tendance des prix courants, le Conseil procède à toutes études utiles pour lui permettre d'estimer la demande et les disponibilités totales d'étain pour la période de pénurie déclarée et telles périodes ultérieures qu'il déterminera.

e) Le Conseil peut, à la majorité répartie des deux tiers, inviter les pays participants à prendre avec lui des dispositions pouvant assurer aux pays consommateurs une répartition équitable des approvisionnements d'étain disponibles.

f) Le Conseil peut faire des recommandations aux pays producteurs au sujet de mesures appropriées, qui ne soient pas incompatibles avec d'autres accords internationaux en matière de commerce, pour assurer qu'en cas de pénurie, la préférence concernant les approvisionnements d'étain disponibles soit donnée aux pays consommateurs qui participent au présent Accord.

g) Le Conseil, à chacune des sessions qu'il tiendra pendant que le présent article est en vigueur, passera en revue le résultat des mesures prises en application dudit article depuis la session précédente.

AUTRES DISPOSITIONS

CHAPITRE XVI : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 41.

(Obligations générales des membres).

a) Pendant la durée d'application du présent Accord, les pays participants mettront tout en oeuvre et coopereront pour favoriser la réalisation des objectifs de l'Accord.

b) Les pays participants acceptent de se considérer comme liés par toutes les décisions que le Conseil prendra en application du présent Accord.

c) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe *a)* du présent article, les pays participants observeront notamment les conditions suivantes :

i) Aussi longtemps que des approvisionnements suffisants d'étain seront disponibles pour couvrir entièrement leurs besoins, ils ne devront pas interdire ou restreindre l'usage de l'étain a des utilisations finales déterminées, sauf en des circonstances où de telles interdictions ou restrictions ne seraient pas incompatibles avec d'autres accords internationaux en matière de commerce;

ii) Ils créeront des conditions qui favorisent le passage de la production d'étain des entreprises à faible rendement aux entreprises à meilleur rendement; et

iii) Ils encourageront la conservation des ressources naturelles d'étain en empêchant l'abandon prématuré des gisements.

ARTICLE 42.

(Normes de travail équitables).

Les pays participants déclarent que, pour éviter l'abaissement des niveaux de vie et l'instauration de conditions de concurrence déloyale dans le commerce mondial, ils veilleront a assurer des normes de travail équitables dans l'industrie de l'étain.

ARTICLE 43.

(Liquidation des stocks d'étain constitués à des fins non commerciales).

a) Un pays participant qui désire liquider des stocks d'étain constitués à des fins non commerciales doit consulter le Conseil, avec un préavis suffisant, sur ses intentions en la matière.

b) Quand un pays participant fait connaître ses intentions au sujet de la liquidation de stocks d'étain constitués à des fins non commerciales, le Conseil engage sans tarder des consultations officielles avec le pays considéré touchant ces intentions de façon à assurer l'application correcte des dispositions du paragraphe *d*) du présent article.

c) Le Conseil examine de temps à autre l'avancement des opérations de liquidation et peut faire des recommandations au pays participant qui procède a ces opérations. Le pays participant en question tient dûment compte des recommandations du Conseil.

d) Les opérations de liquidation des stocks constitués à des fins non commerciales sont effectuées compte dûment tenu de la nécessité de protéger des producteurs, les transformateurs et les consommateurs d'étain contre la désorganisation, dans la mesure du possible, de leurs marchés habituels et contre les conséquences préjudiciables que la liquidation peut avoir pour l'investissement de capitaux destinés à la recherche et à l'exploitation de nouvelles sources d'approvisionnement, ainsi que pour la prospérité et l'expansion de l'industrie minière de l'étain dans les pays producteurs. Les montants et la durée des opérations de liquidation seront tels qu'ils ne gênent pas indûment dans les pays producteurs la production et l'emploi dans l'industrie de l'étain et qu'ils ne portent pas gravement atteinte à l'économie des pays producteurs participants.

Article 44.

(*Sécurité nationale*).

a) Aucune disposition du present Accord ne sera interprétée :

i) Comme obligeant un pays participant a fournir des renseignements dont la divulgation serait, à son avis, contraire aux intérêts essentiels de sa sécurité;

ii) Comme empêchant un pays participant de prendre, isolément ou avec d'autres pays, toutes mesures qui seraient, a son avis, nécessaires à la protection des intérêts essentiels de sa sécurité lorsque ces mesures se rapportent au commerce des armes, des munitions ou du matériel de guerre ou au commerce d'autres marchandises destinées directement ou indirectement à l'approvisionnement des forces armées d'un pays quelconque, ou sont prises en temps de guerre ou dans d'autres cas de grave tension internationale;

iii) Comme empêchant un pays participant de conclure ou d'appliquer tout accord intergouvernemental, ou tout autre accord passé au nom d'un pays aux fins définies dans le présent paragraphe, qui serait conclu par les forces armées ou pour leur compte en vue de satisfaire les besoins essentiels de la sécurité nationale d'un ou de plusieurs pays participant à un tel accord;

iv) Comme empêchant un pays participant de prendre toutes mesures résultant des obligations qui lui incombent en vertu de la Charte des Nations Unies pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

b) Les pays participants notifieront, aussitôt que possible, au Président exécutif toutes mesures prises concernant l'étain en application

des dispositions des alinéas *ii*) ou *iv*) du paragraphe *a*) du présent article, et le Président exécutif en avisera les autres pays participants.

c) Une plainte pourra être adressée au Conseil par tout pays participant qui jugera que, dans le cadre du présent Accord, ses intérêts économiques sont gravement lésés du fait des mesures prises par un ou plusieurs autres pays participants, exception faite des mesures prises en temps de guerre, conformément aux dispositions du paragraphe *a*) du présent article.

d) Au reçu de la plainte, le Conseil procédera à un examen des faits, et il décidera, à la majorité du total des voix détenues par tous les pays consommateurs et à la majorité du total des voix détenues par tous les pays producteurs, si le pays plaignant est fondé dans ses griefs et, dans l'affirmative, il autorisera celui-ci à se retirer du présent Accord.

CHAPITRE XVII : PLAINTES ET DIFFERENDS

ARTICLE 45.

(*Plaintes*).

a) Toute plainte contre un pays participant qui aurait commis une infraction au présent Accord au sujet de laquelle aucune disposition n'est prévue par ailleurs dans l'Accord sera, à la requête du pays plaignant, déférée au Conseil pour décision.

b) Sauf dispositions contraires du présent Accord, il ne pourra être constaté d'infraction au présent Accord a la charge d'un pays participant que si une résolution a été adoptée à cet effet. Toute constatation d'une telle infraction devra spécifier la nature et l'étendue de l'infraction.

c) Si, aux termes du présent article, le Conseil constate qu'un pays participant a commis une infraction au présent Accord, il pourra, a moins qu'une autre sanction ne soit prévue ailleurs dans l'Accord, priver le pays en question de ses droits de vote et de ses autres droits jusqu'à ce qu'il ait remédié à l'infraction ou qu'il se soit autrement acquitté de ses obligations.

d) Aux fins du présent article, l'expression « infraction au présent Accord » sera considérée comme comprenant toute infraction à une condition quelconque imposée par le Conseil ou tout défaut de satisfaire à des obligations imposées par le Conseil à un pays participant conformément à l'Accord.

ARTICLE 46.

(*Différends*).

a) Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application de l'Accord qui n'a pu se régler par voie de négociation est, à la demande de tout pays participant, déféré au Conseil pour décision.

b) Quand un différend est déféré au Conseil en vertu du présent article, la majorité des pays participants ou tous pays participants détenant au moins le tiers des voix au Conseil peuvent demander au Conseil de prendre, après discussion approfondie de l'affaire et avant de rendre sa décision, l'opinion du comité consultatif mentionné au paragraphe *c*) du présent article sur les questions en litige.

c) *i*) A moins que le Conseil n'en décide autrement à l'unanimité des suffrages exprimés, le comité consultatif est composé de :

Deux personnes désignées par les pays producteurs, dont l'une possède une grande expérience des questions du genre de celles qui sont en litige, et l'autre est un juriste qualifié et expérimenté;

Deux personnes de qualification analogues, désignées par les pays consommateurs; et

Un président choisi à l'unanimité par les quatre personnes ci-dessus ou, en cas de désaccord, par le Président exécutif.

ii) Les membres du comité consultatif siègent a titre personnel et sans recevoir d'instructions d'aucun gouvernement.

iii) Les dépenses du comité consultatif sont à la charge du Conseil.

d) L'opinion motivée du comité consultatif est soumise au Conseil, qui règle le différend après avoir pris en considération tous les eléments d'information utiles.

CHAPITRE XVIII : DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 47.

(*Signature*).

Le présent Accord sera ouvert, au Siège de l'Organisation des Nations Unies, du 1er juillet 1975 au 30 avril 1976 inclus, à la signature des Parties au quatrième Accord international sur l'étain et des gouvernements invités à la Conférence des Nations Unies sur l'étain, 1975.

ARTICLE 48.

(*Ratification*, *approbation*, *acceptation*).

Le présent Accord est sujet à ratification, approbation ou acceptation par les gouvernements signataires conformément à leurs procédures constitutionnelles. Un gouvernement signataire qui a l'intention de ratifier, approuver ou accepter le présent Accord peut déclarer son intention de le faire. Les instruments de ratification, approbation ou acceptation et les déclarations d'intention de ratifier, approuver ou accepter seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE 49.

(*Entrée en vigueur définitive*).

a) Le présent Accord entrera en vigueur à titre définitif, pour les gouvernements qui auront déposé les instruments de ratification, d'approbation, d'acceptation ou d'adhésion, dès le moment où, après le 30 juin 1976, ces instruments auront été déposés par des gouvernements représentant six au moins des pays producteurs détenant ensemble au moins 950 des voix dont la répartition est indiquée à l'annexe *A*, et au moins neuf des pays consommateurs détenant ensemble au moins 300 des voix dont la répartition est indiquée à l'annexe *B*.

b) A l'égard de tout gouvernement qui aura déposé un instrument de ratification, d'approbation, d'acceptation ou d'adhésion apres l'entrée en vigueur à titre définitif de l'Accord, celui-ci entrera en vigueur à titre définitif à la date du dépôt de cet instrument.

c) Si l'Accord est entré en vigueur à titre provisoire conformément aux dispositions du paragraphe *a*) de l'article 50, dès le moment où des instruments de ratification, d'approbation, d'acceptation ou d'adhésion auront été déposés par des gouvernements représentant des pays qui remplissent les conditions énoncées au paragraphe *a*) du présent article, l'Accord entrera en vigueur à titre définitif pour lesdits gouvernements.

ARTICLE 50.

(*Entrée en vigueur provisoire*).

a) *i*) Si le présent Accord n'est pas entré en vigueur définitivement le 1er juillet 1976 ou, si le quatrième Accord est prolongé, le lendemain de la fin de ce quatrième Accord, le présent Accord entrera en vigueur à titre provisoire pour les gouvernements qui auront déposé des instruments de ratification, d'approbation, d'acceptation ou d'adhésion ou qui auront déclaré leur intention de ratifier, d'approuver ou d'accepter l'Accord, ou d'y adhérer, à condition que ces instruments ou ces déclarations aient été déposés par des gouvernements représentant au moins six des pays producteurs détenant ensemble au moins 950 des voix dont la répartition est indiquée à l'annexe *A* et au moins neuf des pays consommateurs détenant ensemble au moins 300 des voix dont la répartition est indiquée à l'annexe *B*.

ii) A l'égard de tout gouvernement qui aura déposé un instrument de ratification, d'approbation, d'acceptation ou d'adhésion, ou qui aura déclaré son intention de ratifier, d'approuver ou d'accepter le présent Accord, ou d'y adhérer, pendant qu'il est en vigueur à titre provisoire, l'Accord entrera en vigueur à titre provisoire à la date du dépôt de ces instrument ou de cette déclaration.

b) Si le présent Accord est entré en vigueur à titre provisoire, mais non définitivement au sens de l'article 49, dans les six mois qui suivront l'expiration du quatrième Accord, le Président exécutif convoquera le plus tôt possible une ou plusieurs sessions du Conseil afin

d'examiner la situation. Si toutefois l'entrée en vigueur reste provisoire, l'Accord prendra fin au plus tard un an après son entrée en vigueur à titre provisoire.

ARTICLE 51.

(*Expiration des notifications d'intention*).

Si le présent Accord est entré en vigueur à titre définitif conformément aux dispositions du paragraphe *a*) ou du paragraphe *c*) de l'article 49, et si un gouvernement, qui a déclaré son intention de ratifier, d'approuver et d'accepter l'Accord ou d'y adhérer, ne dépose pas son instrument de ratification, d'approbation, d'acceptation ou d'adhésion avant l'expiration d'un délai de quatre-vingt-dix jours à compter de la date d'entrée en vigueur définitive, ledit gouvernement cessera d'être partie à l'Accord, étant entendu que :

i) Le Conseil pourra, à la demande du gouvernement intéressé, prolonger le délai précité; et

ii) Que ledit gouvernement pourra cesser de participer à l'Accord avant l'expiration du délai susmentionné ou de la période d'extension dudit délai, moyennant un préavis de trente jours au moins donné au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE 52.

(*Adhésion*).

a) Tout gouvernement invité à la Conférence des Nations Unies sur l'étain, 1975, ou toute partie au quatrième Accord aura le droit d'adhérer au présent Accord aux conditions que le Conseil fixera. Dans les instruments d'adhésion qu'ils déposeront, ces gouvernements déclareront qu'ils acceptent toutes ces conditions.

b) En ce qui concerne les droits de vote et les obligations financières, les conditions fixées par le Conseil devront être équitables aussi bien à l'égard des gouvernements désireux d'adhérer à l'Accord qu'à l'égard des autres gouvernements déjà participants à l'Accord.

c) Lors de l'adhésion au présent Accord d'un pays producteur, le Conseil :

i) Fixera, avec le consentement du pays, les tonnages et les pourcentages à inscrire en regard de ce pays dans les annexes *D* et *E* selon qu'il convient; et

ii) Fixera également, aux fins du contrôle des exportations, les conditions a indiquer en regard de son nom dans l'annexe *C*. Les tonnages, pourcentages ou conditions ainsi fixés porteront effet comme s'ils étaient inscrits dans ces annexes.

d) Tout gouvernement visé au paragraphe *a*) du présent article qui a l'intention d'adhérer au présent Accord peut donner notification de son intention d'adhérer à l'Accord.

e) Le Conseil constitue en vertu du quatrième Accord peut, en attendant l'entrée en vigueur du présent Accord, fixer les conditions men-

tionnées au paragraphe *a*) du présent article, étant entendu que le Conseil constitué en vertu du présent Accord et le gouvernement ou les gouvernements intéressés confirmeront lesdites conditions.

f) L'adhésion s'effectuera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE 53.

(*Participation séparée*).

Un gouvernement, quand il dépose son instrument de ratification, d'approbation, d'acceptation ou d'adhésion, ou quand il donne notification de son intention de ratifier, d'approuver ou d'accepter le présent Accord, ou d'y adhérer, ou à tout moment ultérieur, peut proposer la participation séparée en tant que pays producteur ou en tant que pays consommateur, selon le cas, de tout territoire ou territoires intéressés à la production ou à la consommation d'étain, dont ce gouvernement assure les relations internationales et auquel l'Accord est applicable ou sera applicable quand il entrera en vigueur. Cette participation séparée sera soumise a l'approbation du Conseil et aux conditions qu'il pourra fixer.

ARTICLE 54.

(*Organisations intergouvernementales*).

a) Toute mention du mot gouvernement dans les articles 47, 48, 49, 50, 51 et 52 est réputée valoir pour une organisation intergouvernementale ayant des responsabilités dans la négociation, la conclusion et l'application d'accords internationaux, en particulier d'accords sur des produits de base.

b) Une organisation de cette catégorie ne détient pas elle-même de voix, mais, en cas de vote sur des questions de sa compétence, elle est autorisée à disposer des voix de ses Etats membres, et elle les exprime en bloc. Dans ce cas, les Etats membres de l'organisation en question ne sont pas autorisées à exercer individuellement leurs droits de vote.

ARTICLE 55.

(*Amendements*).

a) Le Conseil peut, à la majorité des deux tiers du total des voix détenues par tous les pays producteurs et à la majorité des deux tiers du total des voix détenues par tous les pays consommateurs, recommander aux pays participants des amendements au présent Accord. Dans sa recommandation, le Conseil prescrit le délai dans lequel chacun des pays participants devra notifier au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies s'il ratifie, approuve ou accepte ou s'il refuse l'amendement recommandé.

b) Le Conseil peut prolonger le délai prescrit par lui conformément au paragraphe *a*) du présent article pour la notification de la ratification, de l'approbation ou de l'acceptation.

c) Si, dans le délai fixé en vertu du paragraphe *a*) du présent article ou prolongé en vertu du paragraphe *b*) du présent article, un amendement est ratifié, approuve ou accepté par la totalité des pays participants, il entrera en vigueur dès que la dernière ratification, approbation ou acceptation aura été reçue par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

d) Un amendement n'entrera pas en vigueur si, dans le délai fixé en vertu du paragraphe *a*) du présent article ou prolongé en vertu du paragraphe *b*) du présent article, il n'est pas ratifié, approuvé ou accepté par les pays participants qui détiennent la totalité des suffrages des pays producteurs et par les pays participants qui détiennent les deux tiers du total des suffrages de tous les pays consommateurs.

e) Si, à l'expiration du délai fixé en vertu du paragraphe *a*) du present article ou prolongé en vertu du paragraphe *b*) du présent article, un amendement est ratifié, approuve ou accepté par les pays participants au nom des pays participants qui détiennent la totalité des suffrages des pays producteurs et par les pays participants qui détiennent les deux tiers du total des suffrages de tous les pays consommateurs :

i) L'amendement entrera en vigueur, à l'égard des pays participants par lesquels sa ratification, son approbation ou son acceptation a été notifiée, à l'expiration des trois mois qui suivront la réception par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de la dernière ratification, approbation ou acceptation necessaires pour parfaire la totalité des suffrages des pays producteurs et les deux tiers du total des suffrages de tous les pays consommateurs;

ii) Tout pays participant qui n'a pas ratifié, approuvé ou accepté un amendement à la date de son entrée en vigueur cessera à cette date de participer à l'Accord, à moins que ledit pays participant ne prouve au Conseil, lors de la première session que ce dernier tient après la date d'entrée en vigueur de l'amendement, qu'il lui était impossible de ratifier, d'approuver ou d'accepter l'amendement par suite de difficultés d'ordre constitutionnel, et que le Conseil ne décide de prolonger pour ledit pays participant le délai de ratification, d'approbation ou d'acceptation jusqu'à ce que ces difficultés aient été surmontées.

f) Si un pays consommateur estime que ses intérêts seront lésés par un amendement, il peut, avant la date d'entrée en vigueur de cet amendement, notifier au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies son retrait de l'Accord. Ce retrait prendra effet à la date d'entrée en vigueur de l'amendement. Le Conseil peut, à tout moment, dans les conditions et selon les modalités qu'il juge équitables, autoriser ledit pays à annuler sa notification de retrait.

g) Tout amendement au présent article n'entrera en vigueur que s'il a été ratifié, approuvé ou accepté par la totalité des pays participants.

h) Les dispositions du présent article ne modifient pas les pouvoirs conférés par l'Accord concernant la révision de l'une quelconque des annexes de l'Accord et n'ont pas d'effet quant à l'application de tout autre article du présent Accord qui prévoit une procédure specifique se rapportant à la modification de l'Accord.

ARTICLE 56.

(*Retrait*).

Tout pays participant qui se retire du présent Accord pendant la durée de son application n'a droit à aucune part, ni du produit de la liquidation du stock régulateur aux termes de l'article 25, ni des autres actifs du Conseil à la fin de l'Accord conformément aux dispositions de l'article 57, à moins que le retrait n'ait lieu :

i) Conformément aux dispositions du paragraphe *d*) de l'article 44 ou du paragraphe *f*) de l'article 55, ou

ii) Moyennant un préavis de douze mois au moins donné au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies un an au moins apres l'entree en vigueur de l'Accord.

ARTICLE 57.

(*Durée, renouvellement ou fin*).

a) Sauf dispositions contraires prévues dans le présent article ou au paragraphe *b*) de l'article 50, la durée de l'Accord sera de cinq ans à compter de la date d'entrée en vigueur.

b) Le Conseil pourra, à la majorité des deux tiers du total des voix détenues par tous les pays producteurs et à la majorité des deux tiers du total des voix détenues par tous les pays consommateurs, prolonger la durée de l'Accord d'une ou de plusieurs périodes qui ne dépasseront pas au total douze mois.

c) Le Conseil, dans une recommandation adressée aux pays participants, quatre années au plus tard après l'entrée en vigueur de l'Accord, les avisera s'il est nécessaire et opportun que l'Accord soit renouvelé et, dans l'affirmative, sous quelle forme; il examinera en même temps la position respective probable de l'offre et de la demande d'étain au moment de l'expiration de l'Accord.

d) *i*) Tout pays participant pourra à tout moment donner au Président exécutif du Conseil notification écrite de son intention de proposer à la prochaine session du Conseil la fin du présent Accord;

ii) Si le Conseil adopte cette proposition à la majorité des deux tiers du total des voix détenues par tous les pays producteurs et par tous les pays consommateurs, il recommandera aux pays participants que le présent Accord prenne fin;

iii) Si des pays participants qui détiennent les deux tiers du total des voix de tous les pays producteurs et les deux tiers du total des voix de tous les pays consommateurs notifient au Conseil qu'ils

acceptent cette recommandation, l'Accord prendra fin à la date qui sera fixée par le Conseil, sans que cette date puisse être postérieure à un délai de six mois à compter de la réception par le Conseil de la dernière notification émanant desdits pays participants.

ARTICLE 58.

(*Procédure à suivre à la fin de l'Accord*).

a) Le Conseil demeurera en fonction aussi longtemps qu'il sera nécessaire pour veiller a l'application des dispositions du paragraphe *b*) du présent article, à la liquidation du stock regulateur, ainsi que de tous stocks détenus dans les pays producteurs en vertu de l'article 39, et au respect des conditions imposées par le Conseil en vertu du présent Accord ou en vertu du quatrième Accord; le Conseil aura les pouvoirs et exercera les fonctions que le présent Accord lui confère dans toute la mesure nécessaire à cet effet.

b) Lors de la fin du present Accord :

i) Le stock régulateur sera liquidé conformément aux dispositions de l'article 25;

ii) Le Conseil établira le montant des engagements qu'il a souscrits à l'égard de son personnel et prendra au besoin des mesures pour assurer, au moyen d'un budget supplémentaire du compte administratif prévu a l'article 19, que les ressources necessaires seront reunies pour honorer ces engagements;

iii) Une fois réglés tous les engagements du Conseil autres que ceux qui concernent le compte du stock régulateur, les actifs disponibles seront répartis comme stipulé dans le présent article;

iv) Si le Conseil est prorogé, il conservera ses archives, sa documentation statistique, ainsi que tous autres documents;

v) Si le Conseil n'est pas proroge, mais qu'un organisme soit constitué pour succéder au Conseil, ce dernier transférera à cet organisme successeur ses archives, sa documentation statistique ainsi que tous autres documents, et il pourra, à la majorité repartie des deux tiers, décider de transférer à cet organisme successeur tout ou partie de ses autres actifs, ou en disposer de la manière dont il décidera;

vi) Si le Conseil n'est pas prorogé et qu'aucun organisme successeur ne soit constitué, le Conseil transférera ses archives, sa documentation statistique, ainsi que tous autres documents, au Secrétaire genéral de l'Organisation des Nations Unies ou à une autre organisation internationale désignée par celui-ci ou, en l'absence d'une telle désignation, comme le Conseil le jugera bon, et le reste des actifs du Conseil autres que les fonds sera vendu ou réalisé de la maniere que le Conseil décidera;

vii) Le produit de la réalisation des actifs non monétaires et tous actifs monétaires restants seront alors répartis entre tous les pays participants en proportion du total des contributions versees par ces pays au compte administratif tenu en vertu de l'article 19.

ARTICLE 59.

(*Textes faisant foi*).

Les textes du présent Accord en langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe font également foi. Les textes originaux seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés a cet effet par leur gouvernement ou leurs autorités, ont signé le présent Accord à la date qui figure en regard de leur signature.

Pour l'Allemagne, République fédérale d'
RÜDIGER VON WECHMAR
12 mars 1976

Pour l'Australie
RALPH LINDSAY HARRY
28 avril 1976

Pour l'Autriche
PETER JANKOWITSCH
20 avril 1976

Pour la Belgique
EDOUARD LONGERSTAEY
26 avril 1976

Pour la Bolivie
MARIO GUTIÉRREZ GUTIÉRREZ
30 avril 1976

Pour le Canada
SAUL F. RAE
29 avril 1976

Pour la Communauté économique européenne
JEAN RETTEL
29 avril 1976

Pour le Danemark
HENNING HJORTH-NIELSEN
11 mars 1976

Pour l'Espagne
JAIME DE PINIES Y RUBIO
29 avril 1976

Pour l'Etats-Unis d'Amérique
W. TAPLEY BENNET, JR.
11 mars 1976

Pour la France
LOUIS DE GUIRINGAUD
23 février 1976

Pour la Hongrie
IMRE HOLLAI
30 avril 1976

Pour l'Inde
A.G. ASRANI
30 avril 1976

Pour l'Indonesie
SAUDARA AUGUST MARPAUNG
29 avril 1976

Pour l'Irlande
EAMONN L. KENNEDY
28 avril 1976

Pour l'Italie
PIERO VINCI
30 avril 1976

Pour le Japon
SHIZUO SAITO
16 mars 1976

Pour le Luxembourg
EDOUARD LONGERSTAEY
26 avril 1976

Pour la Malaisie
DATUK MUSA BIN HITAM
18 mars 1976

Pour la Nigérie
L.O. HARRIMAN
22 avril 1976

Pour le Pays-Bas
J.G.P. SPEYART VAN WOERDEN
26 avril 1976

Pour la Pologne
HENRYK JAROSZEK
29 avril 1976

Pour la Romanie
ION DATCU
29 avril 1976

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
JAMES MURRAY
17 novembre 1976

Pour la Tchécoslovaquie
LADISLAV SMID
27 avril 1976

Pour la Thaïlande
PRACHA GUNAKASEM
10 février 1976

Pour l'Union des Républiques socialistes soviétiques
MIKHAIL AVERKIEVICH KHARLAMOV
23 avril 1976

Pour la Yougoslavie
MIODRAG M. CABRIC
27 avril 1976

Pour le Zaïre
MAMPUYA MUSUNGAYI NKEMBE
30 avril 1976

ANNEXE *A*

POURCENTAGES ET VOIX DES PAYS PRODUCTEURS

PAYS	Pourcentage	NOMBRE DE VOIX		
		Initial	Additionnel	Total
Australie	4,37	5	42	47
Bolivie	18,06	5	174	179
Indonésie	13,71	5	133	138
Malaisie	43,60	5	421	426
Nigéria, République fédérale du	4,17	5	40	45
Thaïlande	12,55	5	121	126
Zaïre, République du .	3,54	5	34	39
Total	100,00	35	965	1.000

Note: La liste des pays, les pourcentages et les nombres de voix qui figurent dans cette annexe sont ceux qui résultent de la Conférence des Nations Unies sur l'étain, 1975, au cours de laquelle le texte du cinquième Accord international sur l'étain a été établi. La liste des pays et les chiffres sont sujets à révision de temps à autre, en application des dispositions de l'Accord.

ANNEXE *B*

POURCENTAGES ET VOIX DES PAYS CONSOMMATEURS

PAYS	Pourcentage	NOMBRE DE VOIX		
		Initial	Additionnel	Total
Allemagne, République fédérale d'	8,16	5	70	75
Autriche	0,31	5	3	8
Belgique/Luxembourg	1,95	5	17	22
Bulgarie	0,48	5	4	9
Canada	2,91	5	25	30
Cuba	0,05	5	1	6
Danemark	0,30	5	3	8
Espagne	1,99	5	17	22
Etats-Unis d'Amérique	29,56	5	254	259
France	6,09	5	52	57
Hongrie	0,68	5	6	11
Inde	1,88	5	16	21
Irlande	0,04	5	1	6
Italie	4,37	5	38	43
Japon	18,55	5	160	165
Nicaragua	0,03	5	0	5
Pays-Bas	2,50	5	21	26
Pologne	2,39	5	20	25
République de Corée	0,38	5	3	8
République démocratique allemande	0,53	5	5	10
République Domicinaine	0,03	5	0	5
Roumanie	1,62	5	14	19
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	8,10	5	70	75
Suisse	0,41	5	3	8
Tchécoslovaquie	1,91	5	16	21
Turquie	0,72	5	6	11
Union des Républiques socialistes sovietiques	3,21	5	28	33
Yougoslavie	0,85	5	7	12
Total	100,00	140	860	1.000

Note: La liste des pays, les pourcentages et les nombres de voix qui figurent dans cette annexe sont ceux qui résultent de la Conférence des Nations Unies sur l'étain, 1975, au cours de laquelle le texte du cinquième Accord international sur l'étain a été établi La liste des pays et les chiffres sont sujets à révision de temps à autre, en application des dispositions de l'Accord.

ANNEXE *C*

PARTIE I.

CONDITIONS DANS LESQUELLES L'ETAIN EST REPUTE AVOIR ETE EXPORTE AUX FINS DU CONTROLE DES EXPORTATIONS

AUSTRALIE.

L'étain est réputé avoir été exporté a la date du « Restricted Goods Export Permit » délivré en application des « Customs (Prohibited Exports) Regulations ».

BOLIVIE.

L'étain est reputé avoir été exporté quand il a passé le contrôle des autorités douanières boliviennes en vue du paiement des droits d'exportation.

INDONÉSIE.

L'étain est réputé avoir été exporté d'Indonésie quand il a été dédouané et/ou quand les concentrés d'étain ont été livrés à la fonderie et pesés par elle sous le contrôle des douanes et que les autorités douanières ont délivré un certificat douanier pour cet étain. Cet étain ne comprend pas l'étain ultérieurement importé en Indonésie pour la consommation intérieure.

MALAISIE.

L'étain est reputé avoir eté exporté de Malaisie au moment où le Département royal des douanes et des impôts indirects de Malaisie a pesé les concentrés ou, si les concentrés sont fondus avant paiement du droit d'exportation, a pesé le métal en vue du paiement de ce droit.

NIGÉRIA, RÉPUBLIQUE FEDÉRALE DU.

L'étain est réputé avoir eté exporté quand les concentrés ont été livrés a la fonderie, peses et contrôlés pour le paiement de la redevance : étant entendu que l'étain non livré à la fonderie sera réputé avoir été exporté quand une lettre de voiture a été établie par la « Nigerian Railway Corporation » constatant la livraison à cette compagnie de concentrés destinés a l'exportation.

THAÏLANDE.

L'étain est réputé avoir été exporté de Thaïlande quand le Département des ressources minerales a établi un certificat officiel attestant

que les concentrés ont été livrés à une fonderie en Thaïlande et pesés, étant entendu que l'étain a exporter non livré à une fonderie sera réputé avoir été exporté de Thaïlande quand le Département des ressources minérales a délivré un permis d'exportation pour cet étain.

ZAÏRE, RÉPUBLIQUE DU.

L'étain est réputé avoir été exporté quand un connoissement direct a été etabli par un transporteur affilié au Comité intérieur des Transporteurs de la République du Zaïre constatant la remise de l'étain audit transporteur.

Si, pour une raison quelconque, ce connaissement n'a pas été établi pour une expédition donnée, le tonnage d'étain ainsi expédié est réputé avoir été exporté aux fins du présent Accord quand les documents d'exportation ont été délivrés par l'Administration des douanes de la République du Zaïre.

REMARQUE GÉNÉRALE

Tout étain transporté a partir d'un pays producteur pendant une période de contrôle sera réputé avoir été exporté et traité comme partie du tonnage des exportations autorisées dudit pays pour cette période de contrôle, sauf :

a) dans les conditions énoncées dans la présente annexe pour l'Australie, ou

b) de la manière que le Conseil peut fixer en application de l'alinéa *ii*) de l'article 35, à moins que les conditions énoncées dans la présente annexe en regard du nom du pays producteur intéressé n'aient eté remplies pour cet étain avant le début de la période de contrôle.

PARTIE II.

IMPORTATIONS DANS LES PAYS PRODUCTEURS

Pour la détermination des exportations nettes aux termes de l'article 35, les importations déductibles des exportations pendant une période de contrôle seront les quantités importées dans le pays producteur intéressé au cours du trimestre précédant immédiatement la déclaration de la période de contrôle en question, etant entendu que l'étain importé pour être fondu et réexporté ne sera pas pris en compte.

ANNEXE *D*

STOCKS DANS LES PAYS PRODUCTEURS AUX TERMES DE L'ARTICLE 39

PAYS	Tonnes
Australie	3 000
Bolivie	8 000
Indonésie	6 200
Malaisie	17 050
Nigéria, République fédérale du	1 500
Thaïlande	5 300
Zaïre, République du	2 000

ANNEXE *E*

STOCKS SUPPLEMENTAIRES NECESSAIREMENT EXTRAITS

PAYS	Autre minéral	Etain contenu dans les concentrés pouvant être stockés en supplément pour chaque tonne d'autre minéral extrait (en tonnes)
Australie	Tantalo-colombite	1,5
Nigéria, République fédérale du	Colombite	1,5
Thaïlande	Wolfram-scheelite	1,5
Zaïre, République du	Tantalo-colombite	1,5

ANNEXE *F*

REGLES POUR L'AJUSTEMENT DES POURCENTAGES ATTRIBUES AUX PAYS PRODUCTEURS

RÈGLE 1.

Le premier ajustement des pourcentages attribués aux pays producteurs aura lieu à la première session ordinaire que le Conseil tiendra en vertu du présent Accord. Nonobstant les dispositions de la règle 2, cet ajustement sera fait sur la base des quatre derniers trimestres précédant immédiatement le début d'une période de contrôle pour lesquels les chiffres concernant la production d'étain dans chacun des pays producteurs sont connus. Les nouveaux pourcentages des pays producteurs seront fixés en proportion directe de la production d'étain de chacun d'eux au cours de ces quatre trimestres.

Les opérations ultérieures d'ajustement des pourcentages sont effectuées à des intervalles d'un an, à compter du premier ajustement, sous réserve qu'aucune période postérieure aux trimestres visés par les dispositions de la présente règle n'ait été déclarée période de contrôle.

Pour ces ajustements ultérieurs, effectués en application de la présente règle, les nouveaux pourcentages sont calculés de la façon suivante :

i) Pour le deuxième ajustement, les pourcentages sont fixés en proportion directe de la production d'étain dans chacun des pays producteurs au cours de la période la plus récente de vingt-quatre mois civils consécutifs pour laquelle les chiffres sont connus; et

ii) Pour le troisième ajustement et tous les ajustements ultérieurs, les pourcentages sont fixés en proportion directe de la production d'étain dans chacun des pays producteurs, au cours de la période la plus récente de trente-six mois civils consécutifs pour laquelle les chiffres sont connus.

RÈGLE 2.

Si une période est déclarée période de contrôle, les pourcentages ne sont réajustés qu'à l'issue d'une nouvelle période de quatre trimestres consécutifs qui n'ont pas été déclarés période de contrôle. L'ajustement suivant a alors lieu dès que les chiffres de la production d'étain dans chacun des pays producteurs pendant les quatre trimestres consécutifs en question sont connus, et les ajustements sont ensuite effectués à des intervalles d'un an aussi longtemps qu'aucune période n'a été déclarée période de contrôle.

Pour tout ajustement ultérieur effectué en application de la présente règle, les nouveaux pourcentages sont calculés de la façon suivante :

i) Pour le premier ajustement consécutif à une période de contrôle, les pourcentages sont fixés en proportion directe de la somme de la production d'étain dans chacun des pays producteurs au cours de la période la plus récente de douze mois civils consecutifs pour laquelle les chiffres sont connus et pendant les quatre trimestres qui ont précédé immédiatement la période de contrôle envisagée;

ii) Pour le deuxième ajustement, les pourcentages, à condition qu'aucune période n'ait entre-temps été déclarée période de contrôle, sont fixés en proportion directe de la production d'étain dans chacun des pays producteurs au cours de la période la plus récente de vingt-quatre mois civils consécutifs pour laquelle les chiffres sont connus;

iii) Pour chacun des ajustements ultérieurs, les pourcentages, a condition qu'aucune période n'ait entre-temps été déclarée période de contrôle, sont fixés en proportion directe de la production d'étain dans chacun des pays producteurs au cours de la période la plus récente de trente-six mois civils consécutifs pour laquelle les chiffres sont connus.

RÈGLE 3.

Aux fins des présentes règles, les ajustements sont réputés avoir eté effectués a des intervalles d'un an s'ils ont eu lieu pendant le même trimestre de l'année civile que les ajustements précédents.

RÈGLE 4.

Aux fins des présentes règles, tous le pays producteurs communiquent au Conseil les chiffres de leur production pour la période de douze mois la plus récente, dans les trois mois suivant le dernier mois de ladite période. Si un pays n'a pas communiqué ces chiffres, on calcule sa production pour une période de douze mois en multipliant par douze la quantité moyenne produite mensuellement, telle qu'elle ressort des chiffres connus pour ladite période.

RÈGLE 5.

Les chiffres de la production d'étain d'un pays producteur pendant toute période antérieure aux quarante-deux mois précédant la date d'un ajustement ne sont pas pris en considération aux fins de cet ajustement, non plus que les chiffres de la production d'étain pendant une période de contrôle.

RÈGLE 6.

Le Conseil peut reduire le pourcentage attribué a tout pays producteur qui n'as pas exporté la totalité du tonnage de ses exportations autorisées fixé conformément au paragraphe *a*) de l'article 34 ou tout tonnage supérieur accepté par lui conformément au paragraphe *b*) dudit article. Pour se prononcer, le Conseil admet comme circonstance atténuante le fait que le pays producteur intéressé a renoncé, conformément au paragraphe *b*) de l'article 34, à une partie du tonnage de ses exportations autorisées, à une date permettant aux autres pays producteurs de prendre toutes mesures utiles pour combler ce *déficit*, ou le fait que le pays producteur intéressé, bien que n'ayant pas exporté le tonnage fixé conformément au paragraphe *d*) de l'article 34, a néanmoins exporté la totalité du tonnage de ses exportations autorisées fixé conformément aux dispositions du paragraphe *a*) ou du paragraphe *b*) de l'article 34.

RÈGLE 7.

Si le pourcentage attribué à un pays producteur est réduit conformément à la règle 6, le pourcentage ainsi rendu disponible est réparti entre les autres pays producteurs en proportion des pourcentages en vigueur a la date à laquelle le Conseil décide de cette réduction.

RÈGLE 8.

Si, en application des règles qui précèdent, le pourcentage d'un pays producteur tombe au-dessous du chiffre minimal autorisé en vertu de la condition figurant à l'alinéa *i*) du paragraphe *g*) de l'article 13, il est rétabli à ce chiffre minimal, et les pourcentages des autres pays producteurs sont réduits proportionnellement, de façon que le total des pourcentages s'établisse à nouveau à cent.

RÈGLE 9.

Aux fins de l'alinéa *ii*) du paragraphe *g*) de l'article 13 et du paragraphe *a*) de l'article 34, peuvent être notamment considérées comme constituant des circonstances exceptionnelles : une catastrophe nationale, une grève de grande envergure ayant paralysé l'industrie extractive de l'étain pendant une période considérable, une interruption sérieuse de l'approvisionnement en énergie ou des transports sur la principale voie de communication conduisant à la côte ou au point d'exportation comme défini à l'annexe *C*.

RÈGLE 10.

Aux fins des présentes règles, le calcul relatif aux pays producteurs qui sont de gros consommateurs d'étain provenant de leur production minière intérieure sera fondé sur leurs exportations d'étain et non sur la production minière d'étain.

RÈGLE 11.

Dans la présente annexe, l'expression « production d'étain » sera réputée se référer exclusivement à la production minière; il ne sera donc pas tenu compte de la production des fonderies.

Visto, *il Ministro per gli affari esteri*
FORLANI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nell'accordo, fra cui il testo in lingua francese.

QUINTO ACCORDO INTERNAZIONALE SULLO STAGNO

PREAMBOLO

I paesi partecipanti consapevoli

a) del grande aiuto che gli accordi sui prodotti possono apportare allo sviluppo economico, segnatamente nei paesi produttori in via di sviluppo, contribuendo a garantire la stabilità dei prezzi e a promuovere l'incremento regolare degli introiti di esportazione e l'espansione dei mercati delle materie prime;

b) della Comunità e dell'interdipendenza degli interessi dei paesi produttori e dei paesi consumatori e dell'importanza di una cooperazione continua tra di essi per conseguire gli obiettivi e i princìpi delle Nazioni Unite e della Conferenza delle Nazioni Unite sul Commercio e lo Sviluppo e per risolvere i problemi relativi allo stagno mediante un accordo internazionale su questo prodotto, vista la funzione che l'Accordo internazionale sullo stagno può svolgere nell'instaurazione di un nuovo ordine economico internazionale;

c) dell'importanza eccezionale dello stagno per numerosi paesi la cui economia dipende largamente dall'esistenza di eque e favorevoli condizioni per la produzione, il consumo o il commercio dello stagno;

d) della necessità di proteggere e di stimolare la prosperità e l'espansione dell'industria dello stagno, particolarmente nei paesi produttori in via di sviluppo onde garantire approvvigionamenti di stagno sufficienti per salvaguardare gli interessi dei consumatori;

e) dell'importanza, per i paesi produttori di stagno, di mantenere e di accrescere il loro potere di acquisto all'importazione e

f) dell'interesse di rendere più razionale l'impiego dello stagno, tanto nei paesi in via di sviluppo che nei paesi industrializzati al fine di contribuire alla conservazione delle risorse mondiali di stagno,

Hanno convenuto quanto segue :

CAPITOLO PRIMO : OGGETTO

ARTICOLO 1.

(*Oggetto*).

Il presente Accordo ha per oggetto :

a) di stabilire un equilibrio tra la produzione ed il consumo mondiale di stagno e di attenuare le gravi difficoltà che un'eccedenza o una penuria di stagno anticipate o effettive potrebbero provocare;

b) di impedire eccessive fluttuazioni del prezzo dello stagno e degli introiti d'esportazione procurati dallo stagno;

c) di prendere disposizioni che contribuiscano ad accrescere gli introiti che i paesi produttori, particolarmente quelli in via di sviluppo, ricavano dalle loro esportazioni di stagno, in modo da procurare a questi paesi le risorse necessarie per l'accelerazione del loro sviluppo economico e sociale, tenendo conto nel contempo degli interessi dei consumatori;

d) di assicurare condizioni che permettano di ottenere un ritmo dinamico e in aumento della produzione di stagno sulla base di introiti remunerativi per i produttori che contribuiscano a garantire un approvvigionamento sufficiente a prezzi equi per i consumatori e ad assicurare un equilibrio a lungo termine tra la produzione ed il consumo;

e) di impedire la disoccupazione o un'estesa sottoccupazione ed altre gravi difficoltà che uno squilibrio tra l'offerta e la domanda di stagno potrebbe provocare;

f) di promuovere un impiego più diversificato dello stagno e il miglioramento del trattamento *in loco*, particolarmente nei paesi produttori in via di sviluppo;

g) di prendere, quando si manifesta o rischia di manifestarsi una penuria di stagno, le opportune misure per garantire un incremento della produzione di stagno ed un'equa ripartizione dello stagno-metallo per attenuare le gravi difficoltà che i paesi consumatori potrebbero incontrare;

h) di prendere, quando si manifesta o rischia di manifestarsi una eccedenza di stagno, le opportune misure per attenuare le gravi difficoltà che i paesi produttori potrebbero incontrare;

i) di prendere in considerazione la liquidazione, da parte di taluni governi, delle scorte di stagno costituite a fini non commerciali e di adottare i provvedimenti atti ad evitare tutte le incertezze e difficoltà che potrebbero manifestarsi;

j) di prendere costantemente in considerazione la necessità di valorizzare e di sfruttare nuovi giacimenti di stagno e di promuovere, tra l'altro, grazie ai mezzi di assistenza tecnica e finanziaria dell'Organizzazione delle Nazioni Unite e di altre organizzazioni del sistema delle Nazioni Unite, i metodi più efficaci di estrazione, di concentrazione e di trattamento dei minerali di stagno;

k) di promuovere l'espansione del mercato dello stagno nei paesi produttori in via di sviluppo in modo da permettere loro di svolgere una funzione più importante nella commercializzazione dello stagno; e

l) di proseguire l'opera intrapresa dal Consiglio internazionale dello stagno ai sensi del quarto Accordo internazionale sullo stagno (qui di seguito denominato quarto Accordo) e di quelli precedenti.

CAPITOLO II: DEFINIZIONI

ARTICOLO 2.

(Definizioni).

Ai fini del presente Accordo bisogna intendere per

STAGNO, lo stagno-metallo o qualsiasi altro stagno raffinato o lo stagno contenuto in concentrati o nel minerale di stagno estratto dal suo giacimento naturale. Ai fini di questa definizione, il « minerale » è reputato non contenere *a*) la materia estratta dal giacimento ad un fine diverso dal suo trattamento e *b*) la materia che e stata eliminata durante il trattamento;

STAGNO-METALLO, lo stagno raffinato di buona qualità di titolo uguale o superiore al 99,75%;

SCORTA REGOLATRICE, la scorta regolatrice costituita e gestita conformemente alle disposizioni del capitolo X del presente Accordo;

STAGNO-METALLO DETENUTO, gli averi in stagno-metallo della scorta regolatrice, ivi compreso lo stagno-metallo acquistano per la scorta regolatrice, ma non ancora ricevuto, e ad esclusione del metallo venduto dal Direttore della scorta regolatrice, ma non ancora consegnato;

TONNELLATA, la tonnellata metrica, ossia 1.000 chilogrammi;

PERIODO DI CONTROLLO, un periodo che il Consiglio ha dichiarato tale e per il quale e stato fissato un quantitativo totale di esportazioni autorizzate;

TRIMESTRE, un trimestre che ha inizio il 1° gennaio, il 1° aprile, il 1° luglio o il 1° ottobre;

ESPORTAZIONI NETTE, la quantità esportata alle condizioni enunciate nella parte I dell'allegato *C* del presente Accordo, meno la quantità importata, determinata conformemente alla parte II del suddetto allegato;

PAESE PARTECIPANTE, un paese il cui governo ha ratificato, approvato o accettato il presente Accordo o vi ha aderito, o ha notificato la sua intenzione di ratificare, di approvare o di accettare il presente Accordo, o di aderirvi, o un territorio o più territori la cui partecipazione separata è diventata effettiva conformemente alle disposizioni dell'articolo 53 o, secondo il contesto, il governo di tale paese o di tale territorio o di detti territori o un'organizzazione di cui all'articolo 54;

PAESE PRODUTTORE, un paese partecipante che il Consiglio ha dichiarato, con il consenso di tale paese, essere un paese produttore;

PAESE CONSUMATORE, un paese partecipante che il Consiglio ha dichiarato, con il consenso di tale paese, essere un paese consumatore;

PAESE CONTRIBUENTE, un paese partecipante che detiene partecipazioni nella scorta regolatrice;

MAGGIORANZA SEMPLICE, quella che è riunita quando una mozione è appoggiata dalla maggioranza dei suffragi espressi dai paesi partecipanti;

MAGGIORANZA RIPARTITA SEMPLICE, quella che è riunita quando una mozione è appoggiata nello stesso tempo dalla maggioranza dei suffragi espressi dai paesi produttori e dalla maggioranza dei suffragi espressi dai paesi consumatori;

MAGGIORANZA RIPARTITA DEI DUE TERZI, quella che è riunita quando una mozione è appoggiata nello stesso tempo dalla maggioranza dei due terzi dei suffragi espressi dai paesi produttori e dalla maggioranza dei due terzi dei suffragi espressi dai paesi consumatori;

ENTRATA IN VIGORE, salvo se l'espressione sia altrimenti precisata, l'entrata in vigore iniziale del presente Accordo, che essa sia provvisoria, ai sensi dell'articolo 50, o definitiva, ai sensi dell'articolo 49;

ESERCIZIO FINANZIARIO, un periodo di un anno con inizio al 1° luglio e termine al 30 giugno dell'anno seguente;

UNA SESSIONE può comportare una o più sedute del Consiglio.

IL CONSIGLIO INTERNAZIONALE DELLO STAGNO: DISPOSIZIONI COSTITUZIONALI

CAPITOLO III : MEMBRI DEL CONSIGLIO

ARTICOLO 3.

(Il Consiglio).

a) Il Consiglio internazionale dello stagno (in appresso denominato il Consiglio), istituito a norma dei precedenti Accordi internazionali sullo stagno, continuerà ad esistere con la composizione, i poteri e le funzioni previsti dal quinto Accordo internazionale sullo stagno per assicurare l'applicazione delle disposizioni di detto Accordo.

b) A meno che esso non decida altrimenti, il Consiglio ha la sua sede a Londra.

ARTICOLO 4.

(Partecipazione al Consiglio).

a) Il Consiglio è composto di tutti i paesi partecipanti.

b) *i*) Ciascun paese partecipante è rappresentato nel Consiglio da un delegato e ciascun paese può designare delegati supplenti e consiglieri per assistere alle sessioni del Consiglio;

ii) Un delegato supplente è abilitato ad agire e a votare in nome del delegato in assenza di quest'ultimo o in altre circostanze speciali.

c) Ogni paese partecipante costituisce un solo membro del Consiglio, fatta salva l'eccezione prevista all'articolo 53.

ARTICOLO 5.

(*Categorie di partecipanti*).

a) Ciascun membro del Consiglio è dichiarato dal Consiglio, con il consenso del paese interessato, essere un paese produttore o un paese consumatore, non appena il Consiglio sia stato avvisato dal Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite che questo membro ha depositato il proprio strumento di ratifica, di approvazione, di accettazione o di adesione, conformemente all'articolo 48 o all'articolo 52, o la notifica della sua intenzione di ratificare, di approvare o di accettare il presente Accordo o di aderirvi, conformemente all'articolo 50 o all'articolo 52.

b) La classificazione in paesi produttori e paesi consumatori viene effettuata rispettivamente sulla base della produzione mineraria interna e del consumo di stagno-metallo, restando inteso che :

i) la classificazione di un paese produttore, che sia un importante consumatore di stagno-metallo proveniente dalla propria produzione mineraria interna, avviene, con il consenso del paese in parola, sulla base delle sue esportazioni di stagno;

ii) la classificazione di un paese consumatore, la cui produzione mineraria interna rappresenta una importante percentuale dello stagno che esso consuma, avviene, con il consenso del paese in parola, sulla base delle sue importazioni di stagno.

c) Ciascun governo può far conoscere, nello strumento di ratifica, di approvazione, di accettazione o di adesione o nella notifica della sua intenzione di ratificare, di approvare o di accettare l'Accordo, o di aderirvi, a quale categoria di paesi partecipanti esso ritiene di dover appartenere.

d) Nella prima sessione ordinaria che esso terrà dopo l'entrata in vigore del presente Accordo, il Consiglio prenderà le decisioni necessarie per l'applicazione del presente articolo alla maggioranza dei suffragi espressi dai paesi partecipanti elencati nell'Allegato *A* e alla maggioranza dei suffragi espressi dai paesi partecipanti elencati nell'allegato *B*; il calcolo dei suffragi sarà fatto separatamente ed i diritti di voto dovranno essere quelli che sono indicati negli allegati *A* e *B* del presente Accordo, restando inteso che a questo scopo non vengono applicate le disposizioni dell'articolo 13.

ARTICOLO 6.

(*Cambiamento di categoria*).

a) Quando la situazione di un paese partecipante è passata da quella di paese consumatore a quella di paese produttore, o viceversa, il Consiglio, a richiesta di questo paese o di propria iniziativa con il consenso del paese in parola, prende in considerazione questa nuova situazione e determina il quantitativo o la percentuale che sarebbero applicabili ai fini degli allegati pertinenti del presente Accordo.

b) Il Consiglio fissa la data alla quale entreranno in vigore il quantitativo o la percentuale, o l'uno e l'altra, che esso ha adottati conformemente al paragrafo *a*) del presente articolo.

c) A decorrere dalla data fissata dal Consiglio in virtù del paragrafo *b*) del presente articolo, il paese partecipante interessato cessa di fruire dei diritti e privilegi o di essere tenuto a rispettare gli obblighi che il presente Accordo riconosce o impone ai paesi della categoria cui questo paese apparteneva precedentemente, ad eccezione degli obblighi finanziari o di altra natura non soddisfatti che era tenuto a rispettare nella categoria precedente, e fruisce dei diritti e privilegi ed è tenuto a rispettare tutti gli obblighi che il presente Accordo riconosce o impone ai paesi della categoria a cui questo paese ormai appartiene, restando inteso che:

i) Se, in seguito ad un cambiamento di categoria, un paese produttore diventa un paese consumatore, esso conserva tuttavia il diritto di partecipare, alla fine del presente Accordo, alla liquidazione della scorta regolatrice, conformemente alle disposizioni degli articoli 25 e 26; e

ii) Se, in seguito ad un cambiamento di categoria, un paese consumatore diventa un paese produttore, le condizioni imposte dal Consiglio a detto paese saranno altrettanto eque per il paese in parola che per gli altri paesi produttori già partecipanti al presente Accordo.

CAPITOLO IV : POTERI E FUNZIONI

Articolo 7.

(Poteri e funzioni del Consiglio).

Il Consiglio :

a) Ha ogni potere ed espleta tutti i compiti necessari all'amministrazione e all'esecuzione del presente Accordo.

b) Riceve dal Presidente esecutivo, ogni volta che lo richiede, qualsiasi informazione concernente gli attivi e le operazioni della scorta regolatrice che esso ritiene necessarie per espletare le proprie funzioni conformemente al presente Accordo.

c) Può chiedere ai paesi partecipanti di fornire tutti i dati disponibili concernenti la produzione di stagno, i costi di produzione dello stagno, il livello della produzione di stagno, il consumo di stagno, il commercio internazionale e le giacenze di stagno, nonché qualsiasi altra informazione necessaria per una soddisfacente amministrazione del presente Accordo, che non siano incompatibili con le disposizioni dell'articolo 44 relative alla sicurezza nazionale; i paesi devono compiere ogni sforzo per fornire le informazioni richieste.

d) Ha il potere di contrarre prestiti per le necessità del conto amministrativo fissato all'articolo 16 o per le necessità del conto della scorta regolatrice come previsto all'articolo 24.

e) Pubblica, dopo la fine di ciascun esercizio finanziario, una relazione sulla sua attività durante detto esercizio.

f) Pubblica, dopo la fine di ciascun trimestre, ma non prima di tre mesi dopo la fine di tale trimestre, salvo decisione contraria del Consiglio, una situazione indicante il quantitativo di stagno-metallo detenuto alla fine del trimestre in parola.

g) Prende ogni opportuna disposizione ai fini di consultazioni e di cooperazione con :

i) L'Organizzazione delle Nazioni Unite, i suoi organi competenti — in particolare la Conferenza delle Nazioni Unite sul commercio e lo sviluppo — le istituzioni specializzate, le altre organizzazioni del sistema delle Nazioni Unite e le organizzazioni intergovernative appropriate; e

ii) I paesi non partecipanti che sono membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite o membri delle sue istituzioni specializzate o che erano Parti contraenti dei precedenti accordi internazionali sullo stagno.

ARTICOLO 8.

(*Procedure del Consiglio*).

Il Consiglio :

a) Stabilisce il proprio regolamento interno.

b) Può prendere ogni misura che ritiene necessaria per consigliare il Presidente esecutivo quando il Consiglio non è riunito in sessione.

c) Può istituire i comitati che reputa necessari per aiutarlo nell'espletamento delle sue funzioni e può fissare il loro mandato; salvo decisione contraria del Consiglio, questi comitati possono stabilire il loro regolamento interno.

d) *i*) Può delegare, in qualunque momento, alla maggioranza ripartita dei due terzi, a qualsiasi comitato quei poteri del Consiglio che non richiedano una maggioranza ripartita semplice, ad esclusione dei poteri concernenti :

— la fissazione dei contributi di cui all'articolo 19;

— il prezzo minimo e il prezzo massimo di cui agli articoli 27 e 31;

— la modalità del controllo delle esportazioni di cui agli articoli 32, 33, 34, 35 e 36;

— le misure da prendere nel caso di penuria di stagno di cui all'articolo 40;

ii) Fissa, alla maggioranza ripartita dei due terzi, il mandato di tutti i comitati e ne designa i membri;

iii) Può revocare in qualunque momento, alla maggioranza semplice, qualsiasi delega di poteri a tutti i comitati o annullarne l'istituzione.

ARTICOLO 9.

(*Statistiche e studi*).

Il Consiglio :

a) Procede, almeno una volta per trimestre, a una valutazione della produzione e del consumo probabili di stagno durante il trimestre o i trimestri successivi ai fini di stimare la posizione statistica globale dello stagno durante il periodo considerato e a tal fine può tener conto di tutti gli altri fattori pertinenti.

b) Prende le disposizioni necessarie per lo studio continuo dei costi di produzione dello stagno, del livello della produzione di stagno, delle tendenze dei prezzi, delle tendenze del mercato e dei problemi a breve e lungo termine dell'industria mondiale dello stagno; a tal fine, esso intraprende o fa eseguire gli studi che gli sembrano opportuni sui problemi dell'industria dello stagno.

c) Si tiene al corrente delle nuove utilizzazioni dello stagno e della messa a punto di prodotti sostitutivi che potrebbero surrogare lo stagno nelle sue utilizzazioni tradizionali.

d) Incoraggia rapporti più stretti con le organizzazioni che svolgono lavori di ricerca, sull'esplorazione efficace, sulla produzione, sulla trasformazione e sull'utilizzazione dello stagno o si dedicano a queste attività, e una più ampia partecipazione a dette organizzazioni.

e) Procede a uno studio di altri mezzi destinati a completare o a sostituire le attuali modalità di finanziamento della scorta regolatrice.

CAPITOLO V : ORGANIZZAZIONE E AMMINISTRAZIONE

ARTICOLO 10.

(*Presidente esecutivo e Vicepresidente del Consiglio*).

a) Il Consiglio, alla maggioranza ripartita dei due terzi e con scheda scritta, designa un Presidente esecutivo indipendente, che può avere la cittadinanza di uno dei paesi partecipanti. La designazione del Presidente esecutivo sarà iscritta all'ordine del giorno della prima sessione ordinaria che il Consiglio terrà dopo l'entrata in vigore del presente Accordo.

b) Non potrà essere designato Presidente esecutivo chiunque abbia esercitato funzioni attive nell'industria o nel commercio dello stagno nei cinque anni precedenti la sua designazione; inoltre, il Presidente esecutivo deve soddisfare ai requisiti di cui all'articolo 12.

c) Le disposizioni del paragrafo *b*) del presente articolo non ostacolano la designazione di un membro del personale del Consiglio come Presidente esecutivo.

d) Il Consiglio fissa la durata del mandato del Presidente esecutivo, nonché le condizioni alle quali esercita le sue funzioni.

e) Il Presidente esecutivo presiede alle sessioni e sedute del Consiglio; esso non partecipa al voto.

f) Ogni anno il Consiglio elegge due Vicepresidenti scelti rispettivamente fra i rappresentanti dei paesi produttori e fra i rappresentanti dei paesi consumatori. I due Vicepresidenti sono denominati rispettivamente primo Vicepresidente e secondo Vicepresidente. Il primo Vicepresidente è scelto alternativamente fra i paesi produttori e fra i paesi consumatori.

g) In caso di dimissione o d'incapacità permanente del Presidente esecutivo, il Consiglio designa un nuovo Presidente esecutivo conformemente alla procedura di cui al paragrafo *a*) del presente articolo. In attesa di tale designazione o durante le assenze momentanee del Presidente esecutivo, il primo Vicepresidente, o, se necessario, il secondo Vicepresidente, lo sostituisce con la sola funzione di presiedere alle sessioni e sedute, a meno che il Consiglio non decida altrimenti. Il Consiglio dovrà anche prevedere nel suo regolamento interno la designazione di un capo provvisorio del servizio amministrativo responsabile dell'amministrazione e dell'esecuzione del presente Accordo, conformemente all'articolo 12, durante l'assenza momentanea del Presidente esecutivo o nell'attesa della nomina del nuovo Presidente esecutivo in applicazione del presente paragrafo.

h) Quando un Vicepresidente agisce in qualità di Presidente esecutivo non partecipa al voto; il diritto di voto del paese che egli rappresenta può essere esercitato conformemente alle disposizioni del comma *ii*) del paragrafo *b*) dell'articolo 4 e del paragrafo *c*) dell'articolo 14.

Articolo 11.

(*Sessioni del Consiglio*).

a) Il Consiglio tiene quattro sessioni ordinarie l'anno. Il Consiglio può anche, se necessario, tenere delle sessioni straordinarie.

b) Il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite convocherà a Londra la prima sessione ordinaria del Consiglio in virtù del presente Accordo. Tale sessione avrà inizio non oltre otto giorni dopo l'entrata in vigore del presente Accordo.

c) Il Presidente esecutivo o, in caso di impedimento di quest'ultimo, il Capo provvisorio del servizio amministrativo, previa consultazione del primo Vicepresidente e in suo nome, convoca una sessione del Consiglio se un paese partecipante ne fa domanda o qualora le disposizioni dell'Accordo lo esigano. Il Presidente esecutivo puo inoltre convocare di propria iniziativa una sessione del Consiglio.

d) Salvo decisione contraria del Consiglio, le sessioni hanno luogo presso la sede del Consiglio. Esse sono indette con un preavviso di almeno sette giorni, salvo in caso di sessioni convocate conformemente all'articolo 31.

e) A ciascuna sessione o seduta del Consiglio, il *quorum* è reputato raggiunto quando i delegati presenti detengono i due terzi del totale dei voti di tutti i paesi produttori e i due terzi del totale dei

voti di tutti i paesi consumatori. Se in una qualunque sessione del Consiglio, il *quorum* suindicato non è raggiunto, e convocata una nuova sessione dopo un termine di almeno sette giorni; in questa nuova sessione il *quorum* sara reputato raggiunto se i delegati presenti detengono insieme più di 1.000 voti.

Articolo 12.

(*Il personale del Consiglio*).

a) Il Presidente esecutivo designato conformemente all'articolo 10 è responsabile davanti al Consiglio dell'amministrazione e dell'esecuzione del presente Accordo, conformemente alle decisioni prese dal Consiglio.

b) Il Presidente esecutivo è inoltre responsabile della direzione dei servizi amministrativi e del personale.

c) Il Consiglio nomina un Direttore della scorta regolatrice (in appresso denominato « il Direttore ») e un Segretario e stabilisce le condizioni di lavoro e i compiti di questi due funzionari.

d) Il Consiglio impartisce istruzioni al Presidente esecutivo sul modo in cui il Direttore della scorta regolatrice deve assolvere le responsabilità enunciate nel presente Accordo.

e) Il Presidente esecutivo e assistito dal personale che il Consiglio reputa necessario. Tutto il personale, compresi il Direttore e il Segretario del Consiglio, è responsabile davanti al Presidente esecutivo. Le modalità di assunzione e le condizioni di lavoro del personale devono essere approvati dal Consiglio.

f) Né il Presidente esecutivo, né i membri del personale devono avere interessi finanziari nell'industria, nel commercio e nel trasporto dello stagno, nelle attività pubblicitarie concernenti lo stagno o in qualsiasi altra attività riferentesi allo stagno.

g) Nell'esercizio delle loro funzioni, né il Presidente esecutivo né i membri del personale devono sollecitare né accettare istruzioni da alcun governo né da alcuna persona o autorità diversa dal Consiglio o da qualsiasi altra persona che agisca in nome del Consiglio, conformemente alle disposizioni del presente Accordo. Essi si astengono da qualsiasi azione che possa portare pregiudizio alla loro posizione di funzionari internazionali che sono responsabili unicamente davanti al Consiglio. Ogni paese partecipante s'impegna a rispettare il carattere esclusivamente internazionale delle responsabilità del Presidente esecutivo e dei membri del personale e a non cercare di influenzarli nell'esercizio delle loro funzioni.

h) Né il Presidente esecutivo, né il Direttore, ne il Segretario del Consiglio, né alcun altro membro del personale del Consiglio possono divulgare informazioni concernenti l'esecuzione o l'amministrazione del presente Accordo, fatto salvo quanto il Consiglio può autorizzare o quanto è loro necessario per rispettare debitamente i loro obblighi ai sensi del presente Accordo.

CAPITOLO VI: RIPARTIZIONE DEI VOTI E PROCEDURA DI VOTO DEL CONSIGLIO

ARTICOLO 13.

(Percentuali e voti).

a) I paesi produttori detengono insieme 1.000 voti. Ogni paese produttore riceve un numero iniziale di cinque voti; il resto è diviso tra i paesi produttori in una proporzione per quanto possibile vicina alla percentuale di ciascun paese produttore come indicato all'allegato *A* o stabilito altrimenti in conformità del presente articolo.

b) I paesi consumatori detengono insieme 1.000 voti. Ogni paese consumatore riceve un numero iniziale di cinque voti o, se vi sono più di 30 paesi consumatori, il maggior numero intero in modo che il numero iniziale complessivo di voti non superi 150; il resto è diviso tra i paesi consumatori in una proporzione per quanto possibile vicina alla percentuale di ogni paese consumatore, come indicato nell'allegato *B* o stabilito altrimenti in conformità del presente articolo.

c) Nessun paese partecipante può avere di più di 450 voti.

d) Non vi sono frazioni di voto.

e) Se conseguentemente al fatto che uno o più dei governi dei paesi elencati nell'allegato *A* o nell'allegato *B* non hanno ratificato, approvato o accettato il presente Accordo o non vi hanno aderito o notificato la loro intenzione di ratificarlo, di approvarlo, di accettarlo o di aderirvi o conseguentemente al fatto che un paese partecipante ha cambiato categoria in applicazione dell'articolo 6 o per il ritiro di un paese partecipante o in applicazione di una qualsiasi disposizione del presente Accordo, il totale delle percentuali dei paesi produttori o dei paesi consumatori diviene inferiore a 100 o se il totale dei loro voti rispettivi diventa inferiore a 1.000, la differenza delle percentuali e dei voti e ripartita tra gli altri paesi produttori o consumatori, secondo il caso, in una proporzione per quanto possibile vicina alle percentuali che essi già detengono in modo che i totali rispettivi delle percentuali dei paesi produttori e dei paesi consumatori siano entrambi 100 e i totali rispettivi dei loro voti entrambi 1.000.

f) i) Se prima dell'entrata in vigore del presente Accordo, il governo di un paese che non è elencato nell'allegato *A* o *B* ha ratificato, approvato o accettato il presente Accordo o vi ha aderito, o ha notificato la sua intenzione di ratificarlo, di approvarlo, di accettarlo o di aderirvi, o

ii) se, dopo l'entrata in vigore del presente Accordo, il governo di un paese non ancora paese partecipante lo ratifica, l'accetta, l'approva o vi aderisce, o notifica la sua intenzione di ratificarlo, di approvarlo, di accettarlo o di aderirvi, o se il cambiamento di categoria di un paese partecipante in applicazione dell'articolo 6 è stato approvato,

il Consiglio stabilisce una percentuale per questo paese e adegua la percentuale degli altri paesi partecipanti in proporzione delle loro per-

centuali precedenti in modo che i totali rispettivi dei paesi produttori e dei paesi consumatori siano entrambi 100 e i totali rispettivi dei loro voti entrambi 1.000. Salvo il caso previsto al paragrafo *i*) del precedente articolo, una percentuale fissata in applicazione del presente paragrafo prende effetto alla data fissata dal Consiglio ai fini del presente articolo come se si trattasse di una delle percentuali indicate, secondo il caso, nell'allegato *A* o nell'allegato *B*.

g) *i*) Il Consiglio riesamina le percentuali dei paesi produttori elencate nell'allegato *A* e le adegua conformemente alle norme dell'allegato *F*. Salvo al momento del primo adeguamento che sarà effettuato durante la prima sessione ordinaria del Consiglio, la percentuale di un paese produttore non sarà ridotta nel corso di un qualsiasi periodo di 12 mesi di più di un decimo del suo valore all'inizio di tale periodo;

ii) In ogni decisione che si propone di prendere conformemente alle norme dell'allegato *F*, il Consiglio tiene debitamente conto di ogni situazione che un paese produttore qualsiasi abbia dichiarato eccezionale e può, a maggioranza ripartita di due terzi, rinunziare all'esatta applicazione di dette norme oppure modificarle;

iii) Il Consiglio può, occasionalmente, a maggioranza ripartita di due terzi, apportare delle modifiche alle norme dell'allegato *F* e tale revisione prende effetto come se fosse stata inclusa in detto allegato;

iv) Le percentuali risultanti dalla procedura descritta nel presente paragrafo sono pubblicate e prendono effetto a decorrere dal primo giorno del trimestre che segue la data della decisione presa dal Consiglio; esse sostituiscono le percentuali indicate all'allegato *A*.

h) Nella sua prima sessione ordinaria, il Consiglio rivedrà l'allegato *B* e pubblicherà l'allegato riveduto che sara immediatamente applicabile ai fini del presente articolo; successivamente nel corso di sessioni tenute durante il secondo trimestre di ciascun anno civile, il Consiglio rivedrà le cifre del consumo di stagno di ogni paese consumatore durante ognuno dei tre anni civili precedenti e pubblicherà le percentuali rivedute che competono a ciascun paese consumatore e che saranno la media delle suddette cifre di consumo; queste percentuali si applicheranno ai fini del presente articolo a decorrere dal 1° luglio successivo come se si trattasse delle percentuali indicate all'allegato *B*.

i) Quando, in applicazione del paragrafo *f*) del presente articolo, le percentuali dei paesi produttori sono state proporzionalmente adeguate durante un periodo di controllo deciso dal Consiglio in applicazione dell'articolo 33, il Consiglio pubblica il più presto possibile la tabella riveduta delle percentuali che entrerà in vigore, ai fini dell'articolo 33, a decorrere dal primo giorno del trimestre successivo al periodo nel corso del quale è stata presa la decisione di rivedere le percentuali.

ARTICOLO 14.

(*Procedura di voto del Consiglio*).

a) Il voto emesso da ciascun membro del Consiglio esprime il numero di voti che esso detiene nel Consiglio. Nel votare, un delegato non può scindere i suoi voti Un delegato che si astiene è considerato come se non avesse votato.

b) Salvo disposizione contraria, le decisioni del Consiglio sono prese alla maggioranza ripartita semplice.

c) Ogni membro puo, nelle forme che saranno approvate dal Consiglio, autorizzare qualsiasi altro membro a rappresentare i propri interessi e ad esercitare i suoi diritti di voto nel corso di una sessione o seduta del Consiglio.

CAPITOLO VII : PRIVILEGI E IMMUNITA'

ARTICOLO 15.

(Privilegi e immunità).

a) In ciascun paese partecipante vengono concesse al Consiglio tutte le agevolazioni di cambio necessarie all'esercizio delle funzioni che gli incombono in virtù del presente Accordo.

b) Il Consiglio ha personalità giuridica. Esso ha in particolare la capacità di concludere contratti, di acquistare e di alienare beni mobili e immobili nonché di stare in giudizio.

c) In ciascun paese partecipante il Consiglio fruisce, per quanto la legislazione in vigore in tale paese lo consenta, degli esoneri fiscali sui suoi averi, redditi ed altri beni, che possono essere necessari per l'esercizio delle funzioni che gli incombono in virtù del presente Accordo.

d) Lo statuto, i privilegi e le immunità del Consiglio nel territorio del Regno Unito continueranno ad essere oggetto della Convenzione di stabilimento firmata a Londra il 9 febbraio 1972 tra il Governo del Regno Unito di Gran Bretagna e dell'Irlanda del Nord e il Consiglio internazionale dello stagno.

DISPOSIZIONI FINANZIARIE

CAPITOLO VIII : CONTI E VERIFICA DEI CONTI

ARTICOLO 16.

(Conti funzionari).

a) i) Per l'amministrazione e l'esecuzione del presente Accordo vengono tenuti due conti: il conto amministrativo e il conto della scorta regolatrice.

ii) Le spese amministrative del Consiglio, ivi compresa la retribuzione del Presidente esecutivo, del Direttore, del Segretario e del personale vengono imputate al conto amministrativo

iii) Tutte le spese dovute unicamente a transazioni o a operazioni della scorta regolatrice, ivi comprese le spese derivanti dai prestiti, dalla messa in deposito, dalle commissioni e assicurazioni, e imputata dal Direttore al conto della scorta regolatrice.

iv) L'imputazione al conto della scorta regolatrice di qualsiasi altra categoria di spesa è determinata dal Presidente esecutivo.

b) Il Consiglio non e responsabile delle spese sostenute dai delegati presso il Consiglio o dai loro supplenti e consiglieri.

ARTICOLO 17.

(*Contributi in contanti - monete di pagamento*).

Il versamento in contanti dei paesi partecipanti nel conto amministrativo in virtù degli articoli 19 e 58, i versamenti in contanti dei paesi contribuenti nel conto della scorta regolatrice in virtù degli articoli 21, 22 e 23, i versamenti in contanti dal conto amministrativo ai paesi partecipanti in virtù dell'articolo 58 e i versamenti in contanti dal conto della scorta regolatrice ai paesi contribuenti in virtù degli articoli 21, 22, 23 e 25 sono calcolati in lire sterline e fatti in lire sterline o, a scelta del paese interessato, il loro controvalore può essere versato al tasso di cambio in vigore alla data del pagamento in qualsiasi moneta liberamente convertibile in lire sterline sul mercato dei cambi a Londra.

ARTICOLO 18.

(*Verifica dei conti*).

a) Il Consiglio nomina dei verificatori di conti che sono incaricati di verificare i suoi libri contabili.

b) Il Consiglio pubblica, al più presto possibile dopo la chiusura di ogni esercizio finanziario, il conto amministrativo e il conto della scorta regolatrice verificati da verificatori indipendenti, restando inteso che i conti della scorta regolatrice saranno pubblicati soltanto dopo un periodo di tre mesi successivo alla chiusura dell'esercizio finanziario cui si riferiscono.

CAPITOLO IX: IL CONTO AMMINISTRATIVO

ARTICOLO 19.

(*Il bilancio*).

a) Il Consiglio approverà, nella prima sessione ordinaria che terrà dopo l'entrata in vigore del presente Accordo, il bilancio dei contributi e delle spese corrispondenti al conto amministrativo per il periodo che intercorre tra la data dell'entrata in vigore del presente Accordo e la fine del primo esercizio finanziario. In seguito, esso approva un bilan-

cio annuo analogo per ogni esercizio finanziario. Qualora ad un momento qualsiasi nel corso di un esercizio finanziario, il saldo restante nel conto amministrativo appaia, a causa di circostanze impreviste che si sono verificate o che rischiano di verificarsi, insufficiente per far fronte alle spese amministrative del Consiglio, quest'ultimo può approvare il bilancio supplementare necessario per il resto di detto esercizio.

b) Sulla base dei bilanci menzionati al paragrafo *a*) del presente articolo, il Consiglio fissa in lire sterline il contributo al conto amministrativo di ogni paese partecipante che è tenuto a versare tutto il suo contributo al Consiglio appena viene informato della cifra stabilita. I paesi partecipanti che detengono 21 o più voti alla data della fissazione del loro contributo pagano ciascuno l'1 per cento del bilancio totale ed i paesi partecipanti che detengono 20 voti o meno alla data della fissazione del loro contributo pagano ciascuno i tre decimi dell'1 per cento del bilancio totale. Per quella parte del bilancio che non è finanziata mediante detti pagamenti, ogni paese partecipante versa per ciascun voto che detiene alla data della fissazione del suo contributo due millesimi dell'importo totale richiesto.

c) Ogni paese partecipante che entro i sei mesi successivi alla data in cui è stato informato dell'ammontare del suo contributo al conto amministrativo non ha provveduto al versamento, può essere privato del suo diritto di voto dal Consiglio. Se detto paese non ha versato il proprio contributo entro i 12 mesi che seguono la data dell'avviso, può essere privato dal Consiglio di ogni altro diritto che possiede in virtù dell'Accordo, restando inteso che, non appena ricevuta la somma del contributo dovuto, il Consiglio consentirà che il paese interessato eserciti nuovamente i diritti di cui esso fosse stato privato ai sensi del presente paragrafo.

CAPITOLO X: IL CONTO DELLA SCORTA REGOLATRICE

ARTICOLO 20.

(Costituzione della scorta regolatrice).

a) Sarà costituita una scorta regolatrice il cui importo totale sarà composto dei contributi versati dai paesi produttori conformemente alle disposizioni dell'articolo 21 e dai contributi versati dai paesi consumatori conformemente alle disposizioni dell'articolo 22.

b) Le risorse della scorta regolatrice possono essere completate mediante prestiti contratti sul mercato dei capitali e da disposizioni analoghe a quelle stipulate all'articolo 24.

c) Ai fini del presente articolo, ogni quota di un contributo versato in contanti è considerata equivalente alla quantità di stagno-metallo che avrebbe potuto essere acquistata al prezzo minimo esistente alla data in cui tale quota è stata richiesta conformemente alle disposizioni dell'articolo 21 o versata come contributo in applicazione dell'articolo 22.

ARTICOLO 21.

(Contributi dei paesi produttori).

a) i) I paesi produttori versano alla scorta regolatrice dei contributi o in contanti o in stagno-metallo o contemporaneamente di entrambi pari all'equivalente di 20.000 tonnellate di stagno-metallo; l'equivalente di 7.500 tonnellate di questo contributo è esigibile alla data di entrata in vigore del presente Accordo;

ii) Il Consiglio decide quale parte del contributo iniziale e dei contributi successivi sarà dovuta in contanti e quale in stagno-metallo;

iii) Fatte salve le disposizioni del comma *iv)*, i contributi iniziali verranno versati alla data della prima sessione ordinaria del Consiglio ai sensi del presente Accordo;

iv) I paesi produttori pagano la parte in contante di ogni contributo dovuto alla data fissata dal Consiglio e consegnano la parte dovuta in stagno-metallo nei tre mesi che seguono questa decisione;

v) Nonostante le disposizioni del comma *iii)*, il Consiglio può fissare in ogni momento la data o le date alle quali deve essere versato tutto o parte del saldo del contributo globale nonché l'ammontare dei versamenti. Il Consiglio può tuttavia autorizzare il Presidente esecutivo a chiedere tali versamenti con almeno quattordici giorni di preavviso;

vi) Se, in un momento qualsiasi, il Consiglio detiene nel conto della scorta regolatrice averi in contanti per un importo superiore al totale della somma dei contributi iniziali richiesti ai sensi del comma *i)* e di qualsiasi contributo aggiuntivo ricevuto ai sensi dell'articolo 22, il Consiglio può autorizzare il rimborso di tali eccedenze ai paesi produttori proporzionalmente ai contributi che essi avranno versati in virtù del presente articolo. Su richiesta di un paese produttore, l'ammontare del rimborso al quale esso ha diritto può essere mantenuto nella scorta regolatrice. I saldi che devono essere ancora versati sui contributi globali dovuti ai sensi del comma *i)* saranno maggiorati dell'ammontare di questi versamenti ma non dell'ammontare di ogni rimborso autorizzato, ma mantenuto nella scorta regolatrice.

b) I contributi dovuti ai sensi del paragrafo *a)* del presente articolo possono, se il paese contribuente interessato vi acconsente, essere effettuati mediante il trasferimento di stagno-metallo dalla scorta regolatrice costituita in virtù del quarto Accordo.

c) I contributi di cui al paragrafo *a)* del presente articolo vengono suddivisi tra i paesi produttori secondo le percentuali indicate all'allegato *A*, previo esame ed adeguamento nel corso della prima sessione ordinaria del Consiglio, conformemente al paragrafo *g)* dell'articolo 13.

d) i) Se, al momento dell'entrata in vigore del presente Accordo, o in un secondo tempo, un paese elencato nell'allegato *A* deposita uno strumento di ratifica, di approvazione o di accettazione dell'Accordo o uno strumento di adesione a quest'ultimo, o dichiara la sua intenzione di ratificare, di approvare o di accettare l'Accordo o di aderirvi, o se un paese consumatore ha cambiato categoria per diventare un paese

produttore conformemente all'articolo 6, il contributo di questo paese è determinato dal Consiglio secondo la percentuale indicata per questo paese all'allegato *A*;

ii) I contributi fissati conformemente alle disposizioni del comma *i*) saranno effettuati alla data del deposito dello strumento o alla data fissata dal Consiglio ai sensi del paragrafo *b*) dell'articolo 6;

iii) A questo riguardo, il Consiglio può decidere che alcuni rimborsi, il cui totale non sara superiore all'ammontare di qualsiasi contributo ricevuto in virtù del comma *i*), verranno fatti agli altri paesi produttori o paesi consumatori. Se il Consiglio decide che tali rimborsi devono essere fatti del tutto o in parte in stagno-metallo, esso può proporre le condizioni che ritiene necessarie. Su richiesta di un paese produttore, il rimborso al quale esso ha diritto può essere mantenuto nella scorta regolatrice.

e) *i*) Durante un periodo di controllo delle esportazioni, un paese produttore che, per versare un contributo ai sensi del presente articolo, desiderasse esportare quantità di stagno prelevate da scorte situate entro i confini del suo territorio, può chiedere al Consiglio l'autorizzazione di esportare le quantità desiderate in supplemento al quantitativo delle esportazioni autorizzate che gli fosse stato accordato in virtù dell'articolo 34;

ii) Il Consiglio esamina ogni richiesta così formulata e può approvarla alle condizioni che ritiene necessario imporre. Se tali condizioni vengono osservate e se il Consiglio ha ricevuto le prove che giudica necessarie per stabilire l'identità del metallo o dei concentrati esportati con lo stagno-metallo consegnato alla scorta regolatrice, le disposizioni dei paragrafi *b*) e *d*) dell'articolo 34 e del paragrafo *a*) dell'articolo 36 non sono applicabili a dette esportazioni.

f) I contributi di stagno-metallo possono essere accettati dal Direttore nei depositi ufficialmente autorizzati dalla Borsa dei metalli di Londra o in qualsiasi altro posto stabilito dal Consiglio. Le qualità di stagno consegnate sono qualità registrate presso la Borsa dei metalli di Londra e da essa riconosciute.

ARTICOLO 22.

(*Contributi addizionali*).

a) I paesi consumatori possono, a condizioni stabilite dal Consiglio, versare alla scorta regolatrice dei contributi in contanti o in stagno-metallo o in entrambi contemporaneamente, fino ad un importo addizionale equivalente a 20.000 tonnellate di stagno-metallo. Nonostante le condizioni che saranno state imposte in applicazione del presente paragrafo, il Consiglio può rimborsare al paese che ha versato un contributo alla scorta regolatrice in applicazione del presente paragrafo tutto o parte di tale contributo. Se il rimborso avviene in stagno-metallo, integralmente o parzialmente, il Consiglio può porre le condizioni che ritiene necessarie.

b) Ogni paese invitato alla Conferenza delle Nazioni Unite sullo stagno, 1975, può versare alla scorta regolatrice dei contributi in contanti o in stagno-metallo o di entrambi contemporaneamente, con ri-

serva dell'accordo del Consiglio e a condizioni che riguardano in particolare le modalità di rimborso. Questi contributi vengono ad aggiungersi ai contributi di cui al paragrafo *a*) dell'articolo 21 e al paragrafo *a*) del presente articolo.

c) Il Presidente esecutivo rende noto ai paesi partecipanti il ricevimento di ogni contributo ricevuto conformemente ai paragrafi *a*) e *b*) del presente articolo ed informa inoltre tutti i paesi non partecipanti che abbiano versato un contributo conformemente al paragrafo *b*) del presente articolo del ricevimento di qualsiasi contributo analogo.

d) Allo scadere di un termine di 30 mesi civili dopo l'entrata in vigore del presente Accordo, il Consiglio farà il bilancio dei risultati ottenuti concernenti i contributi addizionali di cui ai paragrafi *a*) e *b*) del presente articolo e potrà decidere di far convocare una conferenza di negoziazione nei sei mesi successivi alla data della decisione del Consiglio ai fini di emendare il presente Accordo, in tutto o in parte, mediante un Protocollo o qualsiasi altro strumento internazionale appropriato. Se prende questa decisione, il Consiglio chiederà al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite di convocare tale Conferenza di negoziazione.

ARTICOLO 23.

(*Penalità relative ai contributi*).

a) Il Consiglio stabilisce le penalità da applicare nei confronti dei paesi che non abbiano soddisfatto gli obblighi che incombono loro ai sensi del comma *v*) del paragrafo *a*) dell'articolo 21.

b) Se un paese produttore viene meno agli obblighi che gli incombono ai sensi dell'articolo 21, il Consiglio può privarlo interamente o parzialmente dei diritti e privilegi che il presente Accordo gli conferisce e può anche chiedere agli altri paesi produttori di colmare il disavanzo in contanti o in stagno-metallo, o in entrambi contemporaneamente.

c) Se una parte del disavanzo deve essere colmata in stagno-metallo, i paesi produttori che colmano questo disavanzo saranno autorizzati ad esportare le quantità richieste oltre al quantitativo delle esportazioni autorizzate che fosse stato loro concesso in virtù dell'articolo 34. Se il Consiglio ha ricevuto le prove che giudica necessarie per stabilire l'identità del metallo o dei concentrati esportati con lo stagno-metallo consegnato alla scorta regolatrice, le disposizioni dei paragrafi *b*) e *d*) dell'articolo 34 e del paragrafo *a*) dell'articolo 36 non sono applicabili a dette esportazioni.

d) Il Consiglio può, ad ogni momento e alle condizioni che esso stabilisce

i) Dichiarare che è stato ovviato alla mancanza;

ii) Ripristinare i diritti e i privilegi del paese interessato; e

iii) Rimborsare agli altri paesi produttori il contributo supplementare che essi hanno versato conformemente al paragrafo *b*) del presente articolo con un interesse il cui tasso sarà fissato dal Consiglio, tenuto conto dei tassi d'interesse praticati sul piano internazionale,

restando inteso che per la parte del contributo supplementare effettuato in stagno-metallo, l'interesse è calcolato sulla base di un prezzo adeguato dello stagno-metallo alla data della decisione presa dal Consiglio in applicazione del paragrafo *b*) del presente articolo su un mercato riconosciuto convenuto dal Consiglio. Se tali rimborsi o parte di essi sono effettuati in stagno-metallo, il Consiglio può porre le condizioni che ritiene necessarie.

ARTICOLO 24.

(*Prestiti contratti per la scorta regolatrice*).

a) Il Consiglio può, per le necessità della scorta regolatrice e con la garanzia dei « warrants » di stagno detenuti da detta scorta, contrarre prestiti per le somme che ritiene necessarie, restando inteso che l'importo massimo di tali prestiti nonché le modalità e condizioni alle quali essi sono concessi, saranno stati approvati a maggioranza dei suffragi espressi dai paesi consumatori e all'unanimità dei suffragi espressi dai paesi produttori.

b) Il Consiglio può, a maggioranza ripartita di due terzi, adottare ogni altra disposizione che ritiene opportuna ai fini di contrarre prestiti per le necessità della scorta regolatrice o per completare le risorse di quest'ultima.

c) Fatte salve le disposizioni del paragrafo *d*) del presente articolo, tutti gli oneri derivanti da tali prestiti e disposizioni sono imputati nel conto della scorta regolatrice, ma il Consiglio può decidere che i paesi partecipanti che non versano contributi possano partecipare al pagamento di detti oneri. Il Presidente esecutivo riferisce regolarmente al Consiglio in merito all'applicazione del presente paragrafo. L'applicazione del presente paragrafo è prevista in relazione alle disposizioni del paragrafo *d*) dell'articolo 22.

d) Nessun obbligo sarà imposto ad un paese partecipante in applicazione del presente articolo senza il consenso dello stesso.

e) Qualora le risorse finanziarie fossero messe direttamente a disposizione del Consiglio, il Consiglio può, a maggioranza ripartita dei due terzi, decidere di modificare gli importi stabiliti al paragrafo *a*) dell'articolo 21 e al paragrafo *a*) dell'articolo 22.

CAPITOLO XI : LIQUIDAZIONE DELLA SCORTA REGOLATRICE

ARTICOLO 25.

(*Procedura di liquidazione*).

a) Tutte le operazioni della scorta regolatrice previste agli articoli 28, 29, 30 e 31, oppure al paragrafo *b*) dell'articolo 26 cesseranno alla data in cui il presente accordo prenderà fine. Il Direttore non procederà più in seguito a nuovi acquisti di stagno-metallo e potrà vendere stagno-metallo soltanto se le disposizioni dei paragrafi *b*), *c*) o *i*) del presente articolo lo autorizzano.

b) A meno che il Consiglio non sostituisca altre disposizioni a quelle del presente articolo, il Direttore, per la liquidazione della scorta regolatrice, prenderà le misure previste ai paragrafi *c*), *d*), *e*), *f*), *g*), *h*), *i*) e *j*) del presente articolo.

c) Appena possibile dopo la scadenza del presente Accordo, il Direttore procederà a una stima di tutte le spese dovute alla liquidazione della scorta regolatrice, conformemente alle disposizioni del presente articolo e riservera, mediante prelievo sul saldo del conto della scorta regolatrice, la somma che ritiene sufficiente a coprire tali spese. Qualora il saldo del conto della scorta regolatrice non basti a coprire tali spese, il Direttore venderà la quantità di stagno-metallo necessaria per procurarsi i fondi supplementari di cui ha bisogno.

d) Fatte salve le condizioni menzionate nel presente Accordo e conformemente a queste ultime, la parte di ogni paese che contribuisce alla scorta regolatrice verrà rimborsata.

e) *i*) La parte di ogni paese contribuente sara fissata conformemente al paragrafo *f*) del presente articolo;

ii) Su richiesta di tutti i paesi contribuenti, il Consiglio dovrà modificare il paragrafo *f*) del presente articolo.

f) Per stabilire la parte di ogni paese che contribuisce alla scorta regolatrice, il Direttore procederà come segue :

i) I contributi alla scorta regolatrice di ogni paese contribuente ad esclusione di qualsiasi contributo o parte di contributo che sia stato versato conformemente all'articolo 22 e che sia stato rimborsato conformemente al medesimo articolo, saranno valutati; a tale scopo il valore di un contributo o parte di contributo effettuato in metallo da parte di un paese contribuente sarà calcolato al prezzo minimo praticato alla data in cui tale contributo è stato richiesto e verra aggiunto ai contributi totali versati in contanti da parte di detto paese;

ii) Il valore di tutto lo stagno-metallo detenuto dal Direttore alla data di scadenza del presente Accordo sarà calcolato sulla base di un prezzo appropriato dello stagno-metallo a questa data su un mercato riconosciuto convenuto dal Consiglio; dopo aver accantonato in riserva la somma di cui al paragrafo *c*) del presente articolo, l'importo di questo valore sara aggiunto al totale dei contanti da lui detenuti alla stessa data;

iii) Qualora il totale calcolato conformemente al comma *ii*) sia superiore alla somma totale di tutti i contributi versati alla scorta regolatrice da tutti i paesi contribuenti, calcolata conformemente al comma *i*), l'eccedenza sara ripartita tra i paesi contribuenti in proporzione dei contributi totali versati alla scorta regolatrice da ciascuno di essi, moltiplicati per il numero di giorni durante i quali essi erano rimasti a disposizione del Direttore sino alla scadenza del presente Accordo. A tale scopo, i contributi in stagno-metallo saranno valutati conformemente alle disposizioni del comma *i*) e ogni contributo individuale in metallo o in contanti sarà moltiplicato per il numero di giorni durante i quali esso è rimasto a disposizione del Direttore. Per calcolare il numero di giorni durante i quali un contributo è rimasto a disposizione del Direttore non sarà tenuto conto né del giorno in cui il contributo è stato da lui percepito né del giorno in cui scade il presente Accordo L'importo dell'eccedenza così attribuita ad ogni paese contri-

buente sarà aggiunto al totale dei contributi di tale paese, calcolato conformemente al comma *i*). Nella ripartizione di tale eccedenza, un contributo di un paese che è stato privato dei suoi diritti non sara considerato essere stato a disposizione del Direttore durante il periodo di privazione di detti diritti;

iv) Qualora il totale calcolato conformemente al comma *ii*) sia inferiore alla somma totale di tutti i contributi versati alla scorta regolatrice da parte di tutti i paesi contribuenti, il disavanzo sarà ripartito tra i paesi contribuenti in modo proporzionale ai loro contributi globali. L'importo del disavanzo addebitato ad ogni paese contribuente sara detratto dal totale dei contributi di detto paese; tali contributi saranno calcolati conformemente al comma *i*);

v) Il risultato dei calcoli di cui sopra sarà considerato, per ogni paese contribuente, come la parte di tale paese nella scorta regolatrice.

g) Fatte salve le disposizioni del paragrafo *c*) del presente articolo, ogni paese contribuente riceverà la parte che gli spetta dei fondi e dello stagno-metallo disponibili per ripartizione, conformemente al paragrafo *f*), rimanendo inteso che se un paese contribuente ha perso, conformemente agli articoli 19, 23, 36, 45, 46 o 56 una parte o la totalità dei suoi diritti a partecipare al prodotto della liquidazione, la sua parte nel rimborso sarà ridotta proporzionalmente e la rimanenza sara suddivisa tra gli altri paesi contribuenti proporzionalmente alla loro parte nella scorta regolatrice.

h) Il rapporto tra lo stagno-metallo e i contanti attribuiti conformemente alle disposizioni dei paragrafi *d*), *e*) e *g*) del presente articolo sarà lo stesso per ciascuno dei paesi contribuenti.

i) Ogni paese contribuente riceverà i contanti che gli sono attribuiti conformemente alla procedura enunciata al paragrafo *f*), cioè secondo i casi :

i) Lo stagno-metallo attribuito ad ogni paese partecipante potrà essergli trasferito mediante consegne di cui il Consiglio fisserà il numero e la periodicità nel corso di un periodo di tempo comunque non superiore a ventiquattro mesi; o

ii) Su richiesta del paese contribuente, la quantità di stagno corrispondente a questa o quella consegna potrà essere venduta e il prodotto netto della vendita versato a detto paese.

j) Quando la totalità dello stagno-metallo sarà stata liquidata conformemente alle disposizioni del paragrafo *i*) del presente articolo, il Direttore suddividerà tra i paesi contribuenti, secondo le proporzioni attribuite a ciascuno di essi conformemente al paragrafo *c*) del presente articolo, l'eventuale saldo della somma accantonata in riserva conformemente ai paragrafi *e*) e *f*) del presente articolo.

Articolo 26.

(*Liquidazione della scorta regolatrice e controllo delle esportazioni*).

a) Quando, conformemente alle disposizioni dell'articolo 32, fissa il quantitativo totale delle esportazioni autorizzate per un periodo di controllo qualsiasi, il Consiglio decide, tenendo conto dell'esame effettuato

per l'eventuale rinnovo del presente Accordo conformemente al paragrafo *c*) dell'articolo 57, se è necessario ridurre la quantità di stagno-metallo detenuta a tale data nella scorta regolatrice. In tal caso, il quantitativo totale delle esportazioni autorizzate potrà essere fissato al livello inferiore alla cifra alla quale il Consiglio, in altre circostanze, avrebbe fissato il quantitativo totale delle esportazioni autorizzate per il periodo suddetto che verrà deciso dal Consiglio.

b) Nel quadro delle istruzioni del Consiglio, il Direttore potrà prelevare dalla scorta regolatrice per venderli ad un prezzo qualsiasi ma non inferiore al prezzo minimo, delle quantità di stagno-metallo pari alle quantità di cui il Consiglio avrà ridotto, conformemente alle disposizioni del paragrafo *a*) del presente articolo, i quantitativi totali delle esportazioni autorizzate.

DISPOSIZIONI ECONOMICHE

CAPITOLO XII : PREZZO MINIMO E PREZZO MASSIMO

ARTICOLO 27.

(*Prezzo minimo e prezzo massimo*).

a) Ai fini del presente Accordo è istituito per lo stagno-metallo un prezzo minimo e un prezzo massimo che saranno espressi in dollari della Malaysia o in qualsiasi altra moneta che il Consiglio potrà decidere. Il margine tra i prezzo minimo e il prezzo massimo sara diviso in tre quote.

b) I prezzi minimo e massimo iniziali e le quote tra questi due prezzi saranno quelli che erano in vigore durante il quarto Accordo alla data di scadenza di detto Accordo.

c) Il Consiglio potrà, in una sessione qualsiasi, fissare i limiti di una qualunque delle quote di cui al paragrafo *a*) del presente articolo.

d) *i*) Nella prima sessione ordinaria che terrà dopo l'entrata in vigore del presente Accordo e sulla base di studi continui, in qualsiasi momento o conformemente alle disposizioni dell'articolo 31, il Consiglio esaminera se il prezzo minimo e il prezzo massimo siano tali da consentire il raggiungimento degli obiettivi dell'Accordo e potrà allora rivedere entrambi i prezzi o uno dei due. Se il Consiglio non fissa i nuovi prezzi minimi e massimi nella sua prima sessione ordinaria dopo l'entrata in vigore del presente Accordo, i prezzi minimi e massimi e le quote tra questi prezzi resteranno identici a quelli che saranno in vigore alla scadenza del quarto Accordo,

ii) Nel far ciò, il Consiglio terrà conto dell'evoluzione a breve termine e delle tendenze a medio termine della produzione di stagno, dei costi di produzione dello stagno e del livello della produzione e del consumo dello stagno dell'esistente capacità di produzione mine-

raria, dell'incidenza dei prezzi in vigore sul mantenimento di una capacità di produzione mineraria sufficiente per l'avvenire e di qualsiasi altro fattore pertinente che influenzi gli andamenti del prezzo dello stagno.

e) Il Consiglio pubblicherà, non appena possibile, i prezzi minimo o massimo riveduti, ivi compresi i prezzi provvisori o riveduti fissati conformemente all'articolo 31, nonché ogni revisione della divisione del margine.

CAPITOLO XIII : DIREZIONE DELLE OPERAZIONI DELLA SCORTA REGOLATRICE

ARTICOLO 28.

(Funzionamento della scorta regolatrice).

a) Conformemente all'articolo 12 e nell'ambito delle disposizioni del presente Accordo e delle istruzioni del Consiglio, il Direttore è responsabile dinnanzi al Presidente esecutivo del funzionamento della scorta regolatrice.

b) Ai fini del presente articolo, il prezzo del mercato dello stagno è il corso dello stagno sul mercato riconosciuto dal Consiglio alla scadenza del quarto Accordo o qualsiasi altro prezzo che il Consiglio puo decidere in qualsiasi momento.

c) Se il prezzo del mercato dello stagno

i) è pari o superiore al prezzo massimo, il Direttore, salvo istruzioni del Consiglio di operare diversamente e fatti salvi gli articoli 29 e 31, offrirà in vendita, al prezzo del mercato, su mercati riconosciuti, lo stagno di cui dispone, fino a quando il prezzo del mercato dello stagno scende al di sotto del prezzo massimo o fino ad esaurimento dello stagno di cui dispone;

ii) è situato nella parte superiore del margine che separa il prezzo minimo dal prezzo massimo, il Direttore può effettuare sui mercati riconosciuti delle operazioni al prezzo del mercato se è necessario per impedire al prezzo del mercato di salire troppo bruscamente. a condizione che tali operazioni si concludano con vendite nette di stagno;

iii) è situato nella parte mediana del margine che separa il prezzo minimo dal prezzo massimo, il Direttore può effettuare operazioni soltanto con un'autorizzazione speciale del Consiglio;

iv) è situato nella parte inferiore del margine che separa il prezzo minimo dal prezzo massimo, il Direttore può effettuare sui mercati riconosciuti delle operazioni al prezzo del mercato per impedire al prezzo del mercato di scendere troppo bruscamente, a condizione che tali operazioni si concludano con acquisti netti di stagno;

v) è pari o inferiore al prezzo minimo, il Direttore, se dispone di fondi necessari, salvo istruzioni del Consiglio di operare diversamente e fatte salve le disposizioni degli articoli 29 e 31, fa offerte di

acquisto su mercati riconosciuti al prezzo minimo fino a quando il prezzo del mercato dello stagno è superiore al prezzo minimo o fino ad esaurimento dei fondi di cui dispone.

d) Ai fini del presente articolo, i mercati riconosciuti sono reputati essere il mercato dello stagno degli stretti di Penang, la Borsa dei metalli di Londra e/o ogni altro mercato che il Consiglio puo riconoscere occasionalmente per il funzionamento della scorta regolatrice.

e) Il Direttore non può, ai sensi del paragrafo *c*) del presente articolo, effettuare operazioni a termine che non siano liquidate prima della data in cui scade il presente Accordo o prima di qualsiasi altra data dopo la scadenza del presente Accordo, secondo come deciderà il Consiglio.

ARTICOLO 29.

(*Limitazione o sospensione delle operazioni della scorta regolatrice*).

a) Nonostante le disposizioni dei commi *ii*) e *iv*) del paragrafo *c*) dell'articolo 28, il Consiglio può limitare o sospendere le operazioni a termine sullo stagno quando lo ritiene necessario per conseguire gli obiettivi del presente Accordo.

b) Nonostante le disposizioni dei commi *i*) e *v*) del paragrafo *c*) dell'articolo 28, il Consiglio, se è riunito in sessione, puo limitare o sospendere le operazioni della scorta regolatrice se ritiene che l'adempimento degli obblighi imposti al Direttore da detti commi non consenta di consegu re gli obiettivi del presente Accordo.

c) Quando il Consiglio non è riunito in sessione, il Presidente esecutivo ha il potere di limitare o di sospendere le operazioni in virtù del paragrafo *b*) del presente articolo.

d) Il Presidente esecutivo può in ogni momento revocare la limitazione o la sospensione decisa in virtù del paragrafo *c*) del presente articolo.

e) Il Presidente esecutivo, immediatamente dopo aver deciso di limitare o di sospendere le operazioni della scorta regolatrice in virtù del paragrafo *c*) del presente articolo, convoca una sessione del Consiglio allo scopo di esaminare questa decisione. Detta sessione si svolge entro un termine di quattordici giorni a decorrere dalla data della limitazione o della sospensione.

f) Il Consiglio può confermare o revocare ogni limitazione o sospensione decise in virtù del paragrafo *c*) del presente articolo. Se il Consiglio non prende una decisione, le operazioni della scorta regolatrice riprendono o continuano senza limitazione, conformemente alle disposizioni dell'articolo 28.

g) Fino a quando una limitazione o una sospensione delle operazioni della scorta regolatrice, decise in virtù del presente articolo, rimane in vigore, il Consiglio deve riesaminare questa decisione ad intervalli non superiori a sei settimane. Se nel corso di una sessione organizzata a tale scopo il Consiglio non si pronuncia per il mantenimento della limitazione o della sospensione, le operazioni della scorta regolatrice riprendono.

ARTICOLO 30.

(Altre operazioni della scorta regolatrice).

a) Il Consiglio può autorizzare il Direttore ad acquistare stagno proveniente da una scorta governativa non commerciale o a vendere stagno a tale scorta o per conto di questa. Il Consiglio può anche autorizzare il Direttore ad acquistare stagno dai Paesi contribuenti alla scorta regolatrice del quarto Accordo sulla loro parte della liquidazione della scorta regolatrice conformemente a detto Accordo. Le disposizioni del paragrafo *c)* dell'articolo 28 non sono applicabili all'acquisto o alla vendita di stagno per i quali un'autorizzazione è stata data conformemente alle disposizioni del presente paragrafo.

b) Nonostante le disposizioni degli articoli 28 e 29, il Consiglio può autorizzare il Direttore, qualora quest'ultimo non disponga di fondi sufficienti per far fronte alle spese di esecuzione risultanti dalle sue operazioni, a vendere al prezzo corrente le quantità di stagno necessarie per coprire tali spese.

ARTICOLO 31.

(La scorta regolatrice e le modifiche dei tassi di cambio).

a) Il Presidente esecutivo può, di sua iniziativa, o deve, su richiesta di un paese partecipante, convocare immediatamente il Consiglio per esaminare i prezzi minimi e massimi se egli o il Paese partecipante ritengono, a seconda dei casi, che delle modifiche dei tassi di cambio rendano tale revisione necessaria. Le sessioni di cui al presente paragrafo possono essere convocate con un preavviso inferiore a sette giorni.

b) Nelle circostanze previste al paragrafo *a)* del presente articolo, il Presidente esecutivo può, in attesa della sessione del Consiglio di cui sopra, limitare o sospendere provvisoriamente le operazioni della scorta regolatrice se detta limitazione o sospensione gli sembrano necessarie per impedire che il Direttore compri o venda stagno in quantità che rischiano di compromettere il conseguimento delle finalità dell'Accordo.

c) Una limitazione o una sospensione delle operazioni della scorta regolatrice in applicazione del presente articolo, può essere confermata, emendata o revocata dal Consiglio. Se il Consiglio non prende alcuna decisione, le operazioni della scorta regolatrice riprendono qualora esse siano state limitate o sospese.

d) Entro trenta giorni a decorrere dalla sua decisione di confermare, emendare o revocare una limitazione o una sospensione delle operazioni della scorta regolatrice in applicazione del presente articolo, il Consiglio esamina l'opportunità di fissare prezzi minimi e massimi provvisori e può fissare questi prezzi. Se il Consiglio non fissa prezzi minimi e massimi provvisori in applicazione del presente paragrafo, restano in vigore i prezzi minimi e massimi esistenti fatte salve le disposizioni del paragrafo *f)* del presente articolo.

e) Entro un termine di novanta giorni a decorrere dalla data alla quale ha fissato i prezzi minimo e massimo provvisori, il Consiglio li

riprende in considerazione e può fissare nuovi prezzi minimi e massimi. Se il Consiglio non fissa nuovi prezzi minimi e massimi in applicazione del presente paragrafo, i prezzi minimi e massimi provvisori restano in vigore.

f) Se il Consiglio non fissa prezzi minimi e massimi provvisori conformemente alle disposizioni del paragrafo *d*) del presente articolo, esso può nel corso di qualsiasi ulteriore sessione determinare l'entità dei prezzi minimi e massimi.

g) Le operazioni della scorta regolatrice riprendono, conformemente alle disposizioni dell'articolo 28, sulla base dei prezzi minimi e massimi che saranno stati fissati conformemente alle disposizioni dei paragrafi *d*), *e*) o *f*) del presente articolo, a seconda dei casi.

CAPITOLO XIV : CONTROLLO DELLE ESPORTAZIONI

ARTICOLO 32.

(Modalità del controllo delle esportazioni).

a) Il Consiglio può occasionalmente fissare le quantità di stagno che possono essere esportate dai Paesi produttori conformemente al presente articolo e può dichiarare un periodo di controllo; con la stessa decisione fissa il quantitativo totale delle esportazioni autorizzate per detto periodo di controllo. Nel determinare tale quantitativo, il Consiglio tiene conto delle stime di produzione e di consumo effettuate in applicazione del paragrafo *a*) dell'articolo 9, delle quantità di metallo e di contanti detenute nella scorta regolatrice, del volume, della disponibilità e dell'evoluzione probabile delle altre scorte di stagno, del commercio dello stagno, e del prezzo corrente dello stagno-metallo e di ogni altro fattore pertinente.

b) Il Consiglio deve inoltre adeguare l'offerta alla domanda in modo da mantenere il prezzo dello stagno-metallo tra il prezzo minimo e il prezzo massimo. Il Consiglio cerca anche di mantenere disponibili nella scorta regolatrice quantità sufficienti di stagno-metallo e di contanti per correggere qualsiasi differenza che dovesse presentarsi tra l'offerta e la domanda.

c) La limitazione delle esportazioni in virtù del presente Accordo durante ogni periodo di controllo è subordinata ad una decisione del Consiglio; nessuna limitazione delle esportazioni è applicata durante un qualsiasi periodo a meno che il Consiglio abbia dichiarato tale periodo come periodo di controllo e non abbia fissato per esso un quantitativo totale di esportazioni autorizzate.

d) Il Consiglio può dichiarare periodi di controllo e fissare quantitativi totali di esportazioni autorizzate, nonostante la limitazione o la sospensione delle operazioni della scorta regolatrice conformemente alle disposizioni degli articoli 29 o 31.

e) Un quantitativo totale di esportazioni autorizzate, fissate in precedenza ai sensi del paragrafo *a*) del presente articolo, può essere au-

mentato ma non diminuito dal Consiglio nel corso del periodo di controllo al quale si riferisce.

f) Quando il Consiglio, conformemente alle disposizioni del paragrafo *a*) del presente articolo, ha dichiarato un periodo di controllo e fissato il quantitativo totale delle esportazioni autorizzate per detto periodo, esso puo contemporaneamente invitare ogni paese che sfrutta nel suo territorio o nei suoi territori miniere di stagno, ad applicare durante detto periodo alle esportazioni di stagno che esso effettuerà sulla sua produzione, una limitazione la cui entità sara stabilita di comune accordo tra il Consiglio e il paese interessato. Il Consiglio può anche consultarsi con i paesi consumatori di stagno per rendere più efficace il controllo degli approvvigionamenti di stagno sui mercati internazionali.

ARTICOLO 33.

(*Periodi di controllo*).

a) I periodi di controllo corrispondono a trimestri, rimanendo inteso che, ogni volta che la limitazione delle esportazioni è stabilita per la prima volta nel corso della durata di applicazione del presente Accordo o e nuovamente stabilita dopo un intervallo durante il quale le esportazioni non sono state limitate, il Consiglio può dichiarare periodo di controllo qualsiasi periodo non superiore a cinque mesi e non inferiore a due mesi, con scadenza il 31 marzo, il 30 giugno, il 30 settembre o il 31 dicembre.

b) Il Consiglio dichiara un periodo di controllo soltanto se ritiene che il quantitativo della scorta regolatrice sarà probabilmente, all'inizio del predetto periodo, di almeno 10.000 tonnellate di stagno-metallo, salvo che :

i) Se è dichiarato un periodo di controllo per la prima volta dopo un intervallo nel corso del quale non era in vigore alcuna limitazione delle esportazioni, il quantitativo fissato ai fini del presente paragrafo e di 5.000 tonnellate e che

ii) Il Consiglio, a maggioranza ripartita dei due terzi può, per ogni periodo di controllo, riesaminare le quantità richieste di 10.000 o 5.000 tonnellate, a seconda dei casi, per tener conto della capacità totale della scorta regolatrice in tale momento.

c) Un quantitativo totale di esportazioni autorizzate divenuto effettivo non cessa di esserlo per tutta la durata del periodo di controllo cui si riferisce soltanto per il motivo che gli averi della scorta regolatrice sono diventati inferiori al quantitativo minimo di stagno-metallo previsto al paragrafo *b*) del presente articolo o a qualsiasi altro quantitativo che gli fosse stato sostituito, conformemente a detto paragrafo.

d) Il Consiglio può annullare un periodo di controllo dichiarato prima della sua entrata in vigore o porvi fine mentre e in corso. Questo periodo non sara considerato periodo di controllo ai fini del paragrafo *f*) dell'articolo 32 e dei commi *ii*), *iii*) e *iv*) del paragrafo *a*) dell'articolo 36.

e) Nonostante le disposizioni del presente articolo, se, in virtù del quarto Accordo, e stato fissato un quantitativo totale di esportazioni

autorizzate per l'ultimo trimestre del periodo di applicazione di detto Accordo ed è ancora in vigore al momento della scadenza di tale Accordo :

i) Si riterrà che un periodo di controllo con inizio alla data di entrata in vigore del presente Accordo sia stato dichiarato in virtù del presente Accordo;

ii) Il quantitativo totale delle esportazioni autorizzate per detto periodo di controllo sara allo stesso livello trimestrale di quello che è stato fissato in virtù del quarto Accordo per l'ultimo trimestre del periodo di applicazione di detto Accordo a meno che e sino a quando tale quantitativo venga modificato dal Consiglio conformemente alle disposizioni dell'articolo 32 :

rimanendo inteso che, se, al momento della prima sessione ordinaria tenuta dal Consiglio conformemente al presente Accordo, il quantitativo detenuto nella scorta regolatrice è inferiore a 10.000 tonnellate, il Consiglio esaminera la situazione durante la sua prima sessione ordinaria e che se non verra adottata la decisione di prorogare il periodo di controllo, il periodo in questione cessera di essere periodo di controllo.

ARTICOLO 34.

(*Ripartizione del quantitativo totale delle esportazioni autorizzate*).

a) Il quantitativo totale delle esportazioni autorizzate per un periodo qualsiasi di controllo è suddiviso tra i paesi produttori proporzionalmente alla cifra della loro produzione o delle loro esportazioni, secondo il caso, per i quattro ultimi trimestri consecutivi che hanno preceduto il periodo di controllo e che non sono stati dichiarati periodo di controllo. Nella ripartizione del quantitativo totale delle esportazioni autorizzate effettuata conformemente al presente paragrafo, il Consiglio tiene debitamente conto di tutte le circostanze di cui alla regola 6 dell'allegato *F* o di tutte le circostanze definite eccezionali da un paese produttore in applicazione della regola 9 dell'allegato *F*, e puo, con il consenso degli altri paesi produttori, utilizzare per il paese interessato la cifra della sua produzione o delle sue esportazioni, secondo il caso, per un altro periodo determinato dal Consiglio.

b) *i*) Nonostante le disposizioni del paragrafo *a*) del presente articolo, il Consiglio può, con l'accordo di un paese produttore, ridurre la parte di detto paese nel quantitativo totale delle esportazioni autorizzate e ridistribuire l'importo della riduzione tra gli altri paesi produttori proporzionalmente alle percentuali di questi paesi o, se le circostanze lo richiedono, diversamente;

ii) La quantità di stagno determinata secondo le disposizioni del comma *i*) per ogni paese produttore durante un periodo qualsiasi di controllo e, ai fini del presente articolo, considerato costituire il quantitativo delle esportazioni autorizzate per questo paese durante detto periodo di controllo

c) Ogni paese produttore prende le misure che possono rivelarsi necessarie per fare osservare le disposizioni del presente articolo e assicurarne l'applicazione in modo che le sue esportazioni corrispondano il piu esattamente possibile al quantitativo delle sue esportazioni autorizzate durante ogni periodo di controllo.

d) *i*) Se un paese produttore ritiene di non essere verosimilmente in grado di esportare durante un qualsiasi periodo di controllo la quantità di stagno che il quantitativo delle sue esportazioni autorizzate gli consente di esportare nel corso di detto periodo di controllo, esso è tenuto a fare al Consiglio una dichiarazione a tale scopo, il più presto possibile e al più tardi entro i due mesi dell'anno civile successivi alla data in cui detto quantitativo è diventato effettivo;

ii) Se il Consiglio ha ricevuto una tale dichiarazione o se ritiene che un paese produttore non sia verosimilmente in grado di esportare, durante un periodo qualsiasi di controllo, la quantità di stagno che il quantitativo delle sue esportazioni autorizzate gli consente di esportare, il Consiglio può prendere le misure che a suo parere garantiranno l'esportazione effettiva del quantitativo totale richiesto dalle esportazioni autorizzate.

e) Ai fini del presente articolo, il Consiglio puo decidere che le esportazioni di stagno di un paese produttore comprendano lo stagno contenuto in una materia qualunque proveniente dalla produzione mineraria di detto paese.

ARTICOLO 35.

(*Luogo di esportazione*).

Si ritiene che lo stagno sia stato esportato se, per un paese di cui all'allegato *C*, le formalità indicate in detto allegato e inerenti al nome del paese considerato sono state adempiute, rimanendo inteso che :

i) Il Consiglio puo periodicamente rivedere l'allegato *C* con il consenso del paese interessato e tale revisione prende effetto come se essa fosse stata inclusa nel predetto allegato;

ii) Se un paese produttore esporta stagno in condizioni diverse da quelle considerate all'allegato *C*, il Consiglio decide se ritenere che tale stagno sia stato esportato ai fini del presente Accordo e, in caso affermativo, fissa la data in cui si presume che tale esportazione abbia avuto luogo.

ARTICOLO 36.

(*Penalità relative al controllo delle esportazioni*).

a) *i*) Le esportazioni nette di stagno di ciascun paese produttore durante ogni periodo di controllo sono limitate, salvo disposizione contraria del presente Accordo, al quantitativo delle esportazioni autorizzate del predetto paese durante tale periodo di controllo;

ii) Se, nonostante le disposizioni del comma *i*), le esportazioni nette di stagno di un paese produttore durante un periodo di controllo superano di più del 5 per cento il quantitativo delle sue esportazioni autorizzate per detto periodo di controllo, il Consiglio può esigere che tale paese versi alla scorta regolatrice un contributo supplementare non superiore alla quantità delle sue esportazioni eccedenti il quantitativo delle esportazioni autorizzate. Tale contributo viene effettuato, a scelta

del Consiglio, sotto forma di stagno-metallo, oppure in contanti, oppure in stagno-metallo e contanti nelle proporzioni decise dal Consiglio. e anteriormente alla data o alle date fissate dal Consiglio. La parte del contributo eventualmente versata in contanti è calcolata al prezzo minimo in vigore alla data della decisione del Consiglio. La parte del contributo eventualmente versata in forma di stagno-metallo e compresa nel quantitativo delle esportazioni autorizzate di tale paese per il periodo di controllo nel corso del quale viene effettuato detto contributo e non costituisce un supplemento del quantitativo summenzionato;

iii) Se, nonostante le disposizioni del comma *i*), il totale delle esportazioni nette di un paese produttore durante quattro periodi di controllo successivi compreso, se del caso, il periodo di controllo di cui al comma *ii*), supera di più dell'1 per cento il totale delle sue esportazioni autorizzate per tali periodi, il quantitativo delle esportazioni autorizzate di questo paese può, durante ciascuno dei quattro periodi di controllo susseguenti, essere ridotto di un quarto del quantitativo totale esportato in eccesso, oppure, se il Consiglio decide in tal senso, di ogni frazione superiore ad un quarto ma che non superi la metà. Tale riduzione prende effetto durante il periodo di controllo successivo a quello nel corso del quale il Consiglio ha preso la decisione e a decorrere da esso;

iv) Se dopo i summenzionati quattro periodi di controllo successivi durante i quali il totale delle esportazioni nette di stagno di un paese è stato superiore al quantitativo delle sue esportazioni autorizzate come indicato nel comma *iii*), il totale delle esportazioni nette di stagno di tale paese, durante altri quattro periodi di controllo successivi qualsiasi, che non comprenderanno nessuno dei periodi di controllo di cui al comma *iii*), supera il totale dei quantitativi di esportazioni autorizzate per i predetti quattro periodi di controllo, il Consiglio puo, oltre alla riduzione imposta al quantitativo delle esportazioni autorizzate di questo paese conformemente alle disposizioni del comma *iii*), dichiarare detto paese decaduto in una parte dei suoi diritti a partecipare alla liquidazione della scorta regolatrice; tale parte, la prima volta, non può superare la metà dei diritti di partecipazione in questione. Il Consiglio puo in qualsiasi momento e alle condizioni che esso determina, restituire a tale paese la parte dei diritti che gli sono stati tolti;

v) Il paese produttore che ha esportato una quantità di stagno superiore al suo quantitativo di esportazioni autorizzate e al quantitativo autorizzato da altre disposizioni del presente articolo deve prendere entro brevi termini tutte le opportune disposizioni per ovviare alla sua infrazione all'Accordo Il fatto di non aver preso dette disposizioni o qualsiasi ritardo in proposito è preso in considerazione dal Consiglio quando decide in merito alle misure da prendere in applicazione del presente paragrafo.

b) Ai fini dei commi *ii*), *iii*) e *iv*) del paragrafo *a*) del presente articolo, tutti i periodi di controllo per i quali sono stati fissati quantitativi totali di esportazioni autorizzate, tutte le quantità esportate in eccedenza di detti quantitativi di esportazioni auorizzate e ogni penalità imposta ai sensi dell'articolo 33 del quarto Accordo, saranno, a decorrere dalla data di entrata in vigore del presente Accordo, considerati come fissati, esportati o imposti in virtù del presente articolo

ARTICOLO 37.

(*Esportazioni speciali*).

a) In qualsiasi momento il Consiglio, dopo aver dichiarato un periodo di controllo, puo, a maggioranza ripartita dei due terzi, autorizzare l'esportazione (qui di seguito denominata « esportazione speciale ») di una quantità determinata di stagno in supplemento al quantitativo menzionato al paragrafo *a*) dell'articolo 34 a condizione che esso consideri :

i) che l'esportazione speciale prevista è destinata ad essere versata ad una scorta governativa e

ii) che l'esportazione speciale prevista non sara verosimilmente impiegata a fini commerciali o industriali per tutta la durata di applicazione del presente Accordo.

b) A maggioranza ripartita dei due terzi, il Consiglio puo sottoporre le esportazioni speciali alle condizioni che ritiene necessarie.

c) Se sono soddisfatte le condizioni di cui all'articolo 39 e le condizioni imposte dal Consiglio ai sensi del paragrafo *b*) del presente articolo, non si tiene conto delle esportazioni speciali quando sono applicate le disposizioni dei paragrafi *b*) e *d*) dell'articolo 34 e del paragrafo *a*) dell'articolo 36.

d) A maggioranza ripartita dei due terzi, il Consiglio può modificare in qualsiasi momento le condizioni di cui al paragrafo *a*) del presente articolo; resta inteso che detta modifica non deve pregiudicare nessuna delle operazioni effettuate da un paese in virtù di una autorizzazione ricevuta, ne le condizioni gia imposte ai sensi del paragrafo *b*) del presente articolo.

ARTICOLO 38.

(*Depositi speciali*).

a) Un paese produttore puo effettuare in qualsiasi momento, previo accordo del Consiglio, depositi speciali di stagno-metallo presso il Direttore. Un deposito speciale non si considera parte della scorta regolatrice; esso non è a disposizione del Direttore.

b) Se un paese produttore ha informato il Consiglio della propria intenzione di effettuare un deposito speciale di stagno-metallo proveniente dal suo territorio, esso è autorizzato, purché fornisca le prove che il Consiglio può ritenere necessarie per stabilire l'identità del metallo o dei concentrati da convertire in stagno-metallo che forma oggetto del deposito speciale, ad esportare tale metallo o tali concentrati in supplemento al quantitativo delle esportazioni autorizzate concessogli ai sensi dell'articolo 34; le disposizioni dei paragrafi *b*) e *d*) dell'articolo 34 e del paragrafo *a*) dell'articolo 36 non sono applicabili a dette esportazioni purché il suddetto paese produttore si sia attenuto alle disposizioni dell'articolo 39.

c) Il Direttore accetta i depositi speciali soltanto in determinati luoghi che ritiene opportuni.

d) Il Presidente esecutivo avvisa i paesi partecipanti di aver ricevuto tali depositi speciali, ma non prima che siano trascorsi tre mesi dalla data dell'avvenuto deposito.

e) Un paese produttore che abbia effettuato un deposito speciale di stagno-metallo può procedere al ritiro totale o parziale di tale deposito per raggiungere in tutto o in parte il proprio quantitativo di esportazioni autorizzate per un periodo qualsiasi di controllo. In questo caso, il quantitativo ritirato dal deposito speciale si considera esportato ai fini dell'articolo 33 durante il periodo di controllo durante il quale il ritiro è stato effettuato.

f) Durante ogni trimestre che non sia stato dichiarato periodo di controllo, un deposito speciale resta a disposizione del paese che lo ha effettuato, fatte salve unicamente le disposizioni del paragrafo *h)* dell'articolo 39.

g) Tutte le spese derivanti da un deposito speciale spettano al paese che lo ha effettuato e non sono a carico del Consiglio.

ARTICOLO 39.

(Scorte nei paesi produttori).

a) i) Le scorte di stagno di un paese produttore che non siano state esportate ai sensi della definizione che l'allegato *C* dà per tale paese non possono superare in nessun momento, durante un periodo di controllo, il quantitativo indicato per tale paese nell'allegato *D*;

ii) Tali scorte non comprendono lo stagno in corso di trasporto tra la miniera e il luogo di esportazione come definito all'allegato *C*;

iii) Il Consiglio può modificare l'allegato *D*; qualora, tuttavia, esso aumenti in tal modo il quantitativo indicato nell'allegato *D* per un determinato paese, puo imporre condizioni relative al periodo e alla esportazione ulteriore di tali quantità addizionali.

b) Qualsiasi aumento della proporzione autorizzata ai sensi del paragrafo *a)* dell'articolo 36 del quarto Accordo e ancora vigente alla scadenza del detto Accordo, nonché tutte le condizioni imposte in merito, si considerano come autorizzate o imposte dal presente Accordo, salvo decisione contraria presa dal Consiglio nei sei mesi successivi all'entrata in vigore del presente Accordo.

c) Qualsiasi deposito speciale effettuato conformemente alle disposizioni dell'articolo 38 viene detratto dall'importo delle scorte che, in virtù del presente articolo, possono sussistere nel paese produttore interessato durante un periodo di controllo.

d) i) Se in uno qualsiasi dei paesi produttori di cui all'allegato *E*, il minerale di stagno è necessariamente estratto dal suo giacimento naturale contemporaneamente agli altri minerali citati in tale allegato e se, pertanto, la limitazione delle scorte prescritte al paragrafo *a)* del presente articolo pone senza alcun motivo valido dei limiti all'estrazione di questi altri minerali, detto paese può tenere scorte supplementari di concentrati di stagno purché il suo governo certifichi che tale stagno è stato estratto esclusivamente in associazione con questi altri minerali e che esso resta effettivamente in tale paese; resta inteso che in nessun momento la relazione tra la scorta supplementare e il

quantitativo totale degli altri minerali estratti supererà la proporzione indicata all'allegato *E*;

ii) Salvo consenso del Consiglio, l'esportazione di tali scorte supplementari può iniziare solo dopo la liquidazione di tutto lo stagno-metallo della scorta regolatrice; in seguito tali scorte possono essere esportate soltanto in ragione di un quarantesimo del totale, ovvero di duecentocinquanta tonnellate, secondo la più elevata di tali due cifre, per trimestre.

e) I paesi di cui all'allegato *D* o all'allegato *E* fissano, consultandosi con il Consiglio, le norme applicabili al mantenimento, alla protezione e al controllo di tutte le scorte supplementari la cui costituzione sia stata approvata conformemente al presente articolo.

f) Con l'accordo del paese produttore interessato, il Consiglio può modificare gli allegati *D* e *E*.

g) Ogni paese produttore trasmette al Consiglio, ad intervalli stabiliti da quest'ultimo, relazioni concernenti le scorte di stagno presenti nel suo territorio che non sono state esportate ai sensi della definizione che l'allegato *C* dà per tale paese. Queste relazioni non comprendono lo stagno in corso di trasporto tra la miniera e il luogo di esportazione come definito all'allegato *C*. Esse indicano separatamente le scorte possedute in virtù delle disposizioni del paragrafo *d*) del presente articolo.

h) Ogni paese che possiede depositi speciali in virtù dell'articolo 38 o che sia autorizzato ad aumentare i propri quantitativi in applicazione delle disposizioni del paragrafo *a*) del presente articolo comunicherà al Consiglio, non oltre dodici mesi prima della scadenza del presente Accordo, le misure che esso prevede di adottare per smerciare tali depositi speciali ed esportare tutto o parte di questi quantitativi aumentati, senza includere però le scorte supplementari la cui esportazione è disciplinata dalle disposizioni del paragrafo *d*) del presente articolo; esso consulterà il Consiglio onde trovare il mezzo migliore per effettuare le esportazioni senza disorganizzare, nei limiti del possibile, il mercato dello stagno e conformemente alle disposizioni concernenti la liquidazione della scorta regolatrice in virtù dell'articolo 26. Il paese produttore in causa terrà debitamente conto delle raccomandazioni del Consiglio.

CAPITOLO XV : PENURIA DI STAGNO

Articolo 40.

(*Misure da adottare in caso di penuria di stagno*).

a) Qualora, in un qualsiasi momento in cui il prezzo si trovi nella quota superiore o al di sotto, il Consiglio ritenga che esista o che rischi di prodursi una grave penuria di stagno, il Consiglio :

i) può, in applicazione del paragrafo *a*) dell'articolo 32 e del paragrafo *d*) dell'articolo 33, porre fine al controllo delle esportazioni eventualmente in vigore e raccomandare il livello che le scorte non dovrebbero superare; e

ii) raccomanda ai paesi partecipanti di adottare ogni misura che possa assicurare l'aumento più rapido possibile dei quantitativi di stagno che essi possono mettere a disposizione.

b) Il Consiglio fissa il periodo di tempo durante il quale le misure prescritte nel presente articolo resteranno in vigore; questi periodi di tempo corrispondono a trimestri, restando inteso che quando le misure considerate sono applicate per la prima volta ai sensi del presente Accordo o lo sono nuovamente dopo un intervallo nel corso del quale non vi è stata penuria riconosciuta, il Consiglio può dichiarare periodo di applicabilità di dette misure qualsiasi periodo non superiore a cinque mesi e non inferiore a un mese che scade il 31 marzo, il 30 giugno, il 30 settembre o il 31 dicembre.

c) Il Consiglio può annullare le misure prese in applicazione del presente articolo prima della loro entrata in vigore o revocarle nel corso dell'esecuzione o prorogarle di trimestre in trimestre.

d) Viste le stime della produzione e del consumo effettuate dal Consiglio ai sensi del paragrafo a) dell'articolo 9, e tenuto conto delle quantità di stagno-metallo e di contanti detenuti nella scorta regolatrice, nonché di ogni altro fattore pertinente, in particolare del grado di utilizzazione della capacità di produzione, della disponibilità di altre scorte di stagno e della tendenza dei prezzi correnti, il Consiglio procede a tutti gli studi atti a permettergli di valutare la domanda e le disponibilità totali di stagno per il periodo di penuria dichiarata e i periodi ulteriori che esso determinerà.

e) Il Consiglio può, alla maggioranza ripartita dei due terzi, invitare i paesi partecipanti a prendere insieme ad esso disposizioni in grado di garantire ai paesi consumatori un'equa ripartizione degli approvvigionamenti di stagno disponibili.

f) Il Consiglio può rivolgere raccomandazioni ai paesi produttori in merito alle misure appropriate, che non siano incompatibili con gli accordi internazionali sul commercio, al fine di garantire che, in caso di penuria, venga data la preferenza sugli approvvigionamenti di stagno disponibili ai paesi consumatori che partecipano al presente Accordo.

g) Il Consiglio, durante ciascuna delle sessioni che terrà durante il periodo di validità del presente articolo, esaminerà il risultato delle misure prese in applicazione di detto articolo dopo l'ultima sessione.

ALTRE DISPOSIZIONI

CAPITOLO XVI : DISPOSIZIONI VARIE

ARTICOLO 41.

(Obblighi generali dei membri).

a) Per tutta la durata d'applicazione del presente Accordo, i paesi partecipanti faranno i massimi sforzi per favorire la realizzazione degli obiettivi dell'Accordo e collaboreranno a tal fine.

b) I paesi partecipanti accettano di considerarsi vincolati da tutte le decisioni che il Consiglio adotterà in applicazione del presente Accordo.

c) Fatta salva la portata generale del paragrafo *a*) del presente articolo, i paesi partecipanti osserveranno in particolare le seguenti condizioni:

i) Fino a quando saranno disponibili approvvigionamenti sufficienti di stagno per soddisfare completamente le proprie necessità, essi non dovranno vietare o limitare l'impiego dello stagno ad utilizzazioni finali determinate, tranne in circostanze in cui tali divieti o restrizioni non saranno incompatibili con altri accordi internazionali sul commercio;

ii) Essi creeranno condizioni favorevoli al passaggio della produzione di stagno dalle imprese a reddito minimo alle imprese a reddito maggiore;

iii) Essi favoriranno il mantenimento delle risorse naturali di stagno, impedendo l'abbandono prematuro dei giacimenti.

ARTICOLO 42.

(*Eque norme di lavoro*).

I paesi partecipanti dichiarano che, per evitare l'abbassamento del tenore di vita e l'instaurazione nel commercio mondiale di condizioni di sleale concorrenza, essi avranno cura di garantire nell'industria dello stagno eque norme di lavoro.

ARTICOLO 43.

(*Liquidazione delle scorte di stagno costituite a fini non commerciali*).

a) Un paese partecipante che desideri liquidare scorte di stagno costituite a fini non commerciali deve consultare in proposito il Consiglio con sufficiente preavviso.

b) Quando un paese partecipante comunica la propria intenzione di liquidare scorte di stagno costituite a fini non commerciali, il Consiglio inizia senza indugio consultazioni ufficiali in merito con il paese interessato, per garantire la corretta applicazione delle disposizioni del paragrafo *d*) del presente articolo.

c) Il Consiglio esamina periodicamente lo stato delle operazioni di liquidazione e può rivolgere raccomandazioni al paese partecipante che le effettua. Il paese partecipante in questione tiene debitamente conto delle raccomandazioni del Consiglio.

d) Le operazioni di liquidazione delle scorte costituite a fini non commerciali sono effettuate tenendo debitamente conto della necessità di proteggere per quanto possibile i produttori, i trasformatori ed i consumatori di stagno dalla disorganizzazione dei loro mercati abituali e dalle conseguenze pregiudizievoli che la liquidazione può avere sull'investimento di capitali destinati alla ricerca e allo sfruttamento di

nuove fonti di approvvigionamento, nonché sulla prosperità e l'espansione dell'industria mineraria dello stagno nei paesi produttori. Gli importi e la durata delle operazioni di liquidazione saranno tali da non ostacolare indebitamente nei paesi produttori la produzione e l'occupazione nell'industria dello stagno e da non ledere gravemente l'economia dei paesi produttori partecipanti.

ARTICOLO 44.

(*Sicurezza nazionale*).

a) Nessuna disposizione del presente Accordo sarà interpretata :

i) Come un obbligo per il paese partecipante di fornire informazioni la cui diffusione sarebbe, a suo parere, contraria agli interessi essenziali della propria sicurezza;

ii) Come un impedimento al paese partecipante di prendere, isolatamente od insieme ad altri paesi, tutte le misure che ritiene necessarie per la protezione degli interessi essenziali della propria sicurezza allorché tali misure interessino il commercio di armi, munizioni o materiale bellico o il commercio di altre merci destinate direttamente o indirettamente all'approvvigionamento delle forze armate di qualsiasi paese, oppure siano prese in tempo di guerra o in altri casi di grave tensione internazionale;

iii) Come un impedimento al paese partecipante di concludere o di applicare qualsiasi accordo intergovernativo o qualsiasi altro accordo stipulato a nome di un paese ai fini definiti nel presente paragrafo concluso dalle forze armate o per esse, al fine di soddisfare le necessità essenziali della sicurezza nazionale di uno o più paesi parti di tale accordo;

iv) Come un impedimento al paese partecipante di adottare qualsiasi misura derivante dagli obblighi che gli incombono in virtù della Carta delle Nazioni Unite per il mantenimento della pace e della sicurezza internazionali.

b) Appena possibile i paesi partecipanti notificheranno al Presidente esecutivo qualsiasi misura adottata in merito allo stagno in applicazione delle disposizioni dei comma *ii*) oppure *iv*) del paragrafo *a*) del presente articolo; il Presidente esecutivo ne avvisera gli altri paesi partecipanti.

c) Qualsiasi paese partecipante che ritenga che nell'ambito del presente Accordo i suoi interessi economici siano gravemente lesi da misure adottate da uno o più altri paesi partecipanti, fatta eccezione per le misure prese in tempo di guerra, conformemente alle disposizioni del paragrafo *a*) del presente articolo, potrà indirizzare al Consiglio una denuncia.

d) Ricevuta la denuncia, il Consiglio procederà ad un esame dei fatti e deciderà, a maggioranza del totale dei voti di tutti i paesi consumatori e a maggioranza del totale dei voti di tutti i paesi produttori, se la denuncia presentata è fondata e, in caso affermativo, lo autorizzera a ritirarsi dal presente Accordo.

CAPITOLO XVII : DENUNCE E CONTROVERSIE

ARTICOLO 45.

(*Denunce*).

a) Qualsiasi denuncia contro un paese partecipante che abbia commesso un'infrazione al presente Accordo in merito alla quale esso non contiene nessuna disposizione, sarà deferita, per decisione, al Consiglio su richiesta del paese querelante.

b) Salvo disposizioni contrarie del presente Accordo, si potrà constatare un'infrazione al presente Accordo da parte di un paese partecipante soltanto se una risoluzione è stata adottata a tal scopo. La constatazione di tale infrazione dovrà specificare la natura e la portata dell'infrazione medesima.

c) Se ai termini del presente articolo, il Consiglio constata che un paese partecipante ha commesso un'infrazione al presente Accordo, esso potrà privare il paese in causa dei diritti di voto e degli altri diritti a meno che non sia prevista altrove nell'Accordo un'altra sanzione, fino a che tale paese non avrà posto rimedio all'infrazione o adempiuto in un altro modo ai propri obblighi.

d) Ai fini del presente articolo, l'espressione « infrazione al presente Accordo » comprende ogni infrazione ad una qualsiasi condizione imposta dal Consiglio od ogni mancanza nel soddisfare gli obblighi imposti dal Consiglio ad un paese partecipante conformemente all'Accordo.

ARTICOLO 46.

(*Controversie*).

a) Qualsiasi controversia concernente l'interpretazione o l'applicazione dell'Accordo che non possa essere risolta mediante negoziato è deferita, per decisione, al Consiglio su richiesta di qualsiasi paese partecipante.

b) Se una controversia e stata deferita al Consiglio ai sensi del presente articolo, la maggioranza dei paesi partecipanti . o qualsiasi paese partecipante che abbia, in sede di Consiglio, almeno il terzo dei voti, possono chiedere al Consiglio di sentire, dopo approfondita discussione della causa e prima di pronunciare una decisione, l'opinione del Comitato consultivo, di cui al paragrafo *c*) del presente articolo, sui problemi oggetto della controversia.

c) *i*) A meno che il Consiglio non decida diversamente all'unanimità dei suffragi espressi, il Comitato consultivo è composto di:

Due persone designate dai paesi produttori, una delle quali possieda una grande esperienza sui problemi oggetto della controversia e l'altra sia un giurista qualificato e con vasta esperienza;

Due persone con analoghe qualifiche, designate dai paesi consumatori; e

Un presidente scelto all'unanimità dalle quattro persone summenzionate oppure, in caso di disaccordo, dal Presidente esecutivo.

ii) I membri del Comitato consultivo partecipano a titolo personale e senza ricevere istruzione da nessun governo.

iii) Le spese del Comitato consultivo sono a carico del Consiglio.

d) L'opinione motivata del Comitato consultivo è presentata all'esame del Consiglio, che risolve la controversia dopo aver preso in considerazione tutti gli elementi informativi utili.

CAPITOLO XVIII : DISPOSIZIONI FINALI

ARTICOLO 47.

(*Firma*).

Il presente Accordo sarà presentato alla sede dell'Organizzazione delle Nazioni Unite dal 1° luglio 1975 al 30 aprile 1976 incluso, alla firma delle Parti al quarto Accordo internazionale sullo stagno e dei governi invitati alla conferenza delle Nazioni Unite sullo stagno, 1975.

ARTICOLO 48.

(*Ratifica, approvazione, accettazione*).

Il presente Accordo e soggetto a ratifica, approvazione o accettazione da parte dei governi firmatari conformemente alla loro procedura costituzionale. Un governo firmatario che ha l'intenzione di ratificare, approvare o accettare il presente Accordo può dichiarare la sua intenzione di farlo. Gli strumenti di ratifica, approvazione o accettazione e le dichiarazioni di intenzione di ratificare, approvare o accettare saranno depositate presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

ARTICOLO 49.

(*Entrata in vigore definitiva*).

a) Per i governi che abbiano depositato gli strumenti di ratifica, di approvazione, di accettazione o di adesione, il presente Accordo entrerà in vigore a titolo definitivo a decorrere dal momento in cui dopo il 30 giugno 1976, detti strumenti saranno stati depositati dai governi rappresentanti almeno sei dei paesi produttori che detengano insieme almeno 950 dei voti la cui ripartizione è indicata all'allegato *A* ed almeno nove dei paesi consumatori che detengano insieme almeno 300 dei voti la cui ripartizione è indicata all'allegato *B*.

b) Per ogni governo che depositi uno strumento di ratifica, di approvazione, di accettazione o di adesione dopo l'entrata in vigore a titolo definitivo dell'Accordo, quest'ultimo entrerà in vigore a titolo definitivo alla data in cui tale strumento sara depositato.

c) Se l'Accordo è entrato in vigore a titolo provvisorio conformemente alle disposizioni del paragrafo *a*) dell'articolo 50, esso entrerà in vigore a titolo definitivo per i governi dei paesi che soddisfano le condizioni di cui al paragrafo *a*) del presente articolo, a decorrere dal momento in cui gli strumenti di ratifica, approvazione, accettazione o adesione saranno stati depositati da detti governi.

ARTICOLO 50.

(*Entrata in vigore provvisoria*).

a) *i*) Se il presente Accordo non è entrato definitivamente in vigore il 1° luglio 1976 o se il quarto Accordo è prorogato, il giorno successivo alla scadenza del quarto Accordo, il presente Accordo entrerà in vigore a titolo provvisorio per i governi che abbiano già depositato gli strumenti di ratifica, di approvazione, di accettazione o di adesione o che abbiano comunicato l'intenzione di ratificare, di approvare o di accettare l'Accordo o di aderirvi, a condizione che detti strumenti o dette dichiarazioni siano state depositate dai governi rappresentanti almeno sei dei paesi produttori che detengano insieme almeno 950 dei voti la cui ripartizione e indicata all'allegato *A* e almeno nove dei paesi consumatori che detengano insieme almeno 300 dei voti la cui ripartizione è indicata all'allegato *B*.

ii) Per ogni governo che avra depositato uno strumento di ratifica, di approvazione, di accettazione o di adesione o che avra dichiarato la sua intenzione di ratificare, di approvare o di accettare il presente Accordo o di aderirvi mentre e in vigore a titolo provvisorio, l'Accordo entrerà in vigore a titolo provvisorio alla data di deposito di tale strumento o di tale dichiarazione.

b) Se il presente Accordo e entrato in vigore a titolo provvisorio, ma non definitivamente ai sensi dell'articolo 49, nei sei mesi successivi allo scadere del quarto Accordo, il Presidente esecutivo convocherà al più presto possibile una o più sessioni del Consiglio per esaminare la situazione. Tuttavia se l'entrata in vigore rimane provvisoria, l'Accordo verrà a scadere al più tardi un anno dopo l'entrata in vigore a titolo provvisorio.

ARTICOLO 51.

(*Scadenza delle dichiarazioni d'intenzione*).

Se il presente Accordo è entrato in vigore a titolo definitivo conformemente alle disposizioni del paragrafo *a*) o del paragrafo *c*) dell'articolo 49 o se un governo che abbia dichiarato la propria intenzione di ratificare, di approvare e di accettare l'Accordo o di aderirvi, non deposita lo strumento di ratifica, di approvazione, di accettazione o di adesione entro novanta giorni a decorrere dalla data dell'entrata in vigore definitiva, detto governo cesserà di far parte dell'Accordo restando inteso che :

i) Il Consiglio potrà prorogare, su richiesta del governo interessato, il termine di cui sopra;

ii) Che detto governo potrà cessare di far parte dell'Accordo prima della scadenza del termine di cui sopra o del suo periodo di proroga, mediante un preavviso di almeno trenta giorni dato al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

ARTICOLO 52.

(*Adesione*).

a) Ogni governo invitato alla Conferenza delle Nazioni Unite sullo stagno, 1975, o ogni partecipante al quarto Accordo avrà il diritto di aderire al presente Accordo alle condizioni che fisserà il Consiglio. Negli strumenti di adesione che essi depositeranno, tali governi dichiareranno di accettare tutte queste condizioni.

b) Per quanto concerne i diritti di voto e gli obblighi finanziari, le condizioni fissate dal Consiglio dovranno essere le stesse tanto nei confronti dei governi desiderosi di aderire all'Accordo che nei confronti degli altri governi già partecipanti all'Accordo.

c) In occasione dell'adesione al presente Accordo di un paese produttore, il Consiglio:

i) Fissa, col consenso del paese, i quantitativi e le percentuali da iscrivere per questo paese negli allegati *D* e *E*. secondo i casi; e

ii) Fisserà anche, allo scopo di controllare le esportazioni, le condizioni da indicare a fronte sul suo nome nell'allegato *C*. I quantitativi, le percentuali e le condizioni così fissate saranno valide come se fossero tutte iscritte in detti allegati.

d) Ogni governo di cui al paragrafo *a*) del presente articolo che abbia l'intenzione di aderire al presente Accordo può notificare la sua intenzione di aderire all'Accordo.

e) Il Consiglio istituito in virtù del quarto Accordo può, in attesa dell'entrata in vigore del presente Accordo, fissare le condizioni di cui al paragrafo *a*) del presente articolo. restando inteso che il Consiglio istituito in virtù del presente Accordo e il governo o i governi interessati confermeranno dette condizioni.

f) L'adesione avrà luogo tramite il deposito di uno strumento di adesione presso il Segretario generale delle Nazioni Unite.

ARTICOLO 53.

(*Partecipazione separata*).

Un governo, quando deposita lo strumento di ratifica, di approvazione, di accettazione o di adesione o quando notifica la sua intenzione di ratificare, di approvare o di accettare il presente Accordo o di aderirvi, o in ogni momento successivo, può proporre la partecipazione separata in qualità di paese produttore o in qualità di paese consumatore, secondo il caso, di ogni territorio o di territori interessati alla produzione o al consumo di stagno per i quali questo governo assume le relazioni internazionali e al quale l'Accordo è o sarà appli-

cabile quando entrerà in vigore. Tale partecipazione separata sarà sottoposta all'approvazione del Consiglio e alle condizioni che avrà la facoltà di fissare.

ARTICOLO 54.

(*Organizzazioni intergovernative*).

a) Ogni menzione della parola governo negli articoli 47, 48, 49, 50, 51 e 52 è considerata riferita a un'organizzazione intergovernativa che abbia responsabilità per quanto riguarda la negoziazione, la conclusione e l'applicazione di accordi internazionali, in particolare accordi su prodotti di base.

b) Un'organizzazione di questo tipo non ha di per se diritto di voto, ma in caso di votazione su problemi di sua competenza, è autorizzata a disporre dei voti dei suoi Stati membri ed a esprimerli collettivamente. In questo caso, gli Stati membri dell'organizzazione in causa non sono autorizzati ad esercitare individualmente i loro diritti di voto.

ARTICOLO 55.

(*Emendamenti*).

a) Il Consiglio, alla maggioranza dei due terzi del totale dei voti di tutti i paesi produttori e alla maggioranza dei due terzi del totale dei voti di tutti i paesi consumatori, può raccomandare ai paesi partecipanti di apportare emendamenti al presente Accordo. Nella sua raccomandazione, il Consiglio prescrive il termine entro il quale ciascuno dei paesi partecipanti dovrà notificare al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite se ratifica, approva o accetta oppure se rifiuta l'emendamento raccomandato.

b) Il Consiglio può prorogare il termine da esso prescritto conformemente al paragrafo *a*) del presente articolo per la notifica della ratifica, dell'approvazione o dell'accettazione.

c) Se entro il termine fissato in virtù del paragrafo *a*) del presente articolo o prorogato in virtù del paragrafo *b*) del presente articolo un emendamento è ratificato, approvato o accettato da tutti i paesi partecipanti, esso entrerà in vigore dopo che l'ultima ratifica, approvazione o accettazione sarà stata depositata presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

d) Un emendamento non entrerà in vigore se entro il termine fissato in virtù del paragrafo *a*) del presente articolo o prorogato in virtù del paragrafo *b*) del presente articolo, non sarà ratificato, approvato o accettato dai paesi partecipanti che detengono la totalità dei suffragi dei paesi produttori e dai paesi partecipanti che detengono i due terzi dei suffragi di tutti i paesi consumatori.

e) Se allo scadere del termine fissato in virtù del paragrafo *a*) del presente articolo o prorogato in virtù del paragrafo *b*) del presente articolo un emendamento è ratificato, approvato o accettato dai paesi par-

tecipanti in nome dei paesi partecipanti che detengono la totalità dei suffragi dei paesi produttori e dei paesi partecipanti che detengono i due terzi dei suffragi di tutti i paesi consumatori:

i) L'emendamento entrerà in vigore per i paesi partecipanti ad opera dei quali è stata notificata la ratifica, l'approvazione o l'accettazione allo scadere dei tre mesi successivi al ricevimento da parte del Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite dell'ultima ratifica, approvazione o accettazione necessaria per ottenere la totalità dei suffragi dei paesi produttori e i due terzi dei suffragi di tutti i paesi consumatori;

ii) Ogni paese partecipante che non abbia ratificato, approvato o accettato un emendamento alla data della sua entrata in vigore, cessera a tale data di partecipare all'Accordo a meno che detto paese partecipante non dimostri al Consiglio, nella prima sessione del Consiglio successiva alla data dell'entrata in vigore dell'emendamento, che gli era impossibile ratificare, approvare o accettare l'emendamento a causa di difficoltà di ordine costituzionale e che il Consiglio non decida di prorogare per detto paese partecipante il termine di ratifica, di approvazione o di accettazione finché queste difficoltà siano state superate.

f) Se un paese consumatore ritiene che i suoi interessi vengano lesi da un emendamento, esso può, anteriormente all'entrata in vigore di tale emendamento, notificare al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite che si ritira dall'Accordo. Tale ritiro sara effettivo alla data dell'entrata in vigore dell'emendamento. Il Consiglio puo, in qualsiasi momento, alle condizioni e secondo le modalità che riterrà eque, autorizzare detto paese ad annullare la sua notifica di ritiro.

g) Qualsiasi emendamento al presente articolo entrerà in vigore soltanto se è stato ratificato, approvato o accettato da tutti i paesi partecipanti.

h) Le disposizioni del presente articolo non modificano i poteri conferiti dall'Accordo per quanto riguarda la revisione di uno qualsiasi degli allegati all'Accordo e non hanno effetto relativamente all'applicazione di qualsiasi altro articolo del presente Accordo che preveda una procedura specifica per la modifica dell'Accordo.

Articolo 56.

(*Ritiro*).

Ogni paese partecipante che si ritira dal presente Accordo nel periodo della sua applicazione non ha diritto a parte alcuna né del prodotto della liquidazione della scorta regolatrice ai sensi dell'articolo 25, né degli altri attivi del Consiglio alla scadenza dell'Accordo, conformemente alle disposizioni dell'articolo 57, a meno che il ritiro abbia luogo :

i) Conformemente alle disposizioni del paragrafo *d*) dell'articolo 44 o del paragrafo *f*) dell'articolo 55 oppure

ii) Mediante preavviso di almeno dodici mesi dato al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite dopo il termine minimo di un anno dall'entrata in vigore dell'Accordo.

ARTICOLO 57.

(*Durata, rinnovo o fine*).

a) Salvo disposizioni contrarie previste al presente articolo o al paragrafo *b*) dell'articolo 50, l'Accordo avrà una durata di cinque anni a decorrere dalla data di entrata in vigore.

b) Il Consiglio, alla maggioranza dei due terzi dei voti di tutti i paesi produttori e alla maggioranza dei due terzi dei voti di tutti i paesi consumatori, potrà prolungare la durata dell'Accordo di uno o più periodi che non oltrepasseranno complessivamente i dodici mesi.

c) Il Consiglio, in una raccomandazione rivolta ai paesi partecipanti, al più tardi quattro anni dopo l'entrata in vigore dell'Accordo, comunicherà loro se è necessario e opportuno che l'Accordo venga rinnovato e, in caso affermativo, in quale forma; esso esaminerà in pari tempo la probabile posizione rispettiva dell'offerta e della domanda di stagno al momento dello scadere dell'Accordo.

d) *i*) In qualsiasi momento ogni paese partecipante potrà dare al Presidente esecutivo del Consiglio notifica scritta della sua intenzione di proporre alla prossima sessione del Consiglio la fine al presente Accordo;

ii) Se il Consiglio approva tale proposta alla maggioranza dei due terzi dei voti di tutti i paesi produttori e di tutti i paesi consumatori, esso raccomanderà ai paesi partecipanti di porre fine al presente Accordo;

iii) Se i paesi partecipanti che detengono i due terzi dei voti di tutti i paesi produttori e i due terzi dei voti di tutti i paesi consumatori notificano al Consiglio di accettare tale raccomandazione, l'Accordo prenderà fine alla data fissata dal Consiglio; tale data non potrà essere posteriore ad un periodo di sei mesi a decorrere dalla trasmissione al Consiglio dell'ultima notifica da parte di detti paesi partecipanti.

ARTICOLO 58.

(*Procedura da seguire alla fine dell'Accordo*).

a) Il Consiglio rimarrà in funzione finché necessario per curare l'applicazione delle disposizioni del paragrafo *b*) del presente articolo, la liquidazione della scorta regolatrice, nonché di tutte le scorte detenute nei paesi produttori in virtù dell'articolo 39 e l'osservanza delle condizioni imposte dal Consiglio in virtù del presente Accordo o in virtù del quarto Accordo; il Consiglio avrà i poteri ed eserciterà le funzioni che il presente Accordo gli conferisce nella misura a tale fine necessaria.

b) Alla fine del presente Accordo :

i) La scorta regolatrice verrà liquidata conformemente alle disposizioni dell'articolo 25;

ii) Il Consiglio fisserà l'importo degli impegni sottoscritti nei confronti del suo personale e prenderà, se necessario, le misure atte

ad assicurare, tramite un bilancio complementare del conto amministrativo, previsto all'articolo 19, le risorse necessarie per onorare tali impegni;

iii) Quando tutti gli impegni del Consiglio diversi da quelli che riguardano il conto della scorta regolatrice, saranno stati soddisfatti, gli attivi disponibili saranno suddivisi come stipulato nel presente articolo;

iv) Se il Consiglio è prorogato, esso conserverà i suoi archivi, la sua documentazione statistica nonché tutti gli altri documenti;

v) Se il Consiglio non è prorogato, ma è istituito un organismo per succedere al Consiglio, quest'ultimo consegnerà a tale organismo i suoi archivi, la documentazione statistica nonché tutti gli altri documenti e potrà, alla maggioranza ripartita dei due terzi, decidere di trasmettere a tale organismo tutto o parte degli altri attivi, oppure disporne come riterrà opportuno;

vi) Se il Consiglio non è prorogato e non è istituito nessun organismo successore, il Consiglio cederà i suoi archivi, la documentazione statistica, nonché tutti gli altri documenti al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite o ad un'altra organizzazione internazionale da esso designata o, in mancanza di tale designazione, come il Consiglio riterrà opportuno; il resto degli attivi del Consiglio diversi dai fondi sarà venduto o realizzato come deciderà il Consiglio;

vii) Il prodotto del realizzo degli attivi non monetari e tutti gli altri attivi monetari rimanenti saranno allora suddivisi fra tutti i paesi partecipanti proporzionalmente ai contributi complessivi versati da tali paesi sul conto amministrativo tenuto in virtù dell'articolo 19.

ARTICOLO 59.

(*Testi che fanno fede*).

I testi del presente Accordo in lingua inglese, cinese, spagnola, francese e russa fanno ugualmente fede. I testi originali saranno depositati presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, debitamente autorizzati a tale scopo dal loro governo o dalle loro autorità hanno firmato il presente Accordo alla data che figura accanto alla loro firma.

(*Seguono le firme*)

ALLEGATO *A*

PERCENTUALI E VOTI DEI PAESI PRODUTTORI

PAESI	Percentuale	Numero di voti		
		Iniziale	Addizionale	Totale
Australia	4,37	5	42	47
Bolivia	18,06	5	174	179
Indonesia	13,71	5	133	138
Malaysia	43,60	5	421	426
Nigeria (Repubblica federale della)	4,17	5	40	45
Tailandia	12,55	5	121	126
Zaïre (Repubblica dello)	3,54	5	34	39
Totale	100,00	35	965	1 000

Nota: L'elenco dei paesi, le percentuali e il numero dei voti riportati nel presente allegato sono quelli che risultano dalla Conferenza delle Nazioni Unite sullo stagno, 1975, durante la quale è stato stabilito il testo del quinto Accordo internazionale sullo stagno. L'elenco dei paesi e le cifre sono soggetti a revisione periodica in applicazione delle disposizioni dell'Accordo.

ALLEGATO *B*

PERCENTUALI E VOTI DEI PAESI CONSUMATORI

PAESI	Percentuale	Numero di voti		
		Iniziale	Addizionale	Totale
Germania (Repubblica federale di)	8,16	5	70	75
Austria	0,31	5	3	8
Belgio/Lussemburgo	1,95	5	17	22
Bulgaria	0,48	5	4	9
Canada	2,91	5	25	30
Cuba	0,05	5	1	6
Danimarca	0,30	5	3	8
Spagna	1,99	5	17	22
Stati Uniti d'America	29,56	5	254	259
Francia	6,09	5	52	57
Ungheria	0,68	5	6	11
India	1,88	5	16	21
Irlanda	0,04	5	1	6
Italia	4,37	5	38	43
Giappone	18,55	5	160	165
Nicaragua	0,03	5	0	5
Paesi Bassi	2,50	5	21	26
Polonia	2,39	5	20	25
Repubblica di Corea	0,38	5	3	8
Repubblica Democratica Tedesca	0,53	5	5	10
Repubblica Dominicana	0,03	5	0	5
Romania	1,62	5	14	19
Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord	8,10	5	70	75
Svizzera	0,41	5	3	8
Cecoslovacchia	1,91	5	16	21
Turchia	0,72	5	6	11
Unione delle Repubbliche socialiste sovietiche	3,21	5	28	33
Iugoslavia	0,85	5	7	12
Totale	100,00	140	860	1 000

Nota: L'elenco dei paesi, le percentuali e il numero dei voti riportati nel presente allegato sono quelli che risultano dalla Conferenza delle Nazioni Unite sullo stagno, 1975, durante la quale è stato stabilito il testo del quinto Accordo internazionale sullo stagno. L'elenco dei paesi e le cifre sono soggetti a revisione periodica in applicazione delle disposizioni dell'Accordo.

ALLEGATO *C*

PARTE I.

CONDIZIONI ALLE QUALI SI RITIENE CHE LO STAGNO SIA STATO ESPORTATO PER LE NECESSITÀ DI CONTROLLO DELLE ESPORTAZIONI

AUSTRALIA.

Lo stagno è considerato esportato alla data del « Restricted Goods Export Permit » rilasciato in applicazione dei « Customs (Prohibited Exports) Regulations ».

BOLIVIA.

Lo stagno è considerato esportato quando ha subito il controllo delle autorità doganali boliviane ai fini del pagamento dei dazi di esportazione.

INDONESIA.

Lo stagno è considerato esportato dall'Indonesia quando è stato sdoganato e/o quando i concentrati di stagno sono stati consegnati alla fonderia e pesati da quest'ultima sotto il controllo delle dogane e le autorità doganali hanno rilasciato un certificato doganale per tale stagno. Detto stagno non comprende lo stagno successivamente importato in Indonesia per il consumo interno.

MALAYSIA.

Lo stagno è considerato esportato dalla Malaysia nel momento in cui il dipartimento reale delle dogane e delle imposte dirette della Malaysia ha pesato i concentrati o, se i concentrati vengono fusi prima del pagamento del dazio all'esportazione, ha pesato il metallo ai fini del pagamento di detto dazio.

REPUBBLICA FEDERALE DI NIGERIA.

Lo stagno è considerato esportato quando i concentrati sono stati consegnati alla fonderia, pesati e controllati per il pagamento del canone; resta inteso che lo stagno non consegnato alla fonderia sarà considerato esportato quando è stata redatta da parte della « Nigerian Railway Corporation » una lettera di vettura in cui si constata la consegna a tale compagnia dei concentrati destinati all'esportazione.

TAILANDIA.

Lo stagno è considerato esportato dalla Tailandia quando il dipartimento delle risorse minerarie ha redatto un certificato ufficiale nel

quale si attesta che i concentrati sono stati consegnati ad una fonderia in Tailandia e pesati; resta inteso che lo stagno da esportare non consegnato ad una fonderia sarà considerato esportato dalla Tailandia quando il dipartimento delle risorse minerarie ha rilasciato un permesso di esportazione per detto stagno.

ZAIRE (REPUBBLICA DELLO)

Lo stagno è considerato esportato quando è stata stabilita da parte di un trasportatore affiliato al Comitato interno dei trasportatori della Repubblica dello Zaire una polizza di carico che constata la consegna dello stagno a detto trasportatore.

Se, per un qualsiasi motivo, tale polizza di carico non è stata stabilita per una determinata spedizione, il quantitativo di stagno così spedito è considerato esportato ai fini del presente Accordo quando i documenti di esportazione sono stati rilasciati dall'Amministrazione delle dogane della Repubblica dello Zaire.

OSSERVAZIONE GENERALE

Tutto lo stagno trasportato da un paese produttore durante un periodo di controllo sarà considerato esportato e trattato come parte del quantitativo delle esportazioni autorizzate di detto paese per tale periodo di controllo, salvo :

a) nelle condizioni menzionate nel presente allegato per l'Australia o

b) nella maniera che può fissare il Consiglio, in applicazione del comma *n*) dell'articolo 35, a meno che le condizioni citate nel presente allegato accanto al nome del paese produttore interessato non siano state soddisfatte per detto stagno prima dell'inizio del periodo di controllo.

PARTE II.

IMPORTAZIONI NEI PAESI PRODUTTORI

Per determinare le esportazioni nette ai sensi dell'articolo 35, le importazioni detraibili dalle esportazioni durante un periodo di controllo saranno costituite dalle quantità importate nel paese produttore interessato nel corso del trimestre immediatamente precedente la dichiarazione del periodo di controllo in questione, restando inteso che lo stagno importato per essere fuso e riesportato non sarà preso in considerazione.

ALLEGATO *D*

SCORTE DEI PAESI PRODUTTORI AI SENSI DELL'ARTICOLO 39

PAESE	Tonnellate
Australia	3.000
Bolivia	8.000
Indonesia	6.200
Malaysia	17.050
Nigeria (Repubblica federale della)	1.500
Tailandia	5.300
Zaïre (Repubblica dello)	2.000

ALLEGATO *E*

SCORTE SUPPLEMENTARI NECESSARIAMENTE ESTRATTE

PAESE	Altri minerali	Stagno contenuto nei concentrati che possono essere immagazzinati in supplemento per ogni tonnellata di altro minerale estratto (in tonnellate)
Australia	Tantalo-colombite	1,5
Nigeria (Repubblica federale della)	Colombite	1,5
Tailandia	Wolfram-scheelite	1,5
Zaïre (Repubblica dello)	Tantalo-colombite	1,5

ALLEGATO *F*

NORME PER L'ADEGUAMENTO DELLE PERCENTUALI ATTRIBUITE AI PAESI PRODUTTORI

NORMA 1.

Il primo adeguamento delle percentuali attribuite ai paesi produttori avra luogo durante la prima sessione ordinaria che il Consiglio terrà in virtù del presente Accordo. Nonostante le disposizioni della norma 2, tale adeguamento sarà fatto sulla base degli ultimi quattro trimestri immediatamente precedenti l'inizio di un periodo di controllo per i quali sono noti i dati relativi alla produzione di stagno di ogni paese produttore. Le nuove percentuali dei paesi produttori saranno fissate in modo direttamente proporzionale alla produzione di stagno di ciascuno di essi nel corso di detti quattro trimestri.

Le ulteriori operazioni di adeguamento delle percentuali sono effettuate ad intervalli di un anno a decorrere dal primo adeguamento, a patto che nessun periodo posteriore ai trimestri considerati dalle disposizioni della presente norma sia stato dichiarato periodo di controllo.

Per questi ulteriori adeguamenti, effettuati in applicazione della presente norma, le nuove percentuali sono calcolate nel modo seguente:

i) per il secondo adeguamento, le percentuali sono fissate in modo direttamente proporzionale alla produzione di stagno in ciascun paese produttore nel periodo piu recente di ventiquattro mesi civili consecutivi per i quali siano noti i dati; e

ii) per il terzo e per tutti gli ulteriori adeguamenti, le percentuali sono fissate in modo direttamente proporzionale della produzione di stagno in ciascun paese produttore nel periodo piu recente di trentasei mesi civili consecutivi per il quale siano noti i dati.

NORMA 2.

Qualora un periodo sia dichiarato periodo di controllo, le percentuali saranno modificate soltanto al termine di un nuovo periodo di quattro trimestri consecutivi che non siano stati dichiarati periodi di controllo. L'adeguamento successivo ha allora luogo a partire dal momento in cui sono noti i dati della produzione di stagno in ciascun paese produttore per i quattro trimestri consecutivi in oggetto; gli adeguamenti sono in seguito effettuati ad intervalli di un anno fino a quando nessun periodo sia stato dichiarato periodo di controllo.

Per ogni ulteriore adeguamento effettuato in applicazione della presente norma, le nuove percentuali sono calcolate nel modo seguente:

i) per il primo adeguamento successivo ad un periodo di controllo, le percentuali sono fissate in modo direttamente proporzionale alla somma della produzione di stagno in ciascun paese produttore nel periodo più recente di dodici mesi civili consecutivi, per il quale siano noti i dati e per i quattro trimestri che hanno immediatamente preceduto il periodo di controllo previsto;

ii) per il secondo adeguamento, le percentuali, a patto che nessun periodo sia stato nel frattempo dichiarato periodo di controllo, sono fissate in modo direttamente proporzionale alla produzione di stagno in ciascun paese produttore nel periodo più recente di ventiquattro mesi civili consecutivi per il quale siano noti i dati;

iii) per ciascun adeguamento ulteriore, le percentuali, a patto che nessun periodo sia stato dichiarato nel frattempo periodo di controllo, sono fissate in modo direttamente proporzionale alla produzione di stagno in ciascun paese produttore nel periodo più recente di trentasei mesi civili consecutivi per il quale siano noti i dati.

NORMA 3.

Ai sensi delle presenti norme, gli adeguamenti si ritengono effettuati ad intervalli di un anno se hanno avuto luogo nello stesso trimestre dell'anno civile dei precedenti adeguamenti.

NORMA 4.

Ai sensi delle presenti norme, tutti i paesi produttori comunicano al Consiglio i dati della loro produzione per il periodo più recente di dodici mesi nei tre mesi successivi all'ultimo mese di detto periodo. Se un paese non ha comunicato tali dati, si calcola la sua produzione per un periodo di dodici mesi moltiplicando per dodici la quantità media prodotta mensilmente, quale essa risulta dai dati noti per detto periodo.

NORMA 5.

I dati sulla produzione di stagno di un paese produttore per ogni periodo anteriore ai quarantadue mesi precedenti la data di un adeguamento non sono considerati ai fini di tale adeguamento, come non lo sono i dati sulla produzione di stagno durante un periodo di controllo.

NORMA 6.

Il Consiglio può ridurre la percentuale attribuita a qualsiasi paese produttore che non abbia esportato tutto il quantitativo delle sue esportazioni autorizzate fissato in conformità del paragrafo *a*) dell'articolo 34 od ogni quantitativo superiore da esso accettato conformemente al paragrafo *b*) di detto articolo. Per pronunciarsi in merito, il Consiglio accetta come circostanza attenuante il fatto che il paese produttore interessato ha rinunciato, conformemente al paragrafo *b*) dell'articolo 34, ad una parte del quantitativo delle sue esportazioni autorizzate, ad una data che consente agli altri paesi produttori di prendere ogni misura necessaria per colmare tale disavanzo, o il fatto che il paese produttore interessato, pur non avendo esportato il quantitativo fissato in conformità del paragrafo *d*) dell'articolo 34, ha tuttavia esportato tutto il quantitativo delle sue esportazioni autorizzate fissato conformemente alle disposizioni del paragrafo *a*) o del paragrafo *b*) dell'articolo 34.

NORMA 7.

Qualora la percentuale attribuita ad un paese produttore sia ridotta conformemente alla norma 6, la percentuale così resa disponibile è ripartita tra gli altri paesi produttori in modo proporzionale alle percentuali in vigore alla data in cui il Consiglio decide tale riduzione.

NORMA 8.

Se, in applicazione delle norme che precedono, la percentuale di un paese produttore scende al di sotto della cifra minima autorizzata in virtù della condizione di cui al comma *i*) del paragrafo *g*) dell'articolo 13, essa viene ricondotta a tale cifra minima e le percentuali degli altri paesi produttori sono ridotte proporzionalmente, in modo che il totale delle percentuali sia di nuovo uguale a cento.

NORMA 9.

Ai sensi del comma *ii*) del paragrafo *g*) dell'articolo 13 e del paragrafo *a*) dell'articolo 34 i seguenti avvenimenti possono essere considerati circostanze eccezionali : una catastrofe nazionale, uno sciopero molto esteso che abbia paralizzato l'industria per l'estrazione dello stagno per un lungo periodo, una grave interruzione dell'approvvigionamento di energia o dei trasporti sulla principale via di comunicazione verso la costa o verso il luogo di esportazione quale definito all'allegato *C*.

NORMA 10.

Ai sensi delle presenti norme, il calcolo relativo ai paesi produttori che sono grandi consumatori di stagno proveniente dalla loro produzione mineraria interna, sarà basato sulle loro esportazioni di stagno e non sulla produzione mineraria di stagno.

NORMA 11.

Nel presente allegato l'espressione « produzione di stagno » è da considerarsi come riferentesi esclusivamente alla produzione mineraria; non sarà dunque tenuto conto della produzione delle fonderie.

ANTONIO SESSA, *direttore* DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*

(7651123/9) Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - S.